

ARCHIVES

DIPLOMATIQUES

TOME 90.

N° 5

MAI 1904

PREMIÈRE PARTIE

TRAITÉS, CONVENTIONS, PROTOCOLES

ALLEMAGNE — RUSSIE

Arrangement concernant l'échange des mandats-poste.

10 octobre, 11/24 décembre 1903 (1)

DÉCLARATION

En vue d'établir l'échange des mandats-poste entre l'Empire de Russie et l'Empire d'Allemagne, le Directeur Général p. i. des Postes et des Télégraphes de Russie et le Directeur au Département des Postes d'Allemagne ont signé, sous la réserve de l'approbation de leurs Gouvernements respectifs, un Arrangement dont la teneur est mot pour mot comme suit :

ARRANGEMENT CONCERNANT L'ÉCHANGE DES MANDATS-POSTE ENTRE L'EMPIRE DE RUSSIE ET L'EMPIRE D'ALLEMAGNE

Les soussignés ont arrêté, d'un commun accord, sous réserve de l'approbation par les Autorités compétentes, les dispositions suivantes :

ARTICLE I

1. Il est établi entre l'Empire de Russie et l'Empire d'Allemagne, un échange régulier de mandats-poste.

(1) S. M. l'Empereur de Russie a autorisé, le 21 janvier 1904, le Ministre des Affaires étrangères à approuver le susdit arrangement : en conséquence, le Ministre des Affaires étrangères l'a approuvé en date du 4/17 février 1904 et l'échange des déclarations a été opéré avec l'Office des Affaires étrangères d'Allemagne (Commun. du Ministère des Affaires étrangères au Ministère de la Justice du 3 mars 1904, N° 2416). Ledit arrangement a été promulgué dans le *Bulletin des Lois* de l'Empire de Russie du 23 avril 1904, section I, N° 65, art. 743, p. 921.

2. Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.

3. Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

ARTICLE 2

1. L'Office expéditeur détermine si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.

2. Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.

3. L'Administration des postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour ladite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

ARTICLE 3

1. Les Administrations postales des pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs. Ce maximum ne pourra, dans aucun cas, être inférieur à 100 roubles (216 marks).

2. Il ne sera pas tenu compte pour établir le montant des mandats des fractions de copecks ou de pfennigs.

ARTICLE 4

1. Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.

2. Est réservé aux Administrations des pays contractants le droit de déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

ARTICLE 5

1. Chacune des deux Administrations fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser un pour cent des sommes rondes qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. Seront exempts de cette taxe, les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement.

4. Un droit spécial ne dépassant pas 50 centimes peut être prélevé par l'office de destination pour le paiement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de paiement.

6. L'expéditeur d'un mandat peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances de la poste aux lettres par la Convention Principale en vigueur de l'Union Postale Universelle (actuellement par l'art. 9 de la Convention de Washington), tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Toutefois les demandes de retrait ou de changement d'adresse ne peuvent pas être transmises par la voie télégraphique.

7. Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

ARTICLE 6

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

ARTICLE 7

1. L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays où le paiement doit se faire d'une somme égale au total du montant des mandats annoncés et d'un droit d'un demi pour cent ($\frac{1}{2}$ %) de la différence entre le montant total des mandats annoncés et celui des mandats annulés et remboursés. Toutefois aucun droit de commission ne sera bonifié pour les mandats d'office, ceux-ci étant exempts des paiements de la taxe prévue à l'article 5.

2. Le droit de commission prévu ci-dessus peut être abaissé d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées, conformément à la diminution de la taxe perçue sur les mandats-poste en vertu de l'art. 5 § 2 du présent Arrangement.

ARTICLE 8

1. Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci

2. Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement

d'un mandat à une personne non-autorisée n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme, les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que ses nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. Il est entendu que la réclamation concernant le non-paiement d'un mandat n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission. L'émission éventuelle des duplicata des mandats non-payés ne donne lieu à la perception d'aucune taxe.

5. Les sommes encaissées par chaque Administration en échange de mandats et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats. Toutefois cette Administration prend les mesures nécessaires afin de pourvoir au remboursement de ces sommes aux déposants avant l'expiration des délais susvisés.

6. L'Administration des postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai de six mois après la date du dépôt.

ARTICLE 9

1. A l'expiration de chaque trimestre, l'Administration des Postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre en exécution de l'art. 7 ci-dessus.

2. Pour établir le solde, la créance russe sera convertie en monnaie allemande sur le pied de 1 rouble ($\frac{1}{15}$ partie d'un impérial) = 2 marks 16 pfennigs. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des postes des pays contractants.

ARTICLE 10

1. L'Administration des postes d'Allemagne examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et si le solde est en faveur de la Russie elle en payera le montant dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des postes d'Allemagne, l'Administration des postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard, dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. Le paiement des balances sera fait en marks effectifs de la manière suivante :

Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des postes d'Allemagne doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Berlin indiquée par l'Administration des postes de Russie.

Si la balance est en faveur de l'Allemagne, l'Administration des postes de Russie doit verser le montant de cette balance à la maison de banque à Berlin, indiquée par l'Administration des postes d'Allemagne.

4. Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. Lorsque dans le courant du trimestre, il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre d'une somme supérieure à 40.000 marks, l'Administration débitrice doit payer à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence. Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

ARTICLE 11

Toute la correspondance d'office concernant l'échange des mandats poste entre la Russie et l'Allemagne sera effectuée, entre les Administrations centrales de ces deux pays, ainsi qu'entre les bureaux d'échange des listes, en langue française.

ARTICLE 12

1. La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminées dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. Le mode et les conditions du paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 13

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du Gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement et, au besoin, par télégraphe à l'autre Administration.

ARTICLE 14

Les Administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet Arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

ARTICLE 15

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 2/15 Avril 1904.

Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

ARTICLE 16

Le présent Arrangement sera ratifié par un échange de Déclarations Ministérielles aussitôt que faire se pourra.

Fait en double original et signé

A Saint-Petersbourg, le 11/21 Décembre 1903.

(Signé) : SÉVASTIANOFF.

en fonctions de Directeur Général des Postes et des Télégraphes de l'Empire de Russie.

A Berlin, le 10 Octobre 1903.

(Signé) : GIESEKE.

Directeur au Département des Postes de l'Empire d'Allemagne.

Le soussigné, Ministre des Affaires Etrangères de Sa Majesté l'Empereur de Russie, dûment autorisé à cet effet, déclare que le dit Arrangement est confirmé en tous points par la présente Déclaration destinée à être échangée contre une Déclaration semblable du Secrétaire d'Etat à l'Office des Affaires Etrangères de l'Empire d'Allemagne (1).

Saint-Petersbourg, le 4/17 Février 1904.

(Signature) COMTE LAMSDORFF.

(L. S.)

BELGIQUE — BULGARIE

Dénonciation de la convention commerciale (2)

29 février, 13 mars 1904 (3)

Par une communication officielle du 29 février/13 mars 1904, le Gouvernement de la Principauté de Bulgarie a dénoncé l'Arrangement commercial intervenu en 1897, entre la Belgique et la Bulgarie (2).

Le Gouvernement du Roi a donné acte de cette dénonciation.

L'Arrangement dont il s'agit cessera de produire ses effets le 1^{er}/14 mars 1905.

En notifiant cette dénonciation, le Gouvernement Princier a fait savoir qu'il était disposé à entrer en négociation avec le Gouvernement du Roi pour la conclusion d'une convention de commerce définitive.

Certifié par le Secrétaire général du Ministère des Affaires Etrangères,
BARON LAMBERMONT.

(1) L'échange des déclarations a lieu.

(2) Le gouvernement princier a également dénoncé ses traités de commerce avec les autres puissances étrangères, à l'exemption de la Turquie; ainsi, la convention de commerce conclue le 24 mai (4 juin) 1897 entre la Bulgarie et la France a été dénoncée à partir du 29 février/13 mars 1904, pour prendre fin une année à compter de cette dernière date. — (En décembre 1903, le ministre de France à Sofia avait reçu du gouvernement bulgare une communication le priant de considérer comme non avenue la dénonciation de la convention franco-bulgare notifiée le 17/30 décembre 1902. Semblable notification avait été faite aux représentants des Etats liés à la Bulgarie par des conventions de commerce).

(3) *Moniteur belge*, 11 et 12 avril 1904.

BELGIQUE — RUSSIE**Arrangement concernant l'échange des mandats-poste.**(26/13 mars 1904) ⁽¹⁾

Le Gouvernement Royal Belge et le Gouvernement Impérial Russe ayant reconnu utile d'établir l'échange des mandats-poste entre le Royaume de Belgique et l'Empire de Russie, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

1. — Il est établi entre le Royaume de Belgique et l'Empire de Russie un échange régulier de mandats-poste.
2. — Cet échange aura lieu par l'intermédiaire des bureaux désignés par chacune des deux Administrations respectives.
3. — Ces bureaux s'informeront réciproquement, au moyen de listes, des mandats tirés dans un pays sur l'autre.

ARTICLE 2

1. — L'Office expéditeur détermine si le montant des mandats-poste doit être déclaré par les déposants en monnaie du pays d'expédition ou en celle du pays de destination.
2. — Si le montant d'un mandat est déclaré en monnaie du pays d'origine, il doit être converti, par les soins de l'Office expéditeur, en monnaie métallique du pays de destination.
3. — L'Administration des postes du pays d'origine détermine elle-même le taux de conversion de sa monnaie en monnaie métallique du pays de destination. Les Administrations des pays contractants se communiquent réciproquement le taux qu'elles auront adopté pour la dite conversion et les changements qui seront, le cas échéant, introduits ultérieurement à cet égard.

ARTICLE 3

1. — Les Administrations postales des pays contractants auront le droit de déterminer, d'un commun accord, le maximum du montant de chaque mandat qui sera délivré dans les pays respectifs. Ce maximum ne pourra, dans aucun cas, être inférieur à 266 francs (100 roubles).
2. — Il ne sera pas tenu compte, pour établir le montant des mandats, des sommes inférieures à cinq centimes ou des fractions de copecks.

ARTICLE 4

1. — Le paiement du montant des mandats est effectué en monnaie métallique du pays de destination ou en papier-monnaie ayant cours légal en ce pays, sous réserve, en ce dernier cas, qu'il sera tenu compte de la différence de cours.
2. — Est réservé aux Administrations des pays contractants le droit de

⁽¹⁾ *Moniteur belge*, 21 avril 1904.

déclarer la propriété des mandats-poste provenant de l'autre pays, transmissible sur son territoire par voie d'endossement.

ARTICLE 5

1. — Chacune des deux Administrations fixera les taxes à percevoir sur les mandats-poste qu'elle délivrera sur l'autre pays.

2. — Cette taxe ne devra pas, toutefois, dépasser un pour cent des sommes rondes, qui forment les degrés de l'échelle de perception. Elle pourra être diminuée d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées. Seront exempts de cette taxe, les mandats d'office relatifs au service des postes et échangés par les Administrations postales ou entre les bureaux relevant de ces Administrations.

3. — Les deux Administrations se donneront connaissance des taxes qu'elles auront établies et des changements qu'elles y apporteraient ultérieurement.

4. — Un droit spécial ne dépassant pas 50 centimes peut être prélevé par l'Office de destination pour le paiement du montant d'un mandat au domicile du destinataire.

5. — L'expéditeur d'un mandat peut obtenir un avis de paiement de ce mandat, en acquittant d'avance, au profit exclusif de l'Administration du pays d'origine, un droit fixe égal à celui qui est perçu dans ce pays pour les avis de réception des correspondances recommandées. Le même droit peut être appliqué aux demandes de renseignements sur le sort de mandats qui se produisent postérieurement au dépôt, si l'expéditeur n'a pas déjà acquitté la taxe spéciale pour obtenir un avis de paiement.

6. — L'expéditeur d'un mandat peut le faire retirer du service ou en faire modifier l'adresse aux conditions et sous les réserves déterminées pour les correspondances de la poste aux lettres par la Convention Principale en vigueur de l'Union Postale Universelle (actuellement par l'article 9 de la Convention de Washington), tant que le bénéficiaire n'a pas pris livraison, soit du titre lui-même, soit du montant de ce titre. Toutefois, les demandes de retrait ou de changement d'adresse ne peuvent pas être transmises par la voie télégraphique.

7. — Les mandats-poste et les acquits donnés sur ces mandats, de même que les récépissés délivrés aux déposants, ne peuvent être soumis à la charge des expéditeurs ou des destinataires des fonds, à un droit ou à une taxe quelconque en sus de la taxe perçue en vertu du présent article.

ARTICLE 6

Les mandats télégraphiques ne sont pas admis.

ARTICLE 7

1. — L'Administration postale qui délivrera les mandats créditera l'Administration du pays où le paiement doit se faire, d'une somme égale au total du montant des mandats annoncés et d'un droit d'un demi pour cent ($1/2\%$) de la différence entre le montant total des mandats annon-

cés et celui des mandats annulés et remboursés. Toutefois, aucun droit de commission ne sera bonifié pour les mandats d'office, ceux-ci étant exempts des paiements de la taxe prévue à l'article 5.

2. — Le droit de commission prévu ci-dessus peut être abaissé d'un commun accord entre les Administrations postales intéressées, conformément à la diminution de la taxe perçue sur les mandats-poste en vertu de l'article 5 § 2 du présent Arrangement.

ARTICLE 8

1. — Les sommes converties en mandats-poste sont garanties aux déposants jusqu'au moment où elles ont été régulièrement payées aux destinataires ou aux mandataires de ceux-ci.

2. — Il est toutefois entendu que la réclamation concernant le paiement d'un mandat à une personne non autorisée, n'est admise que dans un délai d'un an à partir de la date du dépôt du mandat. Passé ce terme, les Administrations cessent d'être responsables des paiements sur faux acquit.

3. — Pour les envois adressés poste restante, la responsabilité cesse également par le paiement à une personne qui a justifié, suivant les règles en vigueur dans le pays de destination, que son nom et qualité sont conformes aux indications de l'adresse du mandat.

4. — Il est entendu que la réclamation concernant le non-paiement d'un mandat, n'est admise que dans le délai fixé par les lois et règlements du pays d'émission. L'émission éventuelle des duplicata des mandats non payés ne donne lieu à la perception d'aucune taxe.

5. — Les sommes encaissées par chaque Administration, en échange de mandats et dont le montant n'aurait pas été réclamé par les ayants-droit avant l'expiration des délais fixés par les lois ou règlements du pays d'origine, sont définitivement acquises à l'Administration qui a délivré ces mandats. Toutefois, cette Administration prend les mesures nécessaires afin de pourvoir au remboursement de ces sommes aux déposants, avant l'expiration des délais susvisés.

6. — L'Administration des postes du pays d'origine devra recevoir avis de tous les mandats qui n'auraient pas été payés à leurs bénéficiaires respectifs dans un délai de six mois après la date du dépôt.

ARTICLE 9

1. — A l'expiration de chaque trimestre, l'Administration des postes de Russie fera le compte des sommes encaissées par les Offices des deux pays et des crédits à allouer de part et d'autre, en exécution de l'article 7 ci-dessus.

2. — Le solde sera établi en monnaie de franc. A cette fin, la conversion de la monnaie russe en francs aura lieu sur le pied de : 100 roubles = 266 fr. 68 c. Mais ce cours de change pourra être modifié à toute époque d'un commun accord des Administrations des postes des pays contractants.

ARTICLE 10

1. — L'Administration des postes de Belgique examinera le compte, le rectifiera, s'il y a lieu, et si le solde est en faveur de la Russie, elle en payera le montant dans un mois, au plus tard, après la réception du compte.

2. — Si le solde s'établit en faveur de l'Administration des postes de Belgique, l'Administration des postes de Russie en payera le montant à celle-ci, au plus tard dans un mois qui suivra l'avis de l'acceptation ou de la rectification du compte.

3. — Le paiement des balances sera fait en francs effectifs de la manière suivante :

Si la balance est en faveur de la Belgique, l'Administration des postes de Russie doit verser le montant de cette balance à la maison de banque, à Bruxelles ou à Paris, indiquée par l'Administration des postes de Belgique.

Si la balance est en faveur de la Russie, l'Administration des postes de Belgique doit verser le montant de cette balance à la maison de banque, à Paris ou à Bruxelles, indiquée par l'Administration des postes de Russie.

4. — Les frais résultant du paiement des soldes sont à la charge de l'Administration qui effectue le paiement.

5. — Lorsque dans le courant du trimestre, il est reconnu qu'une Administration se trouve à découvert vis-à-vis de l'autre, d'une somme supérieure à 50.000 francs, l'Administration débitrice doit payer à l'autre, à titre d'acompte, le montant approximatif de la différence.

Les acomptes seront payés de la manière prescrite dans le § 3 précédent et portés dans le compte au crédit de l'Administration qui les a fait verser.

ARTICLE 11

Toute la correspondance d'office concernant l'échange des mandats-poste entre la Belgique et la Russie sera effectuée entre les Administrations centrales de ces deux pays, ainsi qu'entre les bureaux d'échange des listes, en langue française.

ARTICLE 12

1. — La forme et les conditions d'émission des mandats sont déterminées dans chaque pays par les règlements en vigueur dans ce pays.

2. — Le mode et les conditions du paiement des mandats-poste sont réglés par les dispositions en vigueur dans le pays de destination.

ARTICLE 13

Chaque Administration postale est autorisée à limiter le service de l'échange des mandats-poste dans son pays à un certain nombre de villes et à suspendre temporairement l'échange des mandats-poste chaque fois que le cours du change ou quelque autre circonstance pourrait donner

lieu à des abus ou porter préjudice aux intérêts du Gouvernement respectif. Avis de cette suspension doit être donné immédiatement et, au besoin, par télégraphe, à l'autre Administration.

ARTICLE 14

Les administrations postales des deux pays sont autorisées à régler d'un commun accord les mesures de détail pour l'exécution de cet Arrangement et à les modifier à toute époque suivant les besoins du service.

ARTICLE 15

Le présent Arrangement sera mis à exécution le 14/1 mai 1904. Il restera en vigueur jusqu'à l'expiration de la période d'une année après la date à laquelle l'une des deux Administrations aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Arrangement et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait à Saint-Petersbourg, en double exemplaire, le 26/13 mars 1904.

(L. S.) C^{te} DE GRELLE-ROGIER.

(L. S.) Comte LAMSDORFF.

Certifié par le Secrétaire Général
du Ministère des Affaires Etrangères,
Pour le secrétaire général :

Le Directeur général,

ARENDT.

BULGARIE — TURQUIE**Arrangement Turco-Bulgare du 26 mars/8 avril 1904 et protocole y annexé (1).**

Le Gouvernement Impérial ottoman et la Principauté de Bulgarie sont tombés d'accord sur les points suivants :

1° La Principauté de Bulgarie s'engage à empêcher aussi bien sur son territoire que dans la Roumélie-Orientale, la formation de comités révolutionnaires et de bandes armées ainsi que toutes menées subversives contre l'Empire et à punir avec toute la rigueur des lois ceux de ses ressortissants qui, ayant commis dans les provinces voisines des actes de nature à troubler l'ordre public, se réfugieraient soit en Bulgarie, soit dans la Roumélie-Orientale ;

2° La Principauté prendra les mesures nécessaires pour empêcher l'introduction, dans les Vilayets avoisinants, de toutes matières explosibles ou empoisonnées, ainsi que de tous produits pouvant nuire à la santé publique ;

3° Les réformes convenues entre la Turquie, l'Autriche-Hongrie et la

(1) Texte communiqué aux *Archives Diplomatiques* par l'Agence Diplomatique de Bulgarie à Paris.

Russie pour les Vilayets de Salonique, Monastir et Kossovo seront appliquées par le Gouvernement Impérial ottoman. Par conséquent, l'amnistie générale que, dans Sa haute clémence, Sa Majesté Impériale le Sultan s'est plu à accorder, recevra aussi son plein effet. En conséquence, tous ceux qui se trouvent détenus ou exilés sous l'accusation ou la prévention de s'être livrés directement ou indirectement à des actes révolutionnaires, ainsi que tous les condamnés politiques, seront mis en liberté et renvoyés dans leurs pays, à l'exception toutefois des criminels condamnés pour attentats à la dynamite contre des bateaux, chemins de fer, ponts et établissements publics ;

4° Les habitants des provinces de Roumélie qui, par suite des troubles, se sont, depuis deux ans, rendus en Bulgarie ou dans la Roumélie-Orientale ou qui, étant restés dans le pays, auraient eu leurs maisons détruites, trouveront, à leur retour dans leurs villages, assistance auprès des autorités impériales pour la reconstruction de leurs habitations et la restitution de leurs terres ;

5° Un arrangement spécial interviendra pour la livraison réciproque des criminels et des déserteurs qui s'enfuiraient de la capitale ou des autres provinces de l'Empire dans la Principauté et la Roumélie-Orientale ou de ces dernières dans les autres parties de l'Empire. Afin d'empêcher le passage par la ligne de démarcation, de brigands et de bandes, des corps mixtes civils et militaires seront établis par le Gouvernement Impérial et la Principauté sur ladite ligne et un accord séparé devra être fait à ce sujet.

Une commission mixte sera instituée pour examiner et régler les questions restées en suspens de part et d'autre et devra se mettre immédiatement à l'œuvre ;

6° Les mesures douanières exceptionnellement appliquées ces derniers temps aux provenances de la Bulgarie et de la Roumélie-Orientale seront supprimées et l'on reviendra aux mêmes formalités et facilités que par le passé ;

Des dispositions efficaces seront prises de part et d'autre pour assurer la sécurité de la ligne de démarcation ;

7° Les trains du chemin de fer circuleront librement et aucun obstacle ne sera apporté au voyage des bulgares munis de papiers en règle qui viendraient de la Principauté ou de la Roumélie-Orientale pour leurs affaires ;

8° Tous les sujets de l'Empire sans distinction étant admis aux fonctions publiques, suivant leurs aptitudes, les emplois civils et judiciaires continueront à être accessibles aux habitants bulgares réunissant les qualités requises.

En foi de quoi, Leurs Excellences Said Pacha, Président du Conseil d'Etat, et Zéki Pacha, aide-de-camp de Sa Majesté Impériale le Sultan et Grand-Maître de l'Artillerie, de la part du Gouvernement Impérial ottoman, et M. Natchovits, spécialement délégué à cet effet par le Gouvernement bulgare, ont signé le présent acte et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Constantinople, le 26 mars (8 avril) 1904.

Signé : (L. S.) SAID.
(L. S.) ZÉKI.
(L. S.) G.-D. NATCHOVITS.

Protocole

Le Gouvernement Impérial ottoman et la Principauté de Bulgarie feront des arrangements spéciaux :

1° Sur les mesures à prendre de part et d'autre pour assurer la sécurité de la ligne de démarcation ;

2° Pour la réglementation du service postal et télégraphique ainsi que pour les permis de voyage ;

3° Pour la remise réciproque des criminels et des déserteurs avec leurs armes et munitions ;

4° Sur les conditions de l'indigénat par rapport au service militaire ;

5° Sur les attributions des Agents commerciaux respectifs et

6° Pour le raccordement futur des voies ferrées conformément aux intérêts des deux parties.

Constantinople, le 26 mars (8 avril) 1904.

Signé : (L. S.) SAID.

(L. S.) ZÉKI.

(L. S.) G.-D. NATCHOVITS.

FRANCE — ESPAGNE

Convention d'arbitrage

(26 février 1904) (1)

Le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, signataires de la convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux, conclue à La Haye, le 29 juillet 1899 :

Considérant que, par l'article 19 de cette convention, les hautes parties contractantes se sont réservé de conclure des accords en vue du recours à l'arbitrage, dans tous les cas qu'elles jugeront possible de lui soumettre,

Ont autorisé les soussignés à arrêter les dispositions suivantes :

Art. 1^{er}. — Les différents d'ordre juridique ou relatifs à l'interprétation des traités existant entre les deux parties contractantes, qui viendraient à se produire entre elles et qui n'auront pu être réglés par la voie diplomatique, seront soumis à la cour permanente d'arbitrage établie par la convention du 29 juillet 1899 à La Haye, à la condition, toutefois, qu'ils ne mettent en cause ni les intérêts vitaux, ni l'indépendance ou l'honneur des deux Etats contractants et qu'ils ne touche pas aux intérêts de tierces puissances.

Art. 2. — Dans chaque cas particulier, les hautes parties contractantes,

(1) Echange des ratifications à Paris, le 20 avril 1904. Décret portant promulgation, 22 avril 1904 (*Journal Officiel*, 1^{er} mai).

avant de s'adresser à la cour permanente d'arbitrage, signeront un compromis spécial déterminant nettement l'objet du litige, l'étendue des pouvoirs des arbitres et les délais à observer, en ce qui concerne la constitution du tribunal arbitral et la procédure.

Art. 3. — Le présent arrangement est conclu pour une durée de cinq années à partir du jour de la signature.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 26 février 1904.

(L. S.) Signé : DELCASSÉ.

(L. S.) — F. DE LEON Y CASTILLO.

DEUXIÈME PARTIE

CORRESPONDANCES, DÉPÊCHES, NOTES

RUSSIE — CORÉE — JAPON

Rapport du Conseiller d'État actuel Pavlow, Ministre de Russie en Corée (¹).

Shanghai, 16 février 1904

Les télégrammes que j'ai expédiés de Shanghai, ont déjà informé Votre Excellence des circonstances dans lesquelles la légation impériale a quitté la Corée. Par le présent rapport, je crois devoir exposer avec plus de détails les événements qui ont précédé et accompagné ledit départ.

Après le 18 janvier, quand je reçus par la voie de Port-Arthur, le dernier télégramme de Votre Excellence, qui m'autorisait à transmettre à l'empereur de Corée que le Gouvernement impérial avait accueilli d'une manière favorable la déclaration de la Corée de garder la neutralité en cas de conflit entre la Russie et le Japon, j'expédiai, tant à Saint-Pétersbourg qu'à Port-Arthur, toute une série de télégrammes, dans lesquels j'annonçais les préparatifs ininterrompus du Gouvernement japonais, préparatifs qui affirmaient de plus en plus sa décision de procéder, dans un avenir rapproché, à des entreprises militaires sur le territoire coréen.

Ainsi, par des télégrammes datés du 18 et du 19 janvier (¹) j'ai fait savoir que des vapeurs frétés par l'administration militaire japonaise, avaient débarqué à Mosampo, une très grande quantité d'orge et de matériel télégraphique et que l'on organisait sur la rive du détroit entre la rade Alexéiew et la baie Sylvie un grand dépôt de houille et de provisions alimentaires.

Le 23 janvier, je faisais savoir par télégraphe que j'avais reçu la nouvelle absolument authentique que l'agent consulaire du Japon, qui se trouvait depuis le printemps de l'année dernière dans la ville d'Ytchéou, avait quitté cette ville avec tous les agents de police et gendarmes attachés à sa personne et que tous les Japonais, résidant dans les environs, s'empressaient de partir pour se diriger sur Pinyan.

(¹) *Journal de Saint-Pétersbourg*, 29 avril (12 mai) 1904, N° 114, partie officielle.

(²) Ces télégrammes, envoyés à Port-Arthur, ont été reçus sous forme d'extraits à Saint-Pétersbourg le 20 janvier.

Par un télégramme, en date du 24 janvier, j'annonçais que l'on faisait courir le bruit d'une rupture des relations diplomatiques entre le Japon et la Russie et que le ministre du Japon avait soi-disant reçu l'ordre de quitter immédiatement la Russie.

Enfin, le 25 janvier, j'ai expédié deux télégrammes pour annoncer la descente déjà effectuée de troupes japonaises à Masampo, l'occupation par les Japonais du bureau télégraphique coréen de cette localité, la rupture opérée immédiatement après et évidemment par les Japonais de tous les câbles télégraphiques coréens, à l'exception de ceux des lignes de Tchémoulpo et de Mokpo et enfin la réception d'une information m'annonçant que l'escadre japonaise, qui se tenait probablement à proximité de Mokpo, avait reçu l'ordre de se rendre à l'embouchure du Yalou, et qu'une descente de nombreuses forces armées japonaises était fixée pour le 28 janvier.

Tous ces télégrammes ont été acceptés pour être transmis par le bureau télégraphique japonais à Séoul et ce bureau a délivré comme de coutume les reçus voulus, mais, comme depuis le 19 janvier, il ne m'était fait aucune réponse télégraphique, ni de Saint-Petersbourg, ni de Port-Arthur, ni de notre vice-consul à Fousan, que j'avais chargé de m'informer immédiatement par télégraphe de tous les mouvements des Japonais dans le sud de la Corée, j'avais tout lieu de soupçonner que mes télégrammes, ainsi que ceux qui m'étaient destinés, n'étaient pas transmis par le télégraphe japonais ou du moins qu'on les retenait de propos délibéré (1).

Envisageant l'ensemble des faits énumérés plus haut, comme un symptôme très sérieux et très inquiétant, — c'était là une indication positive de la décision prise définitivement par le Gouvernement japonais de réaliser immédiatement son plan d'occupation militaire de la Corée, sans attendre l'issue des pourparlers engagés avec nous, — j'ai mandé à Séoul, le 25 janvier, le capitaine de vaisseau Roudniew, commandant du croiseur *Variague*, qui se trouvait depuis près d'un mois déjà à Tchémoulpo et, après m'être entendu avec lui, j'ai pris la résolution d'envoyer le lendemain à Port-Arthur la canonnière *Koréiets*, qui se trouvait aussi à Tchémoulpo, aux fins de s'informer de ce qui se passait, d'expédier à Votre Excellence les télégrammes dont la transmission par télégraphe japonais me paraissait douteuse, ainsi que la correspondance postale officielle.

J'ai cru devoir faire connaître au capitaine de vaisseau Roudniew l'état de la situation, je lui ai fait comprendre la nécessité d'observer la plus grande prudence, et l'ai engagé à être prêt à toute éventualité.

Le lendemain, 26 janvier, à quatre heures de l'après-midi, la canonnière *Koréiets*, ayant à bord notre correspondance, qui avait été apportée par un des cosaques de la légation, a levé l'ancre pour se rendre à sa destination. Au sortir de la rade, au delà de l'île Yodolmy, la canonnière rencontra une escadre japonaise entrant à Tchémoulpo ; cette escadre se composait de six croiseurs et de 8 torpilleurs, suivis de trois grands transports japonais avec des troupes. Etant arrivé à la hauteur du croiseur japonais *Asama*, battant le pavillon de l'amiral, le commandant du croiseur fit monter sur le pont la garde pour rendre à l'amiral, suivant l'usage, les honneurs militaires. Du croiseur japonais, on ne fit aucune réponse ;

(1) Les télégrammes envoyés par le conseiller d'Etat actuel Pavlow, dont il est question plus haut, n'ont pas été reçus à Saint-Petersbourg, à l'exception de l'un des deux télégrammes, envoyés par lui le 25 janvier.

l'*Asama* vira même de bord et se jeta visiblement à la poursuite de notre canonnière, qui fut bientôt entourée de torpilleurs ; ceux-ci lui lancèrent trois torpilles Whitehead. Les deux premières passèrent à peu de distance de l'arrière du *Koréiets* et la dernière, qui se dirigeait en ligne droite sur le milieu de la canonnière, coula évidemment par suite d'un défaut quelconque, à quatre sagènes de notre navire, sans lui faire le moindre mal. Le capitaine de frégate Bélaïéw, commandant du *Koréiets*, ne jugea pas avoir le droit, comme il me l'a expliqué, d'ouvrir le feu dans les limites d'une rade dont la neutralité avait été officiellement déclarée et où se trouvaient à l'ancre d'autres navires étrangers ; en conséquence, il alla de nouveau mouiller à sa place précédente.

J'ai été informé de ce qui précède dans la soirée du même jour par notre vice-consul à Tchémoulpo, ainsi que par le commandant du *Variague*, mais avant que j'aie pu entreprendre quoi que ce soit, des événements se sont produits qui rendaient inutile et même impossible toute démarche diplomatique à Séoul.

Dans le courant de la nuit, les transports avaient débarqué trois mille hommes d'armes diverses ; ces troupes, dans la matinée du 27 janvier, étaient déjà arrivées à Séoul et s'étaient logées dans différents quartiers de la ville — principalement à proximité des casernes coréennes. Les troupes coréennes, ainsi que toutes les autorités coréennes, comme il fallait du reste s'y attendre, n'opposèrent pas la moindre résistance. La panique éclata au sein de la population ; de nombreux hauts fonctionnaires et employés s'empressèrent de quitter la ville, emmenant avec eux leurs familles. La populace, de son côté, faisait preuve d'une grande surexcitation. Le bruit se répandit qu'une foule de Japonais enivrés attaquait ouvertement la Légation Impériale et les maisons des sujets russes. Ces derniers s'adressèrent à moi pour me prier de leur donner asile et j'ai pris immédiatement des mesures pour les installer soit dans le principal bâtiment de la Légation, soit dans celui de la mission religieuse. J'ai pris en même temps des dispositions pour que tout le peloton de garde, mis à la disposition de la Légation et dont la moitié se trouvait dans une maison privée à proximité de la Légation, se concentrât à la Légation.

Au même moment se préparait à Tchémoulpo le dénouement tragique de l'incident du *Koréiets*.

À sept heures et demie du matin, les commandants des navires de guerre étrangers se trouvant en rade — le croiseur anglais *Talbot*, le croiseur français *Pascal*, le croiseur italien *Elba* et la canonnière américaine *Wicksburg*, reçurent du chef de l'escadre japonaise, le contre-amiral Ouriou, une communication officielle déclarant que les hostilités étaient déjà ouvertes entre la Russie et le Japon et que les navires de guerre russes avaient été invités à sortir de la rade au plus tard à midi, sous la menace d'être attaqués en pleine rade. Il était proposé en même temps aux navires de guerre étrangers, dans le cas où les navires russes ne se rendraient pas à l'exigence qui leur avait été formulée, de quitter la rade à 4 h. de l'après-midi au plus tard.

Après avoir reçu cette communication, les commandants des navires étrangers se réunirent à bord du *Pascal* pour se concerter et invitèrent le capitaine de vaisseau Roudnew à prendre part à cette réunion.

Ce n'est qu'à bord du croiseur français, que ce dernier reçut sous enveloppe cachetée par l'entremise du consul du Japon et du vice-consul impérial à Tchémoulpo, la provocation de l'amiral japonais dont il est question

dans la communication faite aux commandants des navires étrangers. La copie de ce document est annexée ci-joint.

Au cours de leurs délibérations, les commandants étrangers, à l'exception du commandant américain, décidèrent qu'ils enverraient à l'amiral japonais une protestation contre pareille violation de la neutralité d'un port coréen (1), mais ils prévinrent en même temps le capitaine de vaisseau Roudniew que si le *Variague* et le *Koréiets* ne quittaient pas la rade avant midi, ils seraient obligés en vue de leur propre sécurité, d'en sortir eux-mêmes.

Après cette déclaration, le commandant du *Variague* résolut d'accepter le combat hors de la rade, entrevoyant quelque faible chance de pouvoir s'ouvrir un passage. Quelques minutes avant midi, suivi du *Koréiets*, il leva l'ancre et marcha à la rencontre de l'escadre japonaise, qui s'était éloignée de la rade et qui se tenait à la distance de 5 milles de l'île Yodolmy, située à l'entrée de la rade.

A midi précis, le navire-amiral japonais *Asama* tira le premier coup de canon sur le *Variague* et nos deux navires y répondirent immédiatement. La canonnade qui a duré une heure entière s'entendait distinctement même à Séoul.

A une heure de l'après-midi, le *Variague* et le *Koréiets* rentrèrent dans la rade et y jetèrent l'ancre, afin de se rendre compte des avaries reçues et de les réparer autant que possible, comptant reprendre le combat avant 4 h. de l'après-midi.

On ne constata à bord du *Koréiets* que des avaries insignifiantes, et il n'avait subi aucune perte d'hommes. Par contre, le croiseur *Variague* avait beaucoup souffert. S'étant convaincu qu'il était tout à fait impossible de combattre encore et ne voulant pas non plus que les deux navires, dont le commandement lui était confié, devinssent la proie des Japonais, le capitaine de vaisseau Roudniew se décida à profiter du consentement des commandants des croiseurs français, anglais et italiens de prendre à leur bord les équipages de nos navires pour détruire ensuite le *Variague* et le *Koréiets* en les faisant sauter. Ce plan fut exactement exécuté en ce qui concerne le *Koréiets*, que l'on a fait sauter à 4 heures précises et qui a coulé, brisé en trois parties. Quant au *Variague*, il fut décidé, sur la demande faite expressément par les commandants des navires, de ne pas le faire sauter, par suite du danger, pouvant résulter de l'explosion pour les croiseurs *Talbot* et *Pascal*, qui s'en trouvaient très rapprochés, et l'on se borna à mettre hors d'usage les canons, les chaudières et les machines. On mit le feu au croiseur tout en le faisant couler. Un ordre analogue fut donné à temps par le commandant du *Koréiets* au capitaine du vapeur *Soungari*, appartenant au chemin de fer de l'Est chinois, dont les officiers et l'équipage furent transportés à bord du croiseur anglais *Talbot*. Le *Variague* et le *Soungari*, enveloppés de flammes, coulèrent définitivement après le coucher du soleil.

Depuis le moment même où le commandant du *Variague* descendit du *Pascal* en étant décidé à accepter la provocation qui lui avait été faite et à se battre avec l'ennemi, les commandants des navires de guerre français, anglais et italien firent preuve, à l'égard de nos marins, d'un intérêt qu'ils ne cachaient pas et d'un étonnement enthousiaste pour le haut fait héroïque qu'ils allaient accomplir. Quand nos deux navires, ayant levé l'ancre pour aller à la rencontre de l'ennemi, passèrent devant les croiseurs étrangers, leurs équipages, rangés sur le pont, accompagnèrent le *Variague* et

(1) Cf. *Arch. dipl.* 1904, t. 90, N° 4, p. 469.

le *Koréiets* de leurs hourras ; à bord de l'*Elba*, la musique militaire exécuta notre hymne national. Quand nos navires rentrèrent en rade après le combat, des chaloupes furent immédiatement envoyées par les trois navires étrangers avec des officiers, pour secourir les blessés et pour emmener le reste de l'équipage. Le capitaine de frégate Senes, commandant du *Pascal*, se rendit lui-même à bord du *Variague* pour féliciter très chaleureusement le capitaine de vaisseau Roudniew et son équipage. Le commandant de la canonnière américaine *Wicksburg* envoya de son côté une chaloupe avec un médecin, qui proposa ses services, mais déclara en même temps, au nom de son commandant, qu'il lui était impossible de prendre à bord d'un navire américain, fût-ce même un seul matelot, car il n'avait pas l'autorisation nécessaire à cet effet.

En conséquence de cette déclaration, le commandant du *Variague* déclina toute espèce de services de la part des marins américains et nos équipages furent répartis à bord des trois croiseurs étrangers. Nos deux commandants, le capitaine de vaisseau Roudniew et le capitaine de frégate Bélaïew, ainsi que 8 officiers et tout l'équipage du *Koréiets*, représentant 160 hommes et 6 officiers, deux pilotes de la flotte et 61 matelots du *Variague* furent installés à bord du *Pascal* ; 6 officiers et 268 matelots du *Variague* montèrent à bord du *Talbot* et à bord de l'*Elba* furent installés les 6 officiers restants et 170 marins du *Variague*. Le *Talbot* a pris en outre à son bord tous les officiers et tout l'équipage du vapeur coulé le *Soungari*.

Pendant que je me trouvais à bord du *Pascal*, après que la légation eut quitté Séoul, j'ai été témoin en personne de la sympathie et de la sollicitude dont nos marins étaient l'objet de la part des commandants, des officiers et des équipages des trois navires de guerre étrangers, qui s'efforçaient de les entourer de tout le confort et leur prodiguaient toutes les attentions possibles.

Au moment où ces événements se déroulaient à Tchémoulpo, on n'avait à Séoul que quelques informations isolées et très contradictoires, transmises soit par téléphone, soit par de brefs télégrammes peu compréhensibles. Ce n'est que fort tard dans la soirée que je reçus de notre vice-consul Polianovsky, une lettre envoyée par un exprès et contenant une description assez exacte de cette journée mémorable. Le conseiller de cour Polianovsky me faisait savoir entre autres que la surexcitation de la population à Tchémoulpo avait atteint un degré extrême, qu'une foule de Japonais surexcités par l'événement et auxquels s'étaient joints des soldats, se livrait à des démonstrations hostiles devant les maisons de sujets russes et cherchait à pénétrer de force dans une petite maison occupée par notre vice-consul. Ce dernier fut obligé de se retirer, de transporter les archives du vice-consulat et de réunir toute la colonie russe de Tchémoulpo dans la maison plus solide et vaste de l'agence de notre Compagnie de navigation à vapeur du chemin de fer de l'Est chinois.

A Séoul, la surexcitation de la population du quartier japonais, influencée par les nouvelles reçues de Tchémoulpo, sur le combat que les Japonais considéraient de prime abord comme une brillante victoire pour leurs armes, était tout aussi grande. Mais grâce à la grande distance qui sépare le quartier japonais de la maison occupée par la légation impériale et grâce au fait que tous les Russes des différents quartiers de la ville purent se réunir d'avance à la légation, tout se passa sans incidents sérieux. Pendant toute la nuit, les rues du quartier japonais furent illuminées et la rumeur des voix s'entendait à la légation.

Dans la soirée du même jour, le ministre du Japon à Séoul, M. Hayashi, exigea de l'empereur une audience immédiate, et fut reçu avec le général-major Iditti, arrivé depuis peu et avec plusieurs autres officiers supérieurs japonais. Au cours de cette audience, le ministre du Japon déclara à l'empereur que les troupes japonaises étaient arrivées en Corée pour empêcher que ce pays ne devînt la proie de la Russie, que le Japon, en déclarant la guerre à la Russie, était décidé à lui faire évacuer définitivement la Mandchourie, que, pendant toute la durée des opérations militaires, le Japon installerait sa propre administration militaire dans les localités occupées par lui et que l'empereur ferait bien de se conformer dans toutes les mesures qu'il prendrait, aux indications du gouvernement japonais et de son représentant, vu que dans le cas contraire, son palais serait occupé par les troupes japonaises et que l'empereur serait placé dans la complète impossibilité d'avoir le moindre rapport avec les membres du gouvernement coréen.

Après une déclaration aussi catégorique, on pouvait être persuadé que le ministre du Japon réussirait sans difficulté aucune à obtenir la ratification du projet de traité d'alliance, ayant pour base le principe de protectorat du Japon sur la Corée — traité que le Japon a vainement cherché à conclure avant le commencement des opérations militaires et l'occupation de Séoul. Et en effet, les journaux étrangers d'ici ont publié le texte complet de ce traité, texte dont l'exactitude ne peut probablement faire l'objet du moindre doute.

Dans la matinée du 28 janvier, j'ai reçu la visite de plusieurs représentants étrangers ; ils m'ont appris confidentiellement qu'ils avaient pu conclure d'un entretien qu'ils venaient d'avoir avec le ministre du Japon, que le gouvernement japonais se proposait d'exiger le départ immédiat de la légation de Russie et que certaines insinuations faites par M. Hayashi étaient de nature à faire craindre que, dans le cas où ce départ ne s'exécuterait pas volontairement, les Japonais emploieraient la force. Le ministre d'Amérique, voulant faire preuve de sympathie à notre égard, se déclara prêt à s'entendre avec l'amiral américain pour que, dans le cas où le départ de la légation serait décidé, les deux transports militaires américains, se trouvant à Tchémulpo, soient mis à ma disposition pour y embarquer tous les membres de la légation, ainsi que les officiers et les matelots blessés de nos navires.

Je déclarai à mes collègues, à titre d'opinion personnelle et privée, que la manière probable d'agir du gouvernement japonais ne m'étonnait nullement après ce qui s'était passé la veille à Tchémoulpo, où le Japon avait ouvertement porté atteinte aux principes fondamentaux du droit international et avait montré un tel dédain à l'égard de l'intention formellement manifestée par la Corée, d'observer la neutralité ; que le désir du Gouvernement japonais d'écarter de la Corée tous les agents gouvernementaux de la Russie devenait logique à mon avis, mais qu'en admettant de tout point la possibilité pour la Légation d'être obligée, dans les circonstances actuelles, de quitter la Corée, je ne prendrais cette décision que dans le cas où le gouvernement japonais manifesterait officiellement cette exigence par l'entremise du représentant d'une puissance amie et que dans tous les cas je devrais auparavant en informer mon gouvernement et recevoir à ce sujet ses indications.

Pour ce qui est de la proposition de M. Allen de mettre à ma disposition les transports américains, je l'ai déclinée en lui disant que j'étais per-

suadé que, dans le cas où il me faudrait réellement quitter la Corée, le gouvernement français m'autoriserait à m'embarquer sur le croiseur français *Pascal*, à bord duquel se trouvaient déjà nos deux commandants et la plupart de nos blessés.

Aussitôt après le départ du représentant de la Grande-Bretagne, je me suis rendu chez le chargé d'affaires de France pour m'entendre avec lui au sujet de l'attitude à prendre dans le cas plus que probable où le ministre du Japon s'adresserait à lui pour le prier de me transmettre la proposition de quitter la Corée. Il fut décidé, d'accord avec le vicomte de Fontenay, que si cette démarche était effectuée par M. Hayashi, mon collègue de France proposerait à la légation du Japon de garantir avant tout l'exacte transmission par le télégraphe japonais de mon télégramme à destination de Saint-Pétersbourg par lequel il me serait possible d'informer le gouvernement impérial de tous les événements et de demander des ordres, ainsi que l'exacte transmission de la réponse de Votre Excellence à mon télégramme.

J'ai laissé entendre ensuite qu'il était nécessaire, en tout cas, d'exiger que l'on garantît à tous les membres de la légation et de la garde attachée à la légation, ainsi qu'à nos consuls et à tous les Russes vivant en Corée, le libre départ du pays, sans risque aucun ; que la surveillance des édifices de la légation de Russie à Séoul, ainsi que la défense des intérêts et de la propriété des Russes en Corée fussent confiées pendant la durée de mon absence au gouvernement français et enfin que les pourparlers à ce sujet fussent rédigés sous forme de notes officielles, qui seraient échangées entre le ministre du Japon et le chargé d'affaires de France et entre celui-ci et moi. Le vicomte de Fontenay émit de son côté l'avis que, dans les circonstances actuelles et vu la surexcitation extraordinaire de la population japonaise et l'arrivée des troupes du Japon à Séoul, tout retard apporté dans l'éclaircissement de cette question serait extrêmement dangereux et pourrait avoir les conséquences les plus sérieuses, surtout en prenant en considération la présence à la légation impériale d'une garde armée ; il manifesta l'intention d'avoir une entrevue personnelle avec le ministre du Japon, afin d'amener M. Hayashi à s'expliquer franchement.

Une heure après, le vicomte de Fontenay revint me voir et me communiqua que, s'étant rendu immédiatement après notre entretien à la légation du Japon, il avait rencontré avant d'y arriver M. Hayashi, qui lui déclara qu'il se rendait lui-même à la légation de France pour s'expliquer au sujet d'une affaire concernant le ministre de Russie. Ainsi que me l'a transmis le chargé d'affaires de France, M. Hayashi, ayant exposé la manière de voir du gouvernement japonais sur la position occupée par le Japon en Corée, position qui rendait inadmissible la présence, sur un territoire occupé par les troupes japonaises, d'agents du gouvernement russe, lui déclara enfin qu'il avait reçu de Tokio l'ordre d'insister sur le départ immédiat de la légation de Russie hors des limites de la Corée. Quand le vicomte de Fontenay lui fit entendre que je ne pouvais guère prendre pareille décision sans l'ordre direct du Gouvernement Impérial et quand il lui demanda que la légation du Japon garantît le libre échange de télégrammes à ce sujet entre Votre Excellence et moi, M. Hayashi répondit par un refus catégorique, en déclarant que toutes relations directes entre la légation de Russie à Séoul et le Gouvernement Impérial étaient inadmissibles. Pour ce qui est de toutes les autres questions, soulevées au cours de mon premier entretien avec le chargé d'affaires de France, le

ministre du Japon, comme me l'a constaté le vicomte de Fontenay, lui déclara qu'il était prêt à y faire entièrement droit, conformément à mes désirs et qu'il prendrait toutes les mesures, qui dépendraient de lui, afin de garantir en toute sécurité le départ de la légation en lui laissant le temps nécessaire pour ses préparatifs. Il a insisté ensuite tout particulièrement sur la nature amicale de ses relations privées avec moi et sur l'estime que le gouvernement japonais avait soi-disant toujours éprouvé à mon égard.

Après ce qui précède, considérant que mon séjour sur le territoire de la Corée était inutile, — une fois que l'on m'avait enlevé de force la possibilité de communiquer avec mon propre gouvernement, avec les consuls se trouvant dans le ressort de la légation et avec le gouvernement auprès duquel j'étais accrédité — et que toute prolongation de mon séjour à Séoul était incompatible avec la dignité de représentant de la Russie, je me décidai à quitter le pays sans aucun retard. J'ai été amené entre autre à prendre cette décision par la considération que, dans le moment actuel, j'avais toutes les chances de placer mon départ dans les conditions voulues et de garantir avant tout le libre départ avec moi du détachement de matelots attachés à la légation, tandis que tout retard en admettant même que le gouvernement japonais ne se déciderait pas à employer la force ouverte à mon égard et à l'égard du personnel de la légation, pouvait amener les autorités militaires japonaises, — déjà très surexcitées, et capables de le devenir encore plus à la nouvelle possible de défaites subies par les forces japonaises, — à exiger que notre garde se rendit et que ceux qui la composaient fussent considérés comme prisonniers de guerre; enfin il y avait lieu de craindre qu'on ne pût empêcher la population japonaise de commettre des actes de violence contre les membres de la légation, les sujets russes et leurs familles.

En conséquence, je donnai pleins-pouvoirs au chargé d'affaire de France pour qu'il informât le ministre du Japon, que moi et tous les membres de la légation, ainsi que notre vice-consul à Tchémoulpo et tous les sujets russes résidant à Séoul et à Tchémoulpo, à l'exception de ceux qui préféreraient rester en Corée, nous étions prêts à partir et qu'aux termes de l'assurance, qui m'avait été transmise par le vicomte de Fontenay, je comptais que les autorités japonaises, prendraient de leur côté toutes les dispositions nécessaires, pour que nous pussions arriver en toute sécurité à bord du croiseur français le *Pascal*, pour que nous pussions atteindre ensuite Tchéfoo sans courir aucun danger et pour garantir l'inviolabilité des édifices et de la propriété de la Légation Impériale, ainsi que celle de la propriété des sujets russes qui quittaient le pays.

J'ai insisté de nouveau auprès du vicomte de Fontenay pour que tous les rapports qu'il aurait à ce sujet avec la légation du Japon eussent lieu par écrit. En outre n'ayant pas la possibilité de m'entendre directement avec notre vice-consul à Fousan, j'ai prié le vicomte de Fontenay de vouloir bien s'entendre avec le ministre du Japon pour qu'il informe le conseiller de cour Kozakow du départ de la légation et pour qu'on lui garantisse la possibilité de quitter à son tour Fousan pour se rendre à Shanghai ou dans toute autre localité de la Chine du Nord.

Dans la soirée du 28 janvier, le chargé d'affaires de France me transmit une note officielle, dont la copie est jointe à ce rapport. Votre Excellence verra d'après le contenu de la note du vicomte de Fontenay et d'après la lettre de M. Haguivara, secrétaire de la légation du Japon, let-

tre qui est annexée à cette note, que le ministre du Japon a accepté toutes les conditions qui lui ont été faites, à l'exception de celle qui concernait l'inviolabilité du terrain et des édifices de la légation Impériale — question sur laquelle il a évité de donner une réponse décisive avant de recevoir de Tokio des indications à ce sujet. Dans la même soirée j'ai échangé avec mon collègue de France des notes officielles pour remettre à la légation de France la garde des intérêts des sujets russes et danois résidant en Corée et en particulier pour confier à M. Berthauld, vice-consul de France à Séoul, les fonctions qui incombaient à Tchémoulpo à notre vice-consul.

Enfin, le 29 janvier, le ministre du Japon déclarait sur une note officielle adressée au chargé d'affaires de France, dont la copie, qui m'a été communiquée par le vicomte de Fontenay est jointe à ce rapport, qu'il acceptait toutes les conditions relatives à mon départ, sans en excepter celles relatives à la garde du terrain et des édifices de la légation Impériale ; mais il soulevait en même temps une nouvelle difficulté par rapport aux officiers et équipages du *Variague* et du *Koréïets* se trouvant déjà à bord du *Pascal*. M. Hayashi me faisait savoir que sans indications spéciales de son gouvernement il ne pouvait pas résoudre la question de savoir si les dits équipages pouvaient être emmenés avec moi à Tchéfou et il exprimait le désir qu'en conséquence le croiseur français fût retenu pendant quelques jours encore à Tchémoulpo.

La journée du 29 janvier et la nuit suivante ont été très fatigantes ; il a fallu non seulement mettre en ordre les affaires de la légation, mais arranger les affaires particulières des sujets russes et de leurs familles, qui quittaient Séoul avec moi.

Dans la soirée, tout le long des murs entourant le terrain de la légation Impériale, surtout du côté de la rue sur laquelle donne la grande porte d'entrée, fut placé en faction un grand nombre de gendarmes et d'agents de police, qui surveillaient toutes les personnes entrant à la légation ou en sortant.

Avant de quitter Séoul j'ai remis au chargé d'affaires de France, pour qu'il les fit expédier à destination, des notes écrites dans la nuit et adressées au ministre des affaires étrangères de Corée, ainsi qu'à tous les représentants étrangers (à l'exception naturellement de celui du Japon), pour les informer du départ de tout le personnel de la légation impériale et des consulats et du fait que la défense des intérêts russes et des intérêts des sujets danois (le représentant de Russie était chargé de veiller à ces derniers), avait été confiée au Gouvernement de la République française.

Le 30 janvier, à 8 h. précises du matin, nous avons quitté la légation. Je marchais en avant, immédiatement suivi de notre escorte de matelots et des cosaques en armes commandés par le lieutenant Klimow ; venaient ensuite les autres membres de la légation et la colonie russe. Une ligne ininterrompue de gendarmes et d'agents de police formaient la haie dans les rues depuis la porte de la légation jusqu'à la gare du chemin de fer. Les gendarmes et les agents nous rendaient le salut militaire sur notre passage. Tous les civils japonais avaient été éloignés de ce quartier par ordre de la police et quand nous nous approchâmes de la gare une garde d'honneur japonaise postée en face nous présenta les armes ; notre garde leur rendit le salut.

A la station nous étions attendus par tous les membres du corps diplomatique de Séoul, y compris la légation du Japon au grand complet. Un train express était préparé et partit à 8 h. 20 m. Dans le même wagon

que moi, monta le général-major japonais Iditti, chargé de me reconduire jusqu'à Tchémoulpo. A Tchémoulpo, à la gare du chemin de fer, la cérémonie qui s'était passée à Séoul se répéta et tout s'exécuta dans l'ordre le plus parfait. A Tchémoulpo, notre vice-consul, le conseiller de cour Polianovsky s'est joint à nous avec toute la colonie russe de ce port.

Nous avons été amenés de l'embarcadère du port jusqu'au *Pascal* par les chaloupes militaires de ce navire et par celles du croiseur anglais *Talbot*.

A bord du croiseur français, comme il en a été fait mention plus haut se trouvaient déjà 239 officiers et matelots du croiseur *Variague* et de la canonnière *Koréïets*. Le total des passagers russes, avec les personnes venant de Séoul, et de Tchémoulpo était de 370 personnes, y compris plus de 20 femmes et enfants — soit un chiffre égal aux cadres des officiers et de l'équipage du croiseur français. Malgré cela, grâce à la cordialité illimitée et à la sollicitude du commandant, des officiers et de l'équipage du navire français, tout le monde trouva sa place ; quoique un peu à l'étroit, tous étaient installés très confortablement et étaient entourés d'attentions à ce point sincères, que tout le monde a conservé le meilleur souvenir du temps passé à bord du *Pascal*.

La situation des matelots blessés du *Variague* était comme de raison la plus pénible. Malgré les soins les plus empressés du personnel médical français et russe, plusieurs d'entre eux furent atteints de la gangrène et, la veille de mon arrivée à bord du croiseur, neuf d'entre eux sont morts. En conséquence, le commandant du *Pascal*, craignant que la contagion ne devienne fatale aux autres blessés, se décida immédiatement à évacuer de son bord une partie des blessés. Pour résoudre cette question, il convoque en conférence les commandants de tous les autres navires de guerre se trouvant dans la rade de Tchémoulpo ; les commandants des navires français, anglais et italien émirent à l'unanimité l'avis que la mesure la plus sage à adopter consisterait à transporter les dits blessés à bord des deux transports américains, qui n'avaient aucun étranger à bord ; leur évacuation sur les navires de guerre anglais et italien, où se trouvaient aussi des blessés et un grand nombre de marins de nos équipages, aurait été en effet fort dangereuse. Mais cette fois-ci encore le commandant de la canonnière américaine *Vicksburg*, refusa catégoriquement de souscrire à cette proposition, en déclarant qu'il n'avait pas le droit, sous quel prétexte que ce fût, d'admettre aucun de nos matelots à bord des navires se trouvant sous ses ordres. Il ne restait plus pour résoudre cette difficulté qu'à envoyer à terre les 24 matelots le plus dangereusement blessés et de les installer à l'hôpital de la mission anglicane que les missionnaires avaient mis à la disposition de la Croix-Rouge du Japon. La surveillance immédiate de ces blessés et leur protection officielle a été confiée par moi après entente personnelle, au vicomte de Fontenay et au vice-consul de France. On peut être sûr que ce dernier fera tout ce qui dépend de lui pour que nos blessés soient soignés de la manière la plus attentive.

Le 12 février, le consul général de France d'ici a reçu du chargé d'affaires de France à Séoul, pour m'être transmis, un télégramme, m'annonçant que, sur les 12 matelots, dont l'état était le plus dangereux au moment de notre départ de Tchémoulpo et que l'on croyait condamnés, il n'en était mort qu'un seul, il y en avait encore deux au sujet desquels on avait des craintes, — les 21 autres étaient en voie de complet rétablissement.

Le 1^{er} février, le commandant du *Pascal* reçut de l'amiral français

• l'ordre télégraphique d'amener les militaires russes, qui se trouvaient à son bord, immédiatement à Saïgon.

En présence de cette ordre catégorique, le capitaine Senes résolut de lever l'ancre le lendemain matin et de mettre le cap directement sur Saïgon, en ne s'arrêtant à Shanghai que pour un court délai de temps, afin de m'y déposer, avec tout le personnel de la légation, notre vice-consul et les membres de la colonie russe de Séoul et de Tchémoulpo.

Pour conclure, je ne puis m'empêcher de rappeler l'attention sincère et chaleureuse et le concours zélé dont ont été l'objet pendant ces moments difficiles nos marins, le personnel de la légation impériale et tous les Russes partis avec nous et leurs familles, de la part du chargé d'affaires de France le vicomte de Fontenay, du consul de France M. Berthauld, de M. Brudier, attaché à la légation de France, du commandant, du premier officier et de tous les officiers en second du croiseur *Pascal*, qui tous nous ont rendu des services inappréciables. Non moins dignes d'attention sont les services qui nous ont été rendus par les commandants du croiseur anglais le capitaine de vaisseau Bayly et du croiseur italien *Elba*, le capitaine de vaisseau marquis Borea, ainsi que par tous les officiers et les équipages de ces deux navires de guerre étrangers.

Lettre du contre-amiral Ouriou au capitaine Roudniew, commandant du « Variague »

Tchémoulpo, 27 janvier (8 février) 1904.

Sir,

As hostilities exist between the Government of Japan and the Government of Russia at present, I respectfully demand you to leave the port of Chemulpo with the Force under your command before the noon of the ninth of February 1904.

Otherwise, I should be obliged to fight against you in the port.

Lettre du premier secrétaire de la légation du Japon au chargé d'affaires de France

Séoul, 29 janvier (10 février) 1904.

M. Hayashi étant engagé ce soir, il m'a donné l'ordre pour vous écrire un petit mot, parce que, ce que vous avez demandé par votre lettre officielle étant bien pressant, il désire de vous communiquer aussitôt que possible de son idée. Il vous écrira demain matin officiellement. M. Hayashi s'est convenu tout bien avec les propositions de votre part, excepté ce qui concerne le bâtiment et terrain de la légation de Russie. Pour cela M. Hayashi attend toujours pour l'instruction de Tokio et il préparera toutes les choses nécessaires pour le départ de S. Exc. M. Pavlow.

Lettre du chargé d'affaires de France au conseiller d'Etat actuel Pavlow

Séoul, 29 janvier (10 février) 1904.

J'ai rencontré ce matin M. Hayashi, ministre du Japon, qui m'a dit qu'il se rendait chez moi à la légation de France où il désirerait m'entretenir de

la situation. Nous n'étions pas loin de la légation du Japon, je lui proposais donc d'entrer chez lui afin d'éviter toute perte de temps.

M. Hayashi après avoir exprimé des regrets sur la cruelle nécessité d'une guerre me dit que les circonstances ne lui permettant pas de traiter directement avec vous, il venait me communiquer les instructions qu'il avait reçues de son gouvernement et d'après lesquelles il devait vous inviter à vous retirer de Corée.

Après entente avec vous, vous m'avez autorisé à faire savoir à M. Hayashi que vous consentiez à quitter la Corée en emmenant avec vous tous les membres de la légation et votre garde personnelle de 60 marins et cosaques environ. Je proposais alors au ministre du Japon de vous faire reconduire tous jusqu'à Tchéfou par le croiseur français le *Pascal* et M. Hayashi accepta avec empressement cette combinaison.

Je lui ai dit que vous me confieriez la protection des intérêts russes en Corée, et la garde de l'immeuble qui appartient au gouvernement impérial et je lui indiquai, à ce propos, mon intention d'y arborer le pavillon français et de placer à la porte un poste de marins français.

J'ai reçu ce soir la réponse ci-jointe de M. Hagivara, premier secrétaire de la légation du Japon, en attendant celle du ministre lui-même.

Vous verrez que tous les arrangements pris par moi ont été acceptés, c'est-à-dire votre départ vendredi matin par train spécial, votre embarquement à bord du *Pascal*, et votre transfert à Tchéfou, enfin la garantie de votre sécurité prise par le ministre du Japon au nom de son gouvernement depuis la légation jusqu'à Tchéfou.

Lettre du ministre du Japon au chargé d'affaires de France

Séoul, 30 janvier (11 février) 1904.

I have the honour to acknowledge the receipt of your note dated yesterday with reference to the matter of the departure from Séoul of His Excellency the Russian Minister with his staff and guards in pursuance of the conversation we made in that morning and accepting the proposals you were good enough to make for me. You inform me that the Russian Minister intends to leave Seoul on Friday morning in order to embark on board the French ship *Pascal* at Chemulpo.

In reply I beg you to be good enough to intimate to the Russian Minister that special train will be provided this afternoon at five o'clock at the West-gate Station and that the train will leave at 8.25 a. m. to-morrow.

Il have requested General Iditti to accompany the Russian Minister to Chemulpo and have also requested the General in command of our forces to have guards stationed at platform at railway stations both at Seoul and Chemulpo in order to assure the safety of Monsieur Pavlow and his suite.

With respect to the wishes of the Russian Minister that the *Pascal* will carry with him to Chefoo the wounded Russian officers and sailors of the wrecked ships, I am not yet in possession of any authority of my Government. I wish therefore that the *Pascal* will not leave Chemulpo until the arrangement is settled. I think Monsieur Pavlaw can wait without much inconvenience on board the ship for a day or two before he leaves for Chefoo until this is arranged. My letter to the Japanese naval commander

will follow so that the commander of the *Pascal* may show his mission whenever required. I have also no objection to the Russian Legation being placed under French Protection and to your placing small number of watch-men or guards in it.

I have to thank you for your kind offices in the matter and hope you will be so good as to convey my best wishes to my friends who are to leave.

I avail myself, etc.

(Signé) : G. HAYASHI.

GRANDE-BRETAGNE — FRANCE

Dépêche à l'Ambassadeur de Sa Majesté britannique, à Paris, transmettant les conventions entre la Grande-Bretagne et la France ⁽¹⁾.

(8 avril 1904)

Despatch to His Majesty's Ambassador at Paris forwarding Agreements between Great Britain and France of Avril 8, 1904 ⁽²⁾.

Texte anglais ⁽³⁾

THE MARQUESS OF LANSDOWNE TO SIR E. MONSON

Foreign Office, April 8, 1904.

Sir,

I have from time to time kept your Excellency fully informed of the progress of my negotiations with the French Ambassador for the complete settlement of a series of important questions in which the interests of Great Britain and France are involved. These negotiations commenced in the spring of last year, and have been continued with but slight interruptions up to the present time.

Such a settlement was notoriously desired on both sides of the Channel, and the movement in its favour received a powerful impulse from the visit paid to France by His Majesty King Edward VII in May last and by the return visit of President Loubet to this country. Upon the latter occasion, the President was accompanied by the distinguished Statesman who has so long presided over the French Ministry of Foreign Affairs. It is a matter for congratulation that his presence afforded to His Majesty's Government the great advantage of a full and frank exchange of ideas. It left us in no doubt that a settlement of the kind which both Governments desired, and one which would be mutually advantageous to both countries, was within our reach.

The details of the questions at issue have since been examined in confidential discussions with the French Ambassador, to whose personal knowledge of many of the points involved and wide diplomatic experience it is largely due that I am now able to announce to you the Agreement which has been arrived at. I inclose copies of the Convention and Declarations which were signed to-day by his Excellency and myself.

Among the questions which it has been our duty to examine, that of the position of Great Britain in Egypt and of France in Morocco have necessarily occupied a foremost place.

(1) Cf. *texte des conventions Arch. dipl.* 1903, N° 4, t. 90, p. 413 et suiv.

(2) *France*, n° 1 (1904) (Presented to both Houses of Parliament by Command of His Majesty, April 1904).

(3) La traduction française paraîtra dans les *Arch. Dipl.*, incessamment.

From a British point of view there is no more remarkable episode in recent history than that which concerns the establishment and the gradual development of British influence in Egypt. Our occupation of that country, at first regarded as temporary, has by the force of circumstances become firmly established. Under the guidance of the eminent public Servant who has for the last twenty years represented His Majesty's Government in that country, Egypt has advanced by rapid strides along the path of financial and material prosperity. The destruction of the power of the Mahdi and the annexation of the Soudan have increased that influence and added to the stability of our occupation.

But while these developments have, in fact, rapidly modified the international situation in Egypt, the financial and administrative system which prevails is a survival of an order of things which no longer exists, and is not only out of date but full of inconvenience to all concerned. It is based on the very elaborate and intricate provisions of the Law of Liquidation of 1880, and the London Convention of 1885. With the financial and material improvement of Egypt, these provisions have become a hindrance instead of an aid to the development of the resources of the country. The friction, inconvenience, and actual loss to the Egyptian Treasury which it has occasioned have been pointed out by Lord Cromer on many occasions in his annual Reports. It is well described in the following passage which occurs in Lord Milner's standard work on Egypt :—

« The spectacle of Egypt, with her Treasury full of money, yet not
 » allowed to use that money for an object which, on a moderate calcula-
 » tion, should add 20 per cent. to the wealth of the country, is as distressing
 » as it is ludicrous. Every year that passes illustrates more forcibly the
 » injustice of maintaining, in these days of insured solvency, the restrictions
 » imposed upon the financial freedom of the Egyptian Government at a
 » time of bankruptcy — restrictions justifiable then, but wholly unjustifi-
 » ble now. No one would object to the continuance of the arrangement
 » by which certain revenues are paid in the first instance to the Caisse
 » de la Dette. But as long as these revenues suffice to cover the inter-
 » rest on the Debt and to provide any sinking fund which the Powers may
 » deem adequate, the balance ought simply to be handed over to the Egyp-
 » tian Government to deal with as it pleases, and the antiquated distinction
 » of 'authorized' and 'unauthorised' expenditure should be swept away.
 » No reform is more necessary than this, if the country is to derive the
 » greatest possible benefit from the improved condition of its finances
 » which has been attained by such severe privations. »

The functions of the Caisse, originally limited to receiving certain assigned revenues on behalf of the bondholders, have in practice become much more extensive. Its members have claimed to control, on behalf of the Powers of Europe, the due execution by the Egyptian Government of all the complicated international Agreements regarding the finances of the country. Their assent is necessary before any new loan can be issued. No portion of the General Reserve Fund can be used without their sanction ; and all assigned revenues are paid directly to them by the collecting Departments without passing through the Ministry of Finance. In the same way, the receipts of the railways, telegraphs, and port of Alexandria, administered by a Board consisting of three members—an Englishman, a Frenchman, and an Egyptian—are paid, after deduction of the expenses, into the Caisse.

The inconvenience of the arrangements which I have described has not been contested by the French Government, and they have shown themselves fully disposed to concert with us the means of bringing the system of financial administration into more close accord with the facts as they now present themselves.

The case of Morocco presents different features. The condition of that country has for a long time been unsatisfactory and fraught with danger. The authority of the Sultan over a large portion of his dominions is that of a titular Chief rather than of a Ruler. Life and property are unsafe, the natural resources of the country are undeveloped, and trade, though increasing, is hampered by the political situation.

In these respects the contrast between Morocco and Egypt is marked. In spite of well-meant efforts to assist the Sultan, but little progress has been effected, and at this moment the prospect is probably as little hopeful as it has ever been. Without the intervention of a strong and civilized Power there appears to be no probability of a real improvement in the condition of the country.

It seems not unnatural that, in these circumstances, France should regard it as falling to her lot to assume the task of attempting the regeneration of the country. Her Algerian possessions adjoin those of the Sultan throughout the length of a frontier of several hundred miles. She has been compelled from time to time to undertake military operations of considerable difficulty, and at much cost, in order to put an end to the disturbances which continually arise amongst tribes adjoining the Algerian frontier—tribes which, although nominally the subjects of the Sultan, are, in fact, almost entirely beyond his control. The trade of France with Morocco is again—if that across the Algerian frontier be included—of considerable importance, and compares not unfavourably with our own. In these circumstances, France, although in no wise desiring to annex the Sultan's dominions or to subvert his authority, seeks to extend her influence in Morocco, and is ready to submit to sacrifices and to incur responsibilities with the object of putting an end to the condition of anarchy which prevails upon the borders of Algeria.

His Majesty's Government are not prepared to assume such responsibilities, or to make such sacrifices, and they have therefore readily admitted that if any European Power is to have a predominant influence in Morocco, that Power is France. They have, on the other hand, not lost sight of the fact that Great Britain also has interest in Morocco which must be safeguarded in any arrangement to be arrived at between France and Great Britain. The first of these has reference to the facilities to be afforded to our commerce, as well as to that of other countries, in Morocco. Our imports to that country amount to a considerable percentage of the whole; and it is obvious that, given improved methods of administration, a reform of the currency, and cheaper land transport, foreign trade with Morocco should be largely increased—an increase in which British merchants would certainly look to have their share.

The rights and privileges of Great Britain in Morocco in respect of commercial affairs are regulated by the Convention of Commerce and Navigation concluded between the two countries in December 1856, and the rights of British subjects to reside or travel in the dominions of the Sultan are provided for in the general Treaty between the two countries of the same year.

The Convention entitles British subjects to trade freely in the Sultān's dominions on the same terms as natives or subjects of the most favoured nation, and stipulates that their right to buy and sell is not to be restrained or prejudiced by any monopoly, contract, or exclusive privilege, save as regards a limited number of imported articles, which are specifically mentioned.

The Treaty gives to British subjects the right of residing or travelling in the dominions of the Sultan, and further entitles the British Government to appoint Consular officers at the cities and ports in Morocco, and establishes Consular jurisdiction over British subjects, besides providing for the usual privileges in respect of the right of British subjects to hire dwellings and warehouses, and to acquire and dispose of property, for their exemption from military service and forced loans, and for the security of their persons and property.

It would have been impossible for His Majesty's Government to consent to any arrangement which did not leave these rights intact and the avenues of trade completely open to British enterprise.

A second condition which His Majesty's Government regard as essential is also readily accepted by the French Government. It has reference to certain portions of the Moorish littoral, upon which both Governments desire that no Power shall be allowed to establish itself or to erect fortifications or strategical works of any kind.

A third condition has reference to Spain. An adequate and satisfactory recognition of Spanish interests, political and territorial, has been from the first, in the view of His Majesty's Government, an essential element in any settlement of the Morocco question.

Spain has possessions on the Moorish coast, and the close proximity of the two countries has led to a reasonable expectation on the part of the Spanish Government and people that Spanish interests would receive special consideration in any arrangement affecting the future of Morocco.

His Majesty's Government have observed with satisfaction that, so far as the principle involved is concerned, the two Governments are in entire accord, and that it is the object of the French, as it is that of the British Government, to insure that the special consideration, which both agree is due to Spain, shall be shown in respect of questions of form no less than in respect of her material interests.

The Declaration, of which a copy is attached to this despatch, embodies the terms upon which the two Governments propose to deal with the cases of Egypt and Morocco respectively.

The first, and from the point of view of Great Britain the most important, part of the Agreement which has been concluded in respect of Egypt is the recognition by the French Government of the predominant position of Great Britain in that country. They fully admit that the fulfilment of the task upon which we entered in 1883 must not be impeded by any suggestion on their part that our interest in Egypt is of a temporary character, and they undertake that, so far as they are concerned, we shall not be impeded in the performance of that task. This undertaking will enable us to pursue our work in Egypt without, so far as France is concerned, arousing international susceptibilities. It is true that the other Great Powers of Europe also enjoy, in virtue of existing arrangements, a privileged position in Egypt; but the interests of France — historical, political, and financial — so far outweigh those of the other Powers, with the exception

of Great Britain, that so long as we work in harmony with France, there seems no reason to anticipate difficulty at the hands of the other Powers.

The importance of this engagement cannot be overrated. Although the attitude of the French Government in regard to Egyptian questions has been considerably modified of late years — in great measure owing to the harmonious relations which have recently prevailed between the Representatives of the two countries in Cairo — the possibility of French opposition has had, nevertheless, constantly to be taken into account; its disappearance will be an unqualified benefit to both Governments, and will greatly facilitate the progress of the task which we have undertaken in Egypt.

It has long been clear that, in the interests of all parties, it was desirable to introduce very considerable modifications in the international arrangements established in Egypt for the protection of foreign bondholders. The new Khedivial Decree annexed to the Declaration and accepted by the French Government will, if it be accepted by the other Powers concerned, have the effect of giving to the Egyptian Government a free hand in the disposal of its own resources so long as the punctual payment of interest on the Debt is assured. The Caisse de la Dette will still remain, but its functions will be strictly limited to receiving certain assigned revenues on behalf of the bondholders, and insuring the due payment of the coupon. The Caisse will, as soon as the Decree has come into operation, have no right and no opportunity of interfering in the general administration of the country. The branches of revenue assigned to the service of the Debt have also been changed, and the land tax has been substituted for the customs duties and railway receipts. This arrangement will give the bondholders the advantage of having their rights secured on the most stable and certain branch of the Egyptian revenue, and one which shows a constant tendency to increase. On the other hand, the Egyptian Government will no longer be hampered in the administration of the customs and railways, and as a corollary, the mixed administration which has hitherto controlled the railways, telegraphs, and port of Alexandria, will disappear.

The fund derived from the economies of the conversion of 1890, which since that date has been uselessly accumulated in the coffers of the Caisse, and which now amounts to 5,500,000 *l.*, will be handed over to the Egyptian Government, who will be free to employ it in whatever way most conduces to the welfare of the people.

Though we still maintain our view as to the right of the Egyptian Government to pay off the whole of their debt at any time after 1905, the French Government have strongly urged the claims of the bondholders to special consideration in view of the past history of the Egyptian Debt. In order to meet their wishes in this matter the present arrangement provides that the conversion of the Guaranteed and Privileged Debt shall be postponed till 1910 and the conversion of the Unified Debt till 1912 — a postponement which confers a very material advantage on the existing bondholders, and should remove all grounds of complaint whenever the conversion is carried through.

The Decree abolishes various other provisions of the old Law which experience has shown to be unnecessary and inconvenient. It will be sufficient to mention the two most important of these. In the first place, the consent of the Caisse will no longer be necessary in the event of the

Egyptian Government desiring to raise further loans for productive expenditure or for other reasons. In the second place, the plan devised in the London Convention of fixing a limit to the administrative expenditure of the Egyptian Government has been swept away. The manifold inconvenience, and even loss, to which this system has given rise in a country which is in the process of development, and where, consequently, new administrative needs are constantly making themselves felt, have been frequently pointed out by Lord Cromer.

Your Excellency will not fail to observe that the Khedivial Decree in which these measures are embodied will require the consent of Austria, Germany, Italy, and Russia before it can be promulgated by the Egyptian Government. The amount of the Egyptian Debt held in these countries is, however, quite insignificant. France and Great Britain, indeed, between them hold nearly the whole of the Debt, with the exception of the small proportion which is held in Egypt itself. In these circumstances it is reasonable to hope that no serious difficulties will be encountered in other quarters regarding proposals which are considered by the two Governments as giving entire satisfaction to the legitimate interests of the bondholders, and which those two Governments are formally pledged to support. Should, however, unexpected obstacles present themselves, we shall, in virtue of our Agreement with France, be able to count upon the support of French diplomacy in our endeavours to overcome them.

It is necessary that I should add a few words as to the other points in which the internal rights of sovereignty of the Egyptian Government are subject to international interference. These are the consequences of the system known as that of the Capitulations. It comprises the jurisdiction of the Consular Courts and of the Mixed Tribunals, the latter applying a legislation which requires the consent of all the European Powers, and some extra-European Powers, before it can be modified. In Lord Cromer's opinion the time is not ripe for any organic changes in this direction, and His Majesty's Government have not, therefore, on the present occasion, proposed any alterations in this respect. At the same time, whenever Egypt is ready for the introduction of a legislative and judicial system similar to that which exists in other civilized countries, we have sufficient grounds for counting upon French co-operation in effecting the necessary changes.

It will be observed that an Article has been inserted in the Agreement declaring the adhesion of His Majesty's Government to the Treaty of the 29th October, 1888, providing for the neutrality of the Suez Canal in time of war. In consequence of the reservation made by Lord Salisbury at the time respecting the special situation of this country during the occupation of Egypt, some doubt existed as to the extent to which Great Britain considered herself bound by the stipulations of the Convention. It appears desirable to dissipate any possible misunderstanding by specifically declaring the adhesion of His Majesty's Government. It is, however, provided that certain executive stipulations which are incompatible with Lord Salisbury's reservation should remain in abeyance during the continuance of the occupation.

In regard to Morocco, your Excellency will find that the Convention contains the following stipulations on the part of the two Powers; the Government of the French Republic places upon record a Declaration that it has no intention of disturbing the political status of Morocco; that the rights which Great Britain enjoys in virtue of Treaties and Conven-

tions and usage are to be respected ; and that British commerce, including goods in transit through French territory and destined for the Moorish market, is to be treated on a footing of absolute equality with that of France. His Majesty's Government, on the other hand, recognize that it belongs to France to maintain order in Morocco, and to assist the Moorish Government improving the administrative, economic, financial, and military conditions of that country.

The two Governments undertake a mutual obligation to construct no fortifications themselves, and to allow no other Power to construct fortifications on the more important portions of the Moorish sea-board.

Finally, with regard to Spain, both Governments place on record their admission that that country has exceptional interests in certain portions of Morocco, and that those interests are to be respected by both Powers alike. The French Government has undertaken to come to an understanding with that of Spain as to the mode in which effect can best be given to this stipulation, and to communicate to the Government of His Majesty the terms of the Arrangement which may be made with this object.

Your Excellency is familiar with the circumstances which confront us in the Colony of Newfoundland.

The Treaty of Utrecht (1713) by Article XIII recognized that the Island of Newfoundland should thenceforth belong wholly to Great Britain, but it gave to the French « the right to catch fish and to dry them on land on that part of the coast which stretches from Cape Bonavista to the northern point of the island, and from thence running down by the western side to Point Riche ». They were not to erect any buildings there besides stages made of boards and huts necessary for fishing and drying of fish. This right was renewed and confirmed by Article V of the Treaty of Paris, 1763.

By the Treaty of Versailles, 1783, the French renounced their right of fishing from Cape Bonavista to Cape St. John on the east coast, and acquired the right to fish from Cape St. John on the east coast to Cape Ray on the west, passing by the north. This change was made in order to prevent the frequent quarrels which took place between the fishermen of the two nations. With the same object Great Britain undertook, in the Declaration of the 30th September, 1783, appended to the Treaty, that measures should be taken to prevent British subjects from interrupting in any manner, by their competition, the fishery of the French during the temporary exercise of it granted to them by the Treaties, and that fixed settlements by the British on the portion of the coast above described should be removed.

Great diversities of opinion have arisen between the two Governments as to the interpretation of these stipulations. To summarize the chief heads of the dispute, the French have contented that the Treaties give them an exclusive right of fishery on the coast mentioned, and that all British fixed settlements, of whatever nature, on the coast are contrary to the Treaties. On the other hand, the British contention has been that British subjects have the right to fish concurrently with the French, provided that they do not interrupt them, and that the fixed settlements referred to in the British Declaration of 1783 are fixed fishing settlements only, and that other fixed settlements are not contrary to the Declaration.

Periodical attempts have been made since 1844 to dispose of the various

questions arising out of these differences. Negotiations for the purpose were undertaken successively in 1857, 1860, 1874, 1881, and 1885, but without success. On two occasions — in 1857 and 1885 — Conventions were actually signed limiting the area within which the French rights were to be exercised, and, in return, acknowledging those rights and conceding some further privileges. These arrangements were, however, viewed with such strong disapproval by the Colonial Legislature that they were in both cases abandoned and were never ratified.

On each occasion the failure of the arrangement was succeeded by a renewed assertion of the French rights in their extremest form, and instructions were issued to the French cruisers stationed off the coast which threatened to lead to a serious rupture.

The Bait Act, which was passed by the Newfoundland Legislature in 1886, and enforced in 1887, and by which the sale of bait to French fishing vessels on all parts of the shore not affected by the Treaties was prohibited, was a fresh source of irritation, and gave rise to fresh controversies.

The French, restricted in their supply of this essential material for the pursuit of the cod-fishery, resorted in considerable numbers to the establishment of lobster fisheries on the portion of the coast reserved to them, and contested the legality of the British lobster factories which had long been established there. The British Government, on the other hand, contended, on behalf of the Colony, that the taking and preserving of lobsters were not included in the privileges conceded to French fishermen by the Treaties.

The negotiations which ensued on this question resulted in the establishment in 1890 of a *modus vivendi*, under which both parties were allowed to take part in the lobster fishery, under certain restrictions. These, however, have proved inconvenient in their practical working, and do not afford means for the necessary protection of the fishery from deterioration by excessive destruction of the lobsters.

In 1891 an Agreement was arrived at between the two Governments for referring to arbitration the questions in dispute with regard to the lobster fishery. This, again, has never been acted upon, in consequence of the refusal of the Colonial Government and Legislature to comply with the condition made by the French Government that the necessary legislation for carrying the award into effect should first be passed.

In 1901 a fresh attempt was made to effect a settlement, but the negotiation was again unsuccessful, as the Colony declined to make concessions in regard to the sale of bait unless the French system of bounties on the sale of fish by their citizens were abandoned or at least modified in important particulars.

The summary which I have given is sufficient to show how constant a source of risk and anxiety this question has been.

It was obviously our duty to find some means of terminating the condition of things which I have described. It has been fraught with inconvenience to all concerned. It has involved a constant risk of collisions between the two Governments, in consequence of disputes as to the rights of persons engaged in the fishing industry, both on shore and at sea. Such collisions have, in fact, been averted only by the tact, moderation, and good temper exhibited by the naval officers of both Powers, to whose cognizance these local disputes have in the first instance been brought.

As for the shore, no land has, up to the present time, been leased or granted on the Treaty Shore except in terms which require the lessee or grantee to comply with the stipulations of the Treaties, and with any orders by the Crown for their enforcement ; so long, therefore, as any possible doubts remained as to the security of tenure on the parts of the coast affected, capitalists could not embark freely on the development of its resources. Indeed, if the French view were correct, and had been strictly enforced, it would have been impossible to develop them at all.

It is, therefore, no exaggeration to say that to the Colony the existence of these French rights throughout an extent representing some two-fifths of the whole coast-line of the island have meant the obstruction of all useful local developments as well as of mining and other industrial enterprises.

Under the Convention which has been concluded it is provided that the French rights of landing on the Treaty Shore conferred by Article XIII of the Treaty of Utrecht shall be once and for all abandoned.

For this abandonment His Majesty's Government recognize that compensation is due both to the persons actually engaged in the fishing industry and to the French nation.

The former will be obliged to remove their property from the Treaty Shore, and to give up the premises which they have there erected. For the loss thus inflicted on them, and for any loss clearly due to the compulsory abandonment of their business, compensation will be paid to individuals. A simple and expeditious form of procedure has been adopted for determining the amount of these indemnities. But irrespectively of this question of personal compensation, the French Government claim with reason that they are required to renounce on behalf of the nation a privilege which cannot be estimated merely at its present pecuniary value. On grounds, therefore, of sentiment, as well as of interest, they cannot be expected to surrender it unless they are able to show that they have secured an adequate equivalent elsewhere.

To meet this legitimate view we have offered to France at various points concessions of importance to her, but which can in our opinion be granted without detriment to British interests.

These are :

(a.) A rectification of the Eastern frontier of the colony of the Gambia, which will give to France an access to the navigable portion of that river.

(b.) The cession of a small group of islands known as the Iles de Los, situated opposite to Konakry. These islands are of small extent and of no intrinsic value. Their geographical position, however, connects them closely with French Guinea, and their possession by any Power other than France might become a serious menace to that Colony.

(c.) A modification of the boundary fixed between the French and British possessions in Nigeria by the Convention of the 14th June, 1898. The line then laid down has had the effect of compelling French convoys, when proceeding from the French possessions on the Niger to those in the neighbourhood of Lake Chad, to follow a circuitous and waterless route, so inconvenient that they have been obliged to obtain permission to pass by a shorter and less inconvenient way through British territory. The new boundary will bring to France an accession of territory, the importance

of which is due mainly to the fact that it gives her the use of a direct route between the points which I have mentioned.

An Agreement has also been come to with the French Government in regard to the interests of the two Powers in the neighbourhood of Siam. It will be in your Excellency's recollection that by an Agreement arrived at in 1896, France and Great Britain undertook to refrain from any armed intervention, or the acquisition of special privileges, in the Siamese possessions which were included within the basin of the Menam River. It was explained by my predecessor that the restriction of the undertaking thus given did not imply any doubts as to the validity of the Siamese title to those portions of her possessions which lay outside the Menam Valley. To this view His Majesty's Government adhere. The Agreement of 1896 has none the less been regarded as implying that the relations of the two Powers to Siam and to one another in respect to the regions lying to the east and to the west of the guaranteed area differed from their relations to her and to one another in respect of the central portion of the kingdom. In point of fact, British influence has for some time past prevailed in the western, and French influence in the eastern, portions of the Siamese dominions. The Agreements which have been entered into with Siam by His Majesty's Government as to the Malay Peninsula, and by the French Government as to the Mekong Valley, show that the two Powers have each on its side considered themselves at liberty to acquire a preponderating influence in those parts of the Siamese Empire.

The exercise of such influence is compatible with the absence of all idea of annexing Siamese territory, and in order that this may be made abundantly clear, both parties to the Convention have placed it on record that neither of them desire to take for themselves any portion of the possessions of the King of Siam, and that they are determined to maintain the obligations which they have incurred under existing Treaties.

These Treaties, as your Excellency is aware, entitle Great Britain to most-favoured-nation treatment in all parts of the Siamese dominions.

Advantage has been taken of this opportunity to further regularize the position of Great Britain in Zanzibar and of France in Madagascar, and the two Powers have intimated their intention of endeavouring to arrive at an arrangement for putting an end to the difficulties which have arisen in the New Hebrides in consequence of the absence of any effectual mode of settling disputes as to land titles in those islands.

In the preceding observations I have endeavoured to give some account of the reasons for which, in the opinion of His Majesty's Government, the Agreements which have been concluded are, if considered by themselves and on their intrinsic merits, believed to be desirable.

It is, however, important to regard them not merely as a series of separate transactions, but as forming part of a comprehensive scheme for the improvement of the international relations of two great countries.

From this point of view their cumulative effect can scarcely fail to be advantageous in a very high degree. They remove the sources of long-standing differences, the existence of which has been a chronic addition to our diplomatic embarrassments and a standing menace to an international friendship which we have been at much pains to cultivate, and which, we rejoice to think, has completely overshadowed the antipathies and suspicions of the past.

There is this further reason for mutual congratulation. Each of the par-

ties has been able, without any material sacrifice of its own national interests, to make to the other concessions regarded, and rightly regarded, by the recipient as of the highest importance.

The French privilege of drying fish on the Treaty Shore of Newfoundland has, for example, been lately of but little value to the persons engaged in the industry; but the existence of that privilege may be said to have, so far as our Newfoundland colonists are concerned, sterilized a great part of the littoral of the Colony.

Similarly, in Egypt the rights accruing to the French Government under the laws of 1870, 1880, and subsequent years, have not really conferred any practical benefits either upon the French nation or upon the French holders of Egyptian securities, but the existence of the rights has been a constant hindrance in the way of Egyptian administration, and has seriously retarded the progress of the country.

In Morocco His Majesty's Government have been able to gratify the natural aspirations of France, and have willingly conceded to her a privileged position, which, owing to her geographical situation, she is specially competent to occupy; but they have done this upon conditions which secure for our commerce an absolute equality of opportunity, which guarantee the neutrality of the most important portions of its sea-board, and which provide for the due recognition of Spanish requirements, which they have from the first desired to see treated with due respect.

In Siam, again, they have admitted the preponderance of France within an area over which she has, in fact, of late years, exercised a preponderating influence, and with which they have neither the desire nor the opportunity to interfere. They have, on the other hand, obtained the recognition of a corresponding British preponderance at points where they could not have tolerated the interference of another Power, and where the influence of this country has in fact already been established with the best results.

For these reasons it is fair to say that, as between Great Britain and France, the arrangement, taken as a whole, will be to the advantage of both parties.

Nor will it, we believe, be found less advantageous if it be regarded from the point of view of the relations of the two Powers with the Governments of Egypt, Morocco, and Siam. In each of these countries it is obviously desirable to put an end to a system under which the Ruler has had to shape his course in deference to the divided counsels of two great European Powers. Such a system, leading, as it must, to intrigue, to attempts to play one Power off against the other, and to undignified competition, can scarcely fail to sow the seeds of international discord, and to bring about a state of things disadvantageous and demoralizing alike to the tutelary Powers, and to the weaker State which forms the object of their solicitude. Something will have been gained if the understanding happily arrived at between Great Britain and France should have the effect of bringing this condition of things to an end in regions where the interests of those two Powers are specially involved. And it may, perhaps, be permitted to them to hope that, in thus basing the composition of long standing differences upon mutual concessions, and in the frank recognition of each other's legitimate wants and aspirations, they may have afforded a precedent which will contribute something to the maintenance of international goodwill and the preservation of the general peace.

I am, etc.

(Signed): LANSDOWNE.

AFFAIRES DE VENEZUELA ⁽¹⁾

(Suite) ⁽²⁾

N° 106. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 30 juin 1902 (reçu le 16 juillet)

Monseigneur,

J'ai l'honneur de vous remettre la copie ci-incluse d'une note que j'ai adressée au Gouvernement vénézuélien, ainsi que la copie d'une dépêche du Vice-Consul britannique à La Guayra, transmettant des dépositions sous serment relatives à la saisie en pleine mer, par un bâtiment de guerre vénézuélien, du navire britannique *Queen*, de Grenada, qui faisait route pour Trinidad sur lest.

Il paraît qu'après sa saisie, ce navire a été remorqué jusqu'au port vénézuélien de Porlamar. Là, on lui a enlevé ses voiles et ses papiers, et finalement il a été confisqué sur le simple soupçon qu'il aurait transporté des armes. Son équipage a été débarqué et laissé sans ressources.

A la fin de ma note du 18 courant j'ai demandé au Ministre des Affaires Etrangères de m'aviser des mesures que le Gouvernement vénézuélien comptait prendre au sujet de cet incident, qui met en jeu plusieurs questions importantes. Mais je n'ai pas encore reçu de réponse.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

ANNEXE I DU N° 106

Déclaration de John Patrice.

Moi, John Patrice, capitaine du sloop anglais *Queen*, de l'île de Grenada, fais, par les présentes, la déclaration sous serment ci-après :

J'ai quitté Grenade le 12 mai dernier, avec la *Queen*, à destination de Trinidad, et sur lest. Il y avait deux hommes à bord avec moi, Nelson et Willie Patrice. Le 15, nous nous trouvions à 8 ou 9 milles de la côte vénézuélienne et à 20 milles à l'est de Carupano, où le vent et la marée nous avaient entraînés. A la vue d'un bateau à vapeur qui s'approchait de nous, nous avons hissé le pavillon britannique. Ce bateau n'était autre que la canonnière vénézuélienne *Restaurador*, qui nous a abordé et a saisi nos papiers. L'un de mes hommes et moi avons été conduits à bord du vapeur, puis emmenés à Carupano, où nous sommes restés une journée. Le sloop a été confié à la garde de deux Vénézuéliens du *Restaurador*, lesquels, avec l'aide de Willie Patrice, qui était resté à bord, l'ont conduit à Porlamar (Margarita). Nous avons été relaxés quand le *Restaurador* est arrivé à

(1) Livre bleu anglais, Venezuela, I, 1903 (traduction).

(2) Voir *Arch. Diplom.*, 1904, vol. II, n° 4, p. 437 et suiv.

Porlamar, la nuit suivante. Nous avons constaté qu'on avait enlevé les voiles du sloop et qu'on avait emporté ses papiers. J'ai perdu aussi 25 dollars que j'avais en caisse, et nos bons vêtements ainsi que d'autres objets qui avaient disparu.

Le commandant de Porlamar me dit alors d'aller à Juan-Griego, où je vis le Receveur des douanes et le Juge fiscal. Ceux-ci me renvoyèrent à Porlamar pour chercher le sloop, me donnant à entendre qu'il me serait ensuite restitué. Les voiles furent remises en place et, quand je fus revenu à Juan-Griego sur le sloop, en compagnie de trois soldats vénézuéliens, on me déclara que mon navire avait été confisqué parce que j'étais soupçonné d'avoir transporté une cargaison d'armes.

Nous sommes alors retournés à pied à Porlamar. Nous avons mené une existence très précaire, car le commandant nous avait refusé tout secours. Nous sommes restés là pendant 27 jours, jusqu'à ce que le capitaine du sloop vénézuélien *Maria de Lourdes*, nous ayant pris en pitié, nous conduisit à La Guayra, où nous sommes arrivés ce matin.

(Signé) : John Abraham PATRICE.

Nous, soussignés, Nelson Patrice et Willie Patrice, affirmons sous serment que les déclarations faites par John Patrice, dans la déposition ci-dessus, sont exactes et véritables.

(Signé) : Nelson PATRICE, X sa marque.

Willie PATRICE, X sa marque.

Déclaré sous serment et signé par John Abraham Patrice, Nelson Patrice et Willie Patrice, à la Guayra, le 14 juin 1902, devant moi,

(Signé) : L. SCHUNK,
Vice-Consul Britannique.

Vice-Consulat Britannique.

ANNEXE 2 DU N° 106

M. Haggard au général Perrér.

Carracas, le 18 juin 1902.

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous adresser ci-inclus une déclaration faite sous serment par un sujet Britannique nommé John Patrice, capitaine du sloop anglais *Queen*, laquelle est confirmée par la déclaration également faite sous serment par Nelson Patrice et Willie Patrice, qui garantissent l'exactitude du récit de John Patrice, relatant les circonstances dans lesquelles a eu lieu la confiscation de ce navire par le vaisseau de guerre vénézuélien *Restaurador*.

D'après ce récit, il semble établi qu'un navire anglais, faisant le commerce entre deux colonies anglaises, a été capturé en dehors des eaux Vénézuéliennes, c'est-à-dire en pleine mer, par un navire de guerre Vénézuélien ; qu'il a été remorqué dans un port Vénézuélien et qu'on lui a enlevé ses voiles et ses papiers. Finalement, ce navire a été confisqué, parce qu'il était simplement soupçonné d'avoir transporté une cargaison d'armes, et l'équipage a été abandonné sans vivres sur la côte.

Il n'est pas nécessaire que j'indique à Votre Excellence quelle grave accusation cela constitue contre les autorités Vénézuéliennes, tant contre

celles qui ont capturé le navire que contre celles qui ont dirigé la procédure ultérieure, laquelle a eu pour résultat sa confiscation. Cette accusation met en jeu plus d'une question importante, et je serais très obligé à Votre Excellence de vouloir me faire connaître quelles mesures le gouvernement Vénézuélien compte prendre au sujet de cette affaire, afin que je puisse en informer le Gouvernement de Sa Majesté.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : W. H. D. HAGGARD.

ANNEXE 3 DU N° 106

Le Vice-Consul Schunk à M. Haggard.

La Guayra, 14 juin 1902.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous envoyer, ci-inclus, la déclaration sous serment d'un sujet Britannique nommé John Patrice, de laquelle il résulte que son navire, un sloop anglais appelé *Queen*, a été capturé par la canonnière Vénézuélienne *Restaurador*, au cours d'un voyage de Grenada à Trinidad sur lest. La *Queen* a été d'abord envoyée à Porlamar et ensuite à Juan-Griego (Margarita), où elle a été confisquée, sous le prétexte qu'elle avait apporté des armes au Venezuela.

J'ai l'honneur, etc.

(Signé) : L. SCHUNK.

N° 107. — M. Haggard au Marquis de Lansdowne.

Caracas, le 20 juillet 1902 (reçu le même jour).

(Télégramme)

Le Gouvernement Vénézuélien déclare que son opinion antérieure n'est pas modifiée par les assurances contenues dans le télégramme de votre Seigneurie, du 3 courant, et il persiste à protester contre le fait que la Grande-Bretagne reconnaîtrait le navire pour autre chose qu'un pirate.

Il prétend, de plus, que ces assurances n'infirment en aucune façon sa réclamation auprès du Gouvernement de Sa Majesté, à partir de l'instant où le *Ban-Righ* a quitté l'Angleterre, muni de papiers anglais, et battant pavillon anglais, jusqu'au moment où des actes hostiles ont été commis par ce navire contre ce pays, après qu'il avait déjà été déclaré pirate.

N° 108. — Note sur les motifs de plaintes existant entre le Venezuela.

Cas de saisies par la canonnière Vénézuélienne « Augusto ».

Il résulte des déclarations sous serment de dix témoins interrogés par le Procureur Général de Trinidad, que, le 21 janvier 1901, quatre bateaux (dont trois Vénézuéliens et un appartenant à un sujet Britannique), se trouvaient à l'île de Patos, chargés de cacao, attendant la marée pour se

rendre à Port-of-Spain. Ces bateaux appartenaient à la catégorie ordinaire de ceux qui trafiquent entre Port-of-Spain et les ports vénézuéliens du voisinage. En cette occasion, il semble qu'ils transportaient simplement à Port-of Spain des marchandises et des passagers, comme d'ordinaire.

Il y avait, au total, à bord de ces bateaux, environ vingt-cinq personnes, marins et passagers, dont plusieurs sujets britanniques.

Dans la matinée du 22, la canonnière vénézuélienne *Augusto* parut en vue de l'île. Après être restée à proximité de la côte pendant quelques heures, elle ordonna aux personnes qui avaient quitté les navires pour descendre à terre, de venir à son bord. Cet ordre n'ayant pas été exécuté, une troupe de vingt vénézuéliens armés, commandés par le colonel Torres, fut débarquée à Patos et se mit à déplacer les bateaux et à s'emparer de leur cargaison. La moitié environ des passagers et de l'équipage de ces bateaux fut transférée à bord de l'*Augusto*. Les autres se réfugièrent dans les bois, où ils furent laissés sans vivres, sans eau et sans aucun moyen de quitter l'île.

Le Chargé d'Affaires de Sa Majesté à Caracas a adressé aussitôt des représentations au sujet de la capture et de la déportation de sujets britanniques dont il vient d'être question. Il a demandé une enquête sévère ; mais le Gouvernement de Sa Majesté n'a pas jusqu'ici connaissance que cette demande ait été prise en considération.

Cas du « Sea-Horse ».

Le 26 février 1901, un pêcheur de Trinidad, nommé John Craig, sujet britannique, se rendait à Patos, dans son bateau le *Sea-Horse*, pour exercer son métier. Ayant amarré son bateau et étant descendu à terre avec son équipage, il fut suivi par les hommes de l'équipage d'un garde-côtes vénézuélien, armés de coutelas et de fusils. Ces hommes frappèrent un de ses compagnons, tirèrent sur un autre, qui toutefois put s'échapper sans être atteint, et finalement s'emparèrent du bateau et de son contenu, laissant les hommes dans l'île sans aliments et sans eau. Ils furent heureusement secourus par un bateau qui vint à passer, deux jours plus tard, et qui les ramena à Port-of-Spain.

A la suite de cet incident, une sérieuse remontrance a été adressée au Gouvernement vénézuélien, au sujet du débarquement d'une force armée en territoire britannique, de l'agression contre la personne de sujets britanniques et de la saisie d'objets leur appartenant.

A la même époque, la *Buena-Fé*, bateau appartenant à un sujet vénézuélien, résidant à Trinidad, a été capturé dans des circonstances analogues et bien que la nationalité du propriétaire ait rendu toute réclamation impossible de sa part, le fait d'avoir assailli les marins et de s'être emparé d'effets leur appartenant, dans l'île de Patos, n'en constitue pas moins une grave violation du territoire britannique.

Dans chacun de ces cas, le récit des faits est appuyé de déclarations sous serment. Le Gouvernement vénézuélien a essayé de justifier la conduite de son garde-côtes en déclarant qu'il considérait Patos comme appartenant au Venezuela, et en déclarant que le *Sea-Horse*, était soupçonné de se livrer à la contrebande. Toutefois, nulle preuve n'était fournie à l'appui de cette imputation, et il ne semble pas y avoir eu le moindre fondement raisonnable au soupçon en question. Cette excuse a été plus tard modifiée

par la nouvelle assertion que le *Sea-Horse* était soupçonné de débarquer des armes. Mais la version même que le Venezuela donne de l'incident, démontre que ce bateau n'a jamais touché la côte et ne saurait donc avoir débarqué des armes. Du reste, on n'allègue même pas qu'après avoir été poursuivi jusqu'à Patos, où il a été capturé, le dit bateau avait à bord des armes quelconques.

Les explications fournies après une correspondance de six mois sont tout à fait insuffisantes ; et, comme le déclare le Ministre de Sa Majesté dans sa dernière dépêche reçue à propos de cette affaire, « aucune satisfaction n'a été offerte par le Gouvernement vénézuélien pour un acte qui, même si on se base sur son propre récit, c'est-à-dire celui du Gouvernement vénézuélien, et si on admet sa soi-disant possession de l'île, constitue une injustifiable violence ».

Cas de la « Maria-Teresa »

En janvier 1901, le sloop *Maria-Teresa* appartenant à un sujet britannique, mais battant pavillon vénézuélien, était sur le point de quitter le port vénézuélien de Guiria, quand il reçut l'ordre de virer de bord, puis de se rendre à Trinidad, au lieu de suivre pour sa destination, qui était Yrapa, sur le continent.

Comme le *Maria-Teresa* se disposait à se conformer à ces instructions, elle fut abordée par une chaloupe du *Miranda* qui s'empara du patron et de deux matelots, et, après avoir saisi tout ce qui se trouvait à bord, mit le feu au navire et le détruisit complètement.

Pour justifier la conduite du *Miranda* le Gouvernement vénézuélien a prétendu que le propriétaire et le patron du sloop s'étaient activement employés à prêter assistance aux insurgés. Bien que le traitement infligé à des sujets britanniques, à bord du sloop, pût donner lieu à des remontrances, le Gouvernement de Sa Majesté, tenant compte de ces assertions, bien qu'elles ne fussent appuyées sur aucune preuve, s'est abstenu d'insister sur cette affaire, attendu qu'il semblait démontré que ce navire s'était trouvé en communication avec le parti révolutionnaire, s'il n'avait même pas été à son service. Une nouvelle enquête et de nouvelles explications ont été promises.

Cas du « Pastor ».

Mais le cas du *Pastor* offrait encore plus de fondement à une protestation. Le 30 août de l'année dernière, le sloop *Pastor* appartenant à un vénézuélien, quittait Port-of-Spain avec une cargaison de marchandises et trois passagers, dont un, au moins, était sujet anglais.

Il semble à peu près démontré qu'avec trois autres bateaux vénézuéliens, le *Pastor* était engagé dans une expédition de contrebande. A l'arrivée du *Pastor* dans la baie du Patos, le *Totuma* bateau de la douane vénézuélienne fit son apparition. Après avoir examiné les papiers et la cargaison du *Pastor*, le *Totuma* débarqua quelques hommes de son équipage dans l'île, saisit les marchandises que le *Pastor* y avait déposées et les fit transporter à son bord, puis il fit prisonniers les hommes engagés dans l'expédition. Ensuite, il tira sur le *Pastor* pendant que ce navire se trouvait encore dans les eaux britanniques.

De la correspondance échangée à propos de cette affaire avec le Gouver-

nement vénézuélien, il ressort clairement que ce Gouvernement est décidé à considérer l'île de Patos comme appartenant à la République et à la traiter en conséquence.

Dans ces conditions, il a été jugé opportun de formuler une protestation formelle contre la violation réitérée et brutale des eaux territoriales britanniques par une canonnière vénézuélienne, violation que le fait que le *Pastor* était un navire vénézuélien et avait enfreint les règlements douaniers de Trinidad, n'était en aucune façon, de nature à justifier.

Le Ministre de Sa Majesté a donc formulé une énergique protestation au sujet de cet incident ; mais, le Gouvernement vénézuélien a déclaré ne pouvoir instituer aucune enquête relativement à une violation du territoire britannique, attendu qu'il considère l'île de Patos, où cette violation de territoire aurait eu lieu, comme sa propre et légitime possession.

Cas de l' « Indiana ».

Un nouveau cas de violation des droits britanniques s'est produit en janvier dernier. Il s'agit de la saisie et de la rétention du sloop *Indiana* propriété d'un anglais, et enregistré comme navire anglais, en territoire vénézuélien, sur la rivière Barima, laquelle, aux termes du traité anglo-vénézuélien sur la délimitation des frontières, est ouverte à la navigation de toutes les nations, en temps de paix.

En l'occurrence, ce navire, qui portait une cargaison de barils vides employés pour le transport du blé au marché de Georgetown, était soupçonné de se livrer à la contrebande. Il a été saisi et conduit dans le port vénézuélien d'Amakuru ; le capitaine s'est échappé dans un canot indigène.

Cette accusation de contrebande n'était appuyée sur aucune preuve, et les autorités coloniales auxquelles cette affaire a été soumise, sont d'avis que la confiscation du navire était une pénalité excessivement sévère pour une infraction quelconque aux règlements douaniers, en admettant qu'une infraction de ce genre ait été commise.

Jusqu'ici, aucune réponse n'a été faite aux représentations adressées au Gouvernement vénézuélien.

Cas du « In-Time »

La destruction du navire anglais *In-Time* par la canonnière vénézuélienne *Général Crespo*, dans le port vénézuélien de Pedernales, vers le 1^{er} mai dernier, est un exemple plus récent revêtant un caractère similaire.

Il semble qu'à l'arrivée de la canonnière *Général Crespo* à Pedernales, ordre fut donné de capturer tous les bateaux se trouvant dans le port ; et cet ordre fut exécuté. Il n'a été fourni aucune justification au sujet de cet ordre donné sans provocation. La canonnière fit feu sur le *In-Time*, puis plusieurs hommes armés du *Crespo* montèrent à bord du dit bateau et le sabordèrent. Ensuite le *In-Time* s'en alla à la dérive et sombra.

A propos de cette affaire, le Ministre de Sa Majesté a reçu l'ordre d'informer le Gouvernement vénézuélien qu'à moins que ce dernier ne se trouve en mesure de démontrer la fausseté des rapports reçus au sujet de la destruction de ce navire, le Gouvernement de Sa Majesté pourra se voir obligé de cesser d'accorder l'hospitalité des ports britanniques aux croiseurs vénézuéliens.

Le Gouvernement vénézuélien a protesté contre le « ton menaçant » de cette communication qu'il considère comme « inadmissible », même en ne la prenant que pour une simple notification.

Cas de la « Queen ».

Le dernier exemple d'une intervention aussi injustifiable est la saisie en pleine mer, du navire britannique *Queen*, de Grenada, qui a été signalée en juin par le Ministre de Sa Majesté.

Dans ce cas, il paraît, d'après des témoignages sous serment, que ce navire a été capturé par la canonnière vénézuélienne *Restaurador*, au cours de son voyage de Grenada à Trinidad, sur lest, à environ 20 milles de Carupana. Après sa capture, la *Queen* a été remorquée dans le port de Porlamar ; là, on lui a enlevé ses voiles et ses papiers et, finalement on l'a confisquée, sur le simple soupçon qu'elle aurait transporté des armes au Venezuela. L'équipage a été mis à terre et abandonné sans vivres.

Le patron et un des hommes de l'équipage, après être restés à Carupana, pendant 27 jours, ont obtenu passage sur un sloop vénézuélien ; ils sont arrivés à La Guayra, où ils sont allés se présenter au Vice-Consul britannique.

Ces faits ayant été portés à la connaissance du Ministre de Sa Majesté, il a immédiatement adressé des représentations au Ministre des affaires étrangères, priant « qu'on l'informât des mesures que le Gouvernement vénézuélien se proposait de prendre au sujet de cette affaire, affaire qui met en jeu plus d'une question importante ».

Les agissements du Consul vénézuélien à Trinidad, M. Figueredo, ont également donné lieu à des plaintes graves fondées sur ce qu'il délivre des légalisations irrégulières, qu'il exige le paiement de frais et de droits illégaux et enfin qu'il commet un abus de pouvoir en percevant lui-même, à Trinidad, les taxes de douanes dues pour le Venezuela.

Il a, de plus, en certains cas, refusé d'autoriser l'expédition de navires pour le Venezuela en alléguant qu'ils appartaient à des personnes que le Gouvernement du Venezuela ne pouvait tolérer. Dans d'autres cas, il est accusé d'avoir accumulé des obstacles de tout genre à l'expédition des navires. De cette façon, il a causé un sérieux préjudice au commerce des sujets britanniques résidant à Trinidad.

La conduite de M. Figueredo a été particulièrement mise en relief par son refus d'autoriser l'expédition de l'allège *Euterpe*, navire enregistré comme anglais, et appartenant à la « Compagnie Générale des Asphaltes de France » ; il a informé la Compagnie que si ce navire était expédié par une autre voie, il serait capturé ou coulé, dès qu'il aurait quitté les eaux britanniques.

Le Ministre de Sa Majesté a reçu ordre de protester contre les agissements de M. Figueredo, et d'informer le Gouvernement vénézuélien que l'*exequatur* ne serait pas accordé à son Consul, à moins que des assurances satisfaisantes ne soient données. Cette communication n'a pas été prise en considération.

À côté de ces griefs et de ces sujets de plainte caractérisés, il existe des cas pour lesquels des sujets britanniques et des Compagnies ont de sérieuses réclamations à adresser au Gouvernement vénézuélien.

Ce dernier refuse d'accepter les explications et les assurances du Gou-

vernement de Sa Majesté, au sujet du *Ban-Righ* ; il refuse d'admettre que ces explications modifient la situation d'une façon quelconque. Il en résulte que la situation de la Légation de Sa Majesté à Caracas a été rendue à peu près intenable au point de vue diplomatique, attendu que toutes les représentations, les protestations et les remontrances sont maintenant dédaignées et restent sans réponse.

Ministère des Affaires Etrangères, le 20 juillet 1902.

(A suivre)

CONGO — GRANDE-BRETAGNE

Notes publiées par le Ministère des Affaires étrangères de l'Etat Indépendant du Congo sur le rapport de M. Casement, Consul de Sa Majesté Britannique, du 11 décembre 1903 (1).

(12 mars 1904).

A la séance de la Chambre des Communes du 11 mars 1903, Lord Cranborne avait dit : « We have no reason to think that slavery is recognised by the authorities of the Congo Free State, but reports of acts of cruelty and oppression have reached us. Such reports have been received from our consular Officers. »

Le Gouvernement de l'Etat du Congo demanda, par lettre du 14 mars 1903, à Son Excellence Sir C. Phipps, de bien vouloir lui communiquer les faits qui avaient été l'objet de rapports de la part des Consuls britanniques.

Cette demande ne reçut pas de suite.

La dépêche de Lord Lansdowne du 8 août 1903 portait : « Representations to this effect (alleged cases of ill-treatment of natives and existence of trade monopolies) are to be found in dispatches from His Majesty's Consuls. » L'impression était ainsi créée qu'à cette date le Gouvernement de Sa Majesté se trouvait en possession de renseignements consulaires concluants : la nécessité d'un voyage de M. le Consul Casement dans le Haut-Congo n'en a pas moins paru évidente. La réflexion s'ensuit que les conclusions de la note du 8 août étaient au moins prématurées ; il s'en déduit également que, contrairement à l'appréciation de cette note, il a été loisible au Consul britannique d'entreprendre dans les régions intérieures tel voyage qui lui convenait. Il est à noter en tout cas que le *White Paper* (Africa n° 1, 1904), qui vient d'être présenté au Parlement, ne contient pas, nonobstant le désir qu'en a réitéré l'Etat du Congo, ces rapports consulaires antérieurs, qui, cependant, offraient d'autant plus d'intérêt qu'ils dataient d'un temps où la campagne présente n'était pas née.

Le rapport actuel signale qu'en certains points visités par le Consul, la population se trouve en décroissance. M. Casement n'indique pas les bases de ses recensements comparatifs en 1887 et en 1903. Il est à se demander comment, pour cette dernière année, le Consul a pu établir ses chiffres au cours de visites rapides et hâtives. Sur quels éléments certains s'appuie-t-il, par exemple, pour dire que la population des localités riveraines du lac Mantumba *semble* avoir diminué dans les dix dernières années de 60 à 70 % ? En un point désigné F*, il déclare que l'ensemble

(1) La traduction de ce rapport sera publié prochainement dans les *Archives Diplomatiques*.

des villages ne compte pas aujourd'hui plus de cinq cents âmes ; quelques lignes plus loin, ces mêmes villages ne comportent plus que deux cent quarante habitants en tout. Ce ne sont là que des détails, mais ils caractérisent immédiatement le défaut de précision de certaines appréciations du Consul. Au reste, il n'est malheureusement que trop exact que la diminution de la population a été constatée ; elle est due à d'autres causes qu'à un régime excessif ou oppressif exercé par l'Administration sur les populations indigènes. C'est en premier lieu la maladie du sommeil, qui décime partout les populations en Afrique équatoriale. Le Rapport remarque lui-même que : « a prominent place must be assigned to this malady (1) » et que cette maladie est « probably one of the principal factors » de la diminution de la population (2). Il suffit de lire la lettre du Rév. John Whitehead (annexe II du Rapport), citée par le Consul, pour se rendre compte des ravages de la maladie, à laquelle ce missionnaire attribue la moitié des décès dans la région riveraine du district. Dans une interview récente, Monseigneur Van Ronslé, vicaire apostolique du Congo Belge, avec l'autorité qui s'attache à une grande expérience des choses d'Afrique et à des séjours prolongés en de multiples résidences au Congo, a montré l'évolution du fléau, le dépérissement fatal des populations qui en sont frappées, quelles que soient d'ailleurs les conditions de leur état social, citant entre autres les pertes effrayantes des vies dues à ce mal dans l'Uganda. Que si l'on ajoute à cette cause fondamentale de la dépopulation au Congo, les épidémies de petite vérole, l'impossibilité actuelle pour les tribus de maintenir leur chiffre par des achats d'esclaves, la facilité de déplacement des indigènes, il s'explique que le Consul et les missionnaires aient relevé la diminution du nombre d'habitants de certaines agglomérations, sans que nécessairement ce soit le résultat d'un système d'oppression. L'annexe n° I reproduit les déclarations sur ce point de Monseigneur Van Ronslé. Ce qu'il dit des conséquences, sur le chiffre numérique de la population, de la suppression de l'esclavage, se trouve reproduit ailleurs :

« The people (slave) are for the most part originally prisoners of war. Since the decree of emancipation they have simply returned to their own distant homes, knowing their owners have no power to recapture them. This is one reason why some think the population is decreasing, and another reason is the vast exodus up and down river (3). » — « So long as the slave trade flourished, the Bobangi flourished, but with its abolition they are tending to disappear, for their towns were replenished by slaves (4). »

Le Consul cite des cas, dont du reste les raisons lui sont inconnues, d'exode d'indigènes du Congo sur la rive française, On ne voit pas à quel titre il en ferait grief à l'Etat, si l'on en juge d'après les motifs qui ont déterminé certains d'entre eux, à preuve les exemples de ces émigrations, donnés et expliqués par un missionnaire anglais, le R. P. W. H. Bentley. L'un est relatif à la station de Lukolela :

(1) Rapport, p. 21.

(2) Idem, p. 26.

(3) M. Boudot, missionnaire de la *Congo Batolo mission*. *Regions Beyond* décembre 1901, p. 337.

(4) W. H. Bentley, *Pioneering on the Congo*, II, p. 229.

« The main difficulty has been the shifting of the population. It appears that the population, when the station was founded in 1886, was between 5,000 and 6,000 in the riverine colonies. About two years later the chief Mpuki did not agree with his neighbours or they with him. When the tension became acute, Mpuki crossed over with his people to the opposite (French) side of the river. This exodus took away a large number of people. In 1890 or 1891, a chief from one of the lower towns was compelled by the majority of his people to leave the State side, and several went with him. About 1893, the rest of the people at the lower towns either went across to the same place as the deposed chief, or took up their residence inland. Towards the end of 1894, a soldier who had been sent to cut firewood for the State steamers on an island off the towns, left his work to make an evil request in one of the towns. He shot the man who refused him. The rascal of a soldier was properly dealt with by the State officer in charge ; but this outrage combined with other smaller difficulties to produce a panic, and nearly all the people left for the French side, or hid away inland. So the fine township has broken up (1). »

L'autre cas a trait à la station de Bolobo :

« It is rare indeed for Bolobo, with its thirty or forty thousand people, divided into some dozen clans, to be at peace for any length of time together. The loss of life from these petty wars, the number of those killed for witchcraft, and of those who are buried alive with the dead, involve, even within our narrow limits here at Bolobo, an almost daily drain upon the country, and an incalculable amount of sorrow and suffering... The Government was not indifferent to these murderous ways... In 1890, the district commissioner called the people together, and warned them again the burying of slaves alive in the graves of free people and the reckless killing of slaves which then obtained. The natives did not like the rising power of the State... Our own settlement among them was not unattended with difficulty... There was a feeling against white men generally and especially so against the State. The people became insolent and haughty... Just at this time... as a force of soldiers steamed past the Moyo towns the steamers were fired upon. The soldiers landed and burnt and looted the towns. The natives ran away into the grass, and great numbers crossed to the French side of the river. They awoke to the fact that Bula Matadi, the State, was not the helpless thing they had so long thought. This happened early in 1891 (2). »

Ces exemples donnent, comme on le voit, à l'émigration des indigènes des causes n'ayant aucun rapport avec :

The methods employed to obtain labour from them by local officials and the exactions levied on them (3).

Le Rapport s'étend longuement sur l'existence des impôts indigènes. Il constate que les indigènes sont astreints à des prestations de travail de diverses sortes, ici sous forme de fournitures de « chikwanges » ou de vivres frais pour les postes gouvernementaux, là sous forme de participa-

(1) *Pioneering on the Congo*, par le Rev. W. Holman Bentley, II, p. 243.

(2) *Ibid.*, II, pp. 234-236.

(3) Rapport, p. 29.

tion à des travaux d'utilité publique, tels que la construction d'une jetée à Bololo, ou l'entretien de la ligne télégraphique à F*... ; ailleurs sous la forme de la récolte des produits domaniaux. Nous maintenons la légitimité de ces impôts sur les populations natives, d'accord en cela avec le Gouvernement de Sa Majesté, qui, dans le memorandum du 11 février 1904, déclare que l'industrie et le développement des colonies et protectorats britanniques en Afrique montrent que le Gouvernement de Sa Majesté a toujours admis la nécessité de faire contribuer les natifs aux charges publiques et de les amener au travail. Nous sommes d'accord également avec le Gouvernement de Sa Majesté que si en cette matière, des abus se commettent, comme, il est vrai, il s'en produit en toutes colonies, ces abus appellent des réformes, et qu'il est du devoir de l'autorité supérieure d'y mettre fin et de concilier, dans une juste mesure, les nécessités gouvernementales avec les intérêts bien entendus des indigènes.

Mais l'Etat du Congo entend à cet égard se mouvoir librement dans l'exercice de sa souveraineté, — comme, par exemple, le Gouvernement Britannique explique dans son dernier memorandum l'avoir fait à Sierra-Leone, — en dehors de toute pression extérieure ou de toute ingérence étrangère, qui seraient attentatoires à ses droits essentiels.

Le Rapport du Consul vise manifestement à créer l'impression que la perception de l'impôt, au Congo, est violente, inhumaine et cruelle, et nous voulons, avant tout, rencontrer l'accusation si souvent dirigée contre l'Etat, que cette perception donnerait lieu à d'odieux actes de mutilation. A cet égard, la lecture superficielle du Rapport est de nature à impressionner, par l'accumulation complaisante, non pas de faits nets, précis, vérifiés, mais de déclarations et d'affirmations des indigènes.

Une remarque préliminaire s'impose sur les conditions dans lesquelles le voyage du Consul s'est effectué.

Qu'il l'ait voulu ou non, M. le Consul britannique a apparu aux populations comme le redresseur des griefs, réels ou imaginaires, des indigènes, et sa présence à La Lulonga, coïncidant avec la campagne menée contre l'Etat du Congo, en une région où s'exerce depuis longtemps l'influence des missionnaires protestants, devait fatalement avoir pour les indigènes, une signification qui ne leur a pas échappé. C'est en dehors des agents de l'Etat, en dehors de toute action ou de tout concours de l'autorité régulière que le Consul a fait ses investigations ; c'est assisté par des missionnaires protestants anglais qu'il a procédé ; c'est sur un vapeur d'une mission protestante qu'il a fait son inspection ; c'est dans les missions protestantes qu'il a généralement reçu l'hospitalité ; dans ces conditions, il a dû inévitablement être considéré par l'indigène, comme l'antagoniste de l'autorité établie.

Nous n'en voulons d'autre preuve que le fait caractéristique d'indigènes, pendant le séjour du Consul à Bonginda, s'attroupant à la rive, au passage en pirogue d'agents de la Société « La Lulonga » et s'écriant : « Votre violence est finie, elle s'en va ; les Anglais seuls restent ; mourez vous autres ! » Et cet aveu significatif d'un missionnaire protestant qui, à propos de ce fait, explique : « The Consul was here at the time, and the » people were much excited and evidently thought themselves on top... » The people have got this idea (that the rubber work was finished) into » their heads of themselves, consequent I suppose upon the Consul's » visit. »

Dans ces circonstances, en raison de l'état d'esprit qu'elles révèlent chez

les indigènes, en raison de leur caractère impressionnable et de leur désir naturel de se soustraire à la charge de l'impôt, il n'était pas douteux que les conclusions auxquelles arriverait le Consul ne seraient pas autres que celles de son rapport.

Il suffira, pour mettre ce point en évidence et pour caractériser le manque de valeur de ses investigations, de s'arrêter à un seul cas, celui sur lequel s'est porté tout l'effort de M. Casement, nous voulons parler de l'affaire Epondo. C'est celle de l'enfant Il dont le rapport parle aux pages 54, 58 et 78.

Il est indispensable d'entrer un peu longuement dans les détails de cette affaire, qui sont significatifs.

Le Consul se trouvait, à la date du 4 septembre 1903, à la mission de la « Congo Bololo Mission », à Bonginda, de retour d'un voyage dans la rivière Lopori, au cours duquel il n'avait constaté aucun de ces actes de mutilation qu'il est d'usage de mettre à la charge des agents au Congo.

A Bonginda, des indigènes d'un village voisin (Bossunguma) viennent le trouver et lui signalent entre autres qu'une « sentinelle » de la Compagnie « La Lulonga », nommée Kelengo, avait, à Bossunguma, coupé la main d'un indigène du nom d'Epondo, dont les blessures étaient à peine guéries. Le Consul se transporte à Bossunguma ; il est accompagné des deux révérends W. D. Armstrong et D. J. Danielson et se fait présenter l'indigène estropié, lequel, « en réponse à la question du Consul, accuse » de ce méfait une sentinelle nommée Kelengo (placée dans cet endroit » par l'agent local de la Société « La Lulonga » pour vérifier si les indigènes récoltaient du caoutchouc) ». Ce sont les termes du Consul : il s'agissait en effet d'établir un rapport de cause à effet entre la récolte du caoutchouc et ce cas prétendu de cruauté.

Le Consul procède à l'interrogatoire du chef et de quelques indigènes du village. Ils répondent en accusant Kelengo ; la plupart déclarent avoir été témoins *oculaires* du fait. Le Consul fait demander par ses interprètes s'il se trouve là d'autres témoins qui ont vu le crime et en accusent Kelengo : « presque tous les individus présents, au nombre environ de quarante, s'écrient d'une seule voix que c'est Kelengo le coupable ».

Il faut lire toute cette enquête telle qu'elle a été libellée par le Consul lui-même, en des sortes de procès-verbaux des 7, 8 et 9 septembre (annexe 2), pour se rendre compte de l'acharnement avec lequel les indigènes accablent Kelengo, et des dénégations de l'accusé se heurtant à l'unanimité de tous ceux qui le chargent. De partout surgissent les dénonciateurs et de la foule surexcitée jaillissent les accusations les plus diverses : il a coupé la main d'Epondo, enchaîné des femmes, volé des canards et un chien ! L'attention du Consul ne veut pas s'éveiller en présence du caractère passionné des dépositions ; sans autre garantie de leur sincérité, sans autre contrôle de leur véracité, il considère son enquête comme concluante et, de même qu'il s'était substitué au Parquet pour l'instruction de l'affaire, de même il préjuge la décision de l'autorité compétente en déclarant à la population assemblée que « Kelengo deserved severe punishment for » his illegal and cruel acts ». Dramatisant l'incident, il emmène avec lui la prétendue victime, l'exhibe le 10 septembre devant le chef de poste de Coquilhatville, auquel il remet la copie de son enquête, et le 12 septembre il adresse au Gouverneur général une lettre qu'il qualifie de « personnel » and private », dans laquelle il prend texte entre autres de l'incident pour accuser « the system of general exploitation of an entire population which

» can only be rendered successful by the employment of arbitrary and » illegal force ». Cette enquête terminée, il reprenait aussitôt la route du Bas-Congo.

Les circonstances de fait eussent-elles été exactes, encore serait-on frappé de la disproportion des conclusions que le Consul en déduit, en généralisant avec emphase son système de critique contre l'Etat du Congo. Mais le fait même, tel qu'il est présenté, est inexact.

En effet, dès la dénonciation du Consul connue du Parquet, celui-ci se rendit sur les lieux en la personne du Substitut du Procureur d'Etat, M. Gennaro Bosco, et procéda à une enquête judiciaire dans les conditions normales en dehors de toute influence étrangère. Cette enquête démontra que M. le Consul de S. M. Britannique avait été l'objet d'une machination ourdie par les indigènes qui, dans l'espoir de n'avoir plus à travailler, avaient comploté de représenter Epondo comme la victime de procédés inhumains d'un capita d'une Société commerciale. En réalité, Epondo avait été victime d'un accident de chasse et mordu à la main par un sanglier ; la blessure s'était gangrenée et avait occasionné la perte du membre ce qui avait été habilement exploité par les indigènes vis-à-vis du Consul. Nous joignons (annexe 3) les extraits de l'enquête faite par le Substitut, relatifs à cette affaire Epondo. Les dépositions sont typiques, uniformes et concordantes. Elles ne laissent aucun doute sur la cause de l'accident, attestent que les indigènes ont menti au Consul, et révèlent le mobile auquel ils ont obéi, dans l'espoir que l'intervention du Consul les déchargerait de l'obligation de l'impôt. L'enquête montre Epondo, enfin acculé, rétractant ses premières affirmations au Consul, et avouant avoir été influencé par les gens de son village. Il est interrogé :

D. — Persistez-vous à accuser Kelengo de vous avoir coupé la main gauche ?

R. — Non, j'ai menti.

D. — Racontez alors comment et quand vous avez perdu la main ?

R. — J'étais esclave de Monkekola, à Malele, dans le district des Bangala. Un jour, j'allai avec lui à la chasse au sanglier. Il en blessa un avec une lance, et alors la bête, devenue furieuse, m'attaqua. Je tâchai de me sauver avec la suite, mais je tombai, le sanglier fut bientôt sur moi, m'arrachant la main gauche, au ventre et à la hanche gauche. Le comparant montre les cicatrices aux endroits désignés et spontanément se met par terre pour faire voir dans quelle position il se trouvait lorsqu'il fut attaqué et blessé par le sanglier.

D. — Depuis combien de temps cet accident vous est-il arrivé ?

R. — Je ne me rappelle pas. C'est depuis longtemps.

D. — Pourquoi alors aviez vous accusé Kelengo ?

R. — Parce que Momaketa, un des chefs de Bossunguma, me l'a dit et après, tous les habitants de mon village me l'ont répété.

.....
D. — Les Anglais vous ont-ils photographié ?

R. — Oui, à Bonginda et à Lulango. Ils m'ont dit de mettre bien en évidence le moignon. Il y avait Nenele, Mongogolo, Torongo et autres blancs, dont je ne connais pas les noms. Ils étaient les blancs de Lulonga. Mongogolo a porté avec six photographies (1).

(1) Voir annexe 3.

Epondo a réitéré ses déclarations et rétractations spontanément à un missionnaire protestant, M. Faris, résidant à Bolengi. Ce révérend a remis au Commissaire général de Coquilhatville la déclaration écrite suivante :

« Je soussigné, E.-E. Faris, missionnaire, résidant à Bolengi, Haut-Congo, déclare que j'ai interrogé l'enfant Epondo, du village de Bosongoma, qui a été chez moi le 10 septembre 1903 avec M. Casement, le Consul d'Angleterre, et que j'ai mené à la mission de Bolengi le 16 octobre 1903, selon la requête de M. le Commandant Stevens, de Coquilhatville, et que le dit enfant m'a dit aujourd'hui, le 17 octobre 1903, qu'il a perdu sa main par la morsure d'un sanglier.

» Il m'a dit également qu'il a informé M. Casement que sa main a été coupée par un soldat ou bien par un des travailleurs de blanc, qui ont fait la guerre dans son village pour faire apporter le caoutchouc, mais il affirme que cette dernière histoire qu'il m'a dite aujourd'hui est la vérité.

» A Bolengi, le 17 octobre 1903.

» E.-E. FARIS. »

L'enquête aboutit à une ordonnance de non-lieu ainsi motivée en ce qui concerne le cas Epondo :

Nous, Substitut du Procureur d'Etat près le tribunal de Coquilhatville ;

Vu les notes rédigées par le Consul de Sa Majesté Britannique, à l'occasion de sa visite aux villages d'Ikandja et Bossunguma, dans la région des Ngombe, d'où résulte que le nommé Kelengo, garde forestier au service de la Société « La Lulonga », aurait :

a) Coupé... la main gauche au nommé Epondo.

b)

c)

Vu l'enquête faite par M. le lieutenant Braeckman, confirmant en partie l'enquête faite par le Consul de Sa Majesté Britannique, mais la contredisant en partie et ajoutant aux accusations précédemment faites à Kelengo, celle d'avoir tué un indigène nommé Baluwa ;

Vu les conclusions posées par cet officier de police judiciaire tendant à faire naître des soupçons assez graves sur la vérité de toutes ces accusations ;

Attendu que tous les indigènes qui ont accusé Kelengo, soit au Consul de Sa Majesté Britannique, soit au lieutenant Braeckman, convoqués par nous, Substitut, ont pris la fuite, et tous les efforts faits pour les retrouver n'ont abouti à aucun résultat : que cette fuite discrédite évidemment leurs affirmations ;

Que tous les témoins interrogés dans notre enquête attestent... : qu'Epondo a perdu la main gauche parce qu'un sanglier la lui a arrachée... ;

Qu'Epondo confirme ces attestations, avouant qu'il a menti par suggestion des indigènes de Bossunguma et Ikondja, qui espéraient de se soustraire à la récolte du caoutchouc moyennant l'intervention du Consul de Sa Majesté Britannique, qu'ils jugeaient très puissant ;

Que les témoins, presque tous indigènes des villages accusateurs, confirment que tel fut le but de leur mensonge ;

Que cette version, indépendamment de l'unanimité des affirmations des témoins et des parties lésées, se présente aussi comme la plus plausible, parce que personne n'ignore, soit la répugnance des indigènes pour le travail en général et la récolte du caoutchouc, soit leur facilité à mentir et à porter de fausses accusations ;

Qu'elle est confirmée par l'opinion, nettement formulée, du missionnaire anglais Armstrong, qui retient les indigènes « capables de tout complot pour éviter de travailler et surtout de faire le caoutchouc » ;

Que l'innocence de Kelengo étant complètement prouvée, il n'y a pas lieu à le poursuivre ;

Par ces motifs ;

Nous, Substitut, déclarons non-lieu à poursuivre le nommé Kelengo, garde forestier au service de la société « La Lulonga », pour les crimes prévus par les articles 2, 5, 11, 19 du Code pénal.

Mampoko, le 9 octobre 1903.

Le Substitut,
(S.) Bosco.

Si nous avons insisté sur les détails de cette affaire, c'est qu'elle est considérée par le Consul lui-même comme d'une importance capitale et qu'il se base sur ce seul cas pour conclure à l'exactitude de toutes les autres déclarations d'indigènes qu'il a recueillies.

« Dans le seul cas sur lequel j'ai pu enquêter personnellement dit-il (1), — celui de l'enfant II, — j'ai trouvé cette accusation établie sur les lieux, sans apparemment une ombre de doute quant à la culpabilité de la sentinelle accusée. »

Et plus loin :

« Dans le village de R*, j'ai eu seulement le temps de faire enquête sur l'accusation faite par II » (2).

Et ailleurs :

« Il était évidemment impossible que je puisse... vérifier sur place, comme dans le cas de l'enfant, les déclarations que me firent les indigènes. Dans ce seul cas, la vérité des accusations fut amplement démontrée » (3).

C'est aussi à propos de cette affaire que, dans sa lettre du 12 septembre 1903 au Gouverneur Général, il disait : « When speaking to Monsieur le commandant Stevens at Coquilhatville on the 10th instant, *when the mutilated boy Epondo stood before us as evidence of the deplorable state of affairs* I reprobated, I said : « I do not accuse an individual, I accuse a » system. »

(A suivre)

(1) Rapport, p. 58.

(2) Rapport, p. 58.

(3) Rapport, p. 56.

TROISIÈME PARTIE

LOIS ET DOCUMENTS DIVERS

BELGIQUE

Exposition universelle et internationale de Liège en 1905. — Exécution de l'article 11 de la Convention conclue à Paris, le 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle.

(Arrêté du 14 mars 1904) (1)

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 11 de la Convention internationale, du 20 mars 1883, pour la protection de la propriété industrielle, modifié par l'acte additionnel du 14 décembre 1900, lequel article est ainsi conçu :

« Les Hautes Parties contractantes accorderont, conformément à la législation de chaque pays, une protection temporaire aux inventions brevetables, aux dessins ou modèles industriels, ainsi qu'aux marques de fabrique ou de commerce, pour les produits qui figureront aux expositions internationales officielles ou officiellement reconnues, organisées sur le territoire de l'une d'elles. »

Vu l'article 3 de la loi du 5 juillet 1884 qui dispose que des arrêtés royaux détermineront, le cas échéant, les mesures à prendre pour assurer l'exécution de la dite convention ;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'industrie et du travail,

Nous avons arrêté et arrêtons :

ART. 1^{er}. — Tout Belge ou étranger, auteur soit d'une découverte ou invention susceptible d'être brevetée aux termes de la loi du 24 mai 1854, soit d'un dessin ou modèle industriel qui doit être déposé conformément à la loi du 18 mars 1806, ou possesseur d'une marque de fabrique ou de commerce qui doit être déposée conformément à la loi du 1^{er} avril 1879, ou ses ayants droit, peut, s'il est admis à l'Exposition universelle et

(1) *Moniteur belge*, 3 avril 1904, p. 1618.

internationale qui s'ouvrira à Liège, au mois d'avril 1905, se faire délivrer par le gouverneur de la province de Liège, un certificat descriptif de l'objet déposé.

ART. 2. — Ce certificat assure à celui qui l'obtient, les mêmes droits que ceux que lui conférerait un brevet d'invention, ou un dépôt légal d'un dessin ou modèle industriel ou d'une marque de fabrique ou de commerce, à dater du jour de l'admission jusqu'à la fin du troisième mois qui suivra la clôture de l'exposition, sans préjudice du brevet que l'exposant peut prendre ou du dépôt qu'il peut opérer avant l'expiration de ce terme.

ART. 3. — La demande de ce certificat doit être faite dans le premier mois, au plus tard, de l'ouverture de l'exposition.

Elle est adressée au gouverneur, accompagnée d'une description exacte de l'objet à garantir et, s'il y a lieu, d'un plan ou d'un dessin dudit objet.

Les demandes ainsi que les décisions prises par le gouverneur, sont inscrites sur un registre spécial, qui est ultérieurement transmis au ministère de l'industrie et du travail et communiqué, sans frais, à toute réquisition. La délivrance du certificat est gratuite.

ART. 4. — Notre Ministre de l'industrie et du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Laeken, le 14 mars 1904.

LÉOPOLD.

Par le roi :

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

FRANCOTTE.

Exposition universelle de Liège en 1905.

(Arrêté du 9 avril 1904) (1)

LÉOPOLD II, Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT.

Revu la loi du 4 mars 1846, sur les entrepôts et la loi du 6 août 1849, modifiée par celles du 3 mars 1851 et du 1^{er} mai 1858, sur le transit ;

Considérant qu'il y a lieu de faciliter l'envoi des produits qui seront expédiés de l'étranger pour figurer à l'Exposition universelle de Liège en 1905 ;

Sur la proposition de Notre Ministre des finances et des travaux publics.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. — Les produits étrangers destinés à l'Exposition uni-

(1) *Moniteur belge*, 16 avril 1904, p. 1859.

verselle de Liège pourront être importés en franchise provisoire des droits d'entrée à charge de réexportation, moyennant les conditions et formalités que déterminera Notre Ministre des finances et des travaux publics.

Notre Ministre des finances et des travaux publics est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 avril 1904.

LÉOPOLD.

Par le roi :

Le Ministre des finances et des travaux publics,
Comte DE SMET DE NAEYER.

Régime de douane applicable aux produits qui seront envoyés de l'étranger pour figurer à l'Exposition universelle de Liège en 1905.

(Arrêté ministériel du 10 avril 1904) (1)

Le Ministre des finances et des travaux publics,

Vu l'arrêté royal du 9 avril 1904, ainsi conçu :

« Les produits étrangers destinés à l'Exposition universelle de Liège, pourront être importés en franchise provisoire des droits d'entrée, à charge de réexportation, moyennant les conditions et formalités que déterminera Notre Ministre des finances et des travaux publics ».

Arrête :

ART. 1^{er}. — Les produits importés par mer ou par chemin de fer et expédiés à l'adresse des commissaires étrangers auprès de l'Exposition universelle de Liège, seront dirigés sur le local de l'exposition avec affranchissement de déclaration en détail et de vérification au bureau d'entrée.

ART. 2. — Préalablement, ou au plus tard au fur et à mesure de l'arrivée des colis dans les locaux de l'Exposition, le commissaire de chaque section étrangère remettra à la douane, pour chaque exposant, une liste conforme au modèle ci-annexé.

Cette liste devra être signée par l'exposant et signée par ledit commissaire. Pour permettre le récolement par les employés au moment du déballage, ou ultérieurement, elle devra contenir, indépendamment de l'indication du poids des colis, le détail des marchandises, c'est-à-dire la spécification exacte de l'espèce et du nombre des objets y contenus, ainsi que toutes les autres indications nécessaires à la perception éventuelle des droits d'entrée (poids net, valeur, volume des liquides, degré alcoolique des spiritueux, etc.). Dans tous les cas où cette condition ne serait pas remplie, il devra être sursis au déballage jusqu'à ce que l'exposant, son délégué ou le commissaire de la section ait fourni les renseignements exigés. Les employés des douanes, après avoir procédé au récolement des

(1) *Moniteur belge*, 16 avril 1904, p. 1860.

marchandises, apposeront sur les listes mentionnées ci-dessus une annotation constatant le résultat de cette vérification.

Les listes qui tiennent également lieu de déclaration pour le transit resteront ensuite entre les mains de la douane pour être attachées, lors de la clôture de l'Exposition, aux documents destinés à couvrir la réexpédition des marchandises.

ART. 3. — Les marchandises étrangères admises en franchise temporaire des droits dans les sections étrangères de l'Exposition universelle de Liège se trouveront, au point de vue de la redevabilité des droits, placées sous le même régime que les marchandises déposées en entrepôt public. En conséquence, elles ne pourront en être enlevées que pour être réexportées ou pour être dirigées sur un des entrepôts du royaume, à moins que les intéressés ne les déclarent en consommation, moyennant paiement des droits, conformément à l'article 5 ci-après.

ART. 4. — La douane exercera sa surveillance pour la garantie des intérêts du trésor sur les marchandises étrangères déposées dans les locaux de l'Exposition universelle, mais elle n'en prendra pas la garde et n'assumera de ce chef aucune responsabilité.

Le commissaire de chaque section est responsable des droits pour le cas de vol ou d'enlèvement irrégulier des marchandises. A défaut par ledit commissaire de s'acquitter éventuellement de cette obligation, la même responsabilité incombera à la Société anonyme de l'Exposition de Liège.

ART. 5. — Les produits admis en franchise temporaire pourront être déclarés en consommation par renonciation au transit et moyennant paiement des droits, mais seulement lors de la clôture de l'Exposition.

La renonciation au transit pourra être faite pour la totalité ou pour une partie des objets appartenant à un même exposant.

ART. 6. — Les vitrines et les autres objets devant servir à l'installation des produits exposés seront admis au même régime d'exemption temporaire que ces derniers.

ART. 7. — Le bénéfice des dispositions qui précèdent ne s'appliquera pas aux objets importés dans un but de spéculation commerciale, tel que l'exploitation d'un restaurant, d'un café, etc., ni aux objets et denrées destinés à être consommés, débités ou délivrés au public, à titre d'échantillon ou autrement, pendant la durée de l'exposition.

Ces objets et denrées devront, au moment du déballage, être déclarés en consommation aux agents de la douane et soumis immédiatement au paiement des droits, sauf toutefois en ce qui concerne les liquides destinés à la dégustation par les membres du jury pour lesquels la déclaration en consommation et le paiement des droits pourront être différés jusqu'au moment où les intéressés seront à même d'établir le décompte des quantités employées de cette manière et de celles qui devront être réexportées.

Les exposants devront installer leurs produits de manière à éviter toute confusion entre lesdits objets et denrées et les produits similaires admis en franchise temporaire des droits; ils devront observer à cet égard les mesures qui leur seront prescrites par les agents de la douane.

ART. 8. — Pour les produits originaires de pays qui ne seront pas représentés à l'Exposition par un commissaire spécial, accrédité officiellement, les obligations que le présent règlement impose aux commissaires des sections étrangères seront remplies par le président de la Société anonyme de l'Exposition de Liège, ou par son délégué. Dans ce cas, les listes dont la remise est exigée par l'article 2 du présent arrêté, devront être visées par le délégué des exposants de la section, s'il en existe un, ou par l'exposant lui-même, et par le président de la Société anonyme de l'Exposition de Liège, ou, pour lui, par son délégué.

ART. 9. — La réexportation, l'expédition sur entrepôt ou l'acquittement des droits par renonciation au transit pour les produits admis en franchise temporaire devra se faire endéans les trois mois qui suivront la clôture de l'Exposition. Ce délai pourra, dans des cas particuliers, être prolongé pour des machines de forte dimension dont le démontage présenterait des difficultés,

A l'expiration du délai fixé ci-dessus, il sera disposé des objets laissés en souffrance de la manière indiquée au chapitre XII de la loi générale du 26 août 1822.

Bruxelles, le 10 avril 1904.

Le Ministre des finances et des travaux publics,

Comte de SMET de NAEYER.

EXPOSITION UNIVERSELLE DE LIÈGE EN 1905

PAVILLON (1):

Déclaration pour la douane belge

Commission de (2)

Nom, prénoms ou raison sociale de l'exposant :

Résidence ou siège de l'établissement :

Date de l'expédition des colis :

Gare d'expédition :

Numéro d'ordre	NOMBRE de colis	MARQUES ET NUMÉROS de chacun des colis composant l'envoi	POIDS BRUT des colis	DÉTAIL DES MARCHANDISES RENFERMÉES DANS CHAQUE COLIS	VALEUR	EMPLACEMENT où se trouvent déposées les marchandises dans les locaux de l'Exposition (3)
				Nombre, espèce et poids net des objets. — Métrage des tissus. — Volume des liquides. — Degré de force des liquides al- cooliques, etc. NOTA. — L'exposant est prié de réunir par une accolade les objets renfermés dans le même colis.		
1	2	3	4	5	6	7

Signature du commissaire général,

Signature de l'exposant,

Visa de la douane

La vérification des marchandises mentionnées à la présente liste a fait reconnaître :

(1) Désignation du pavillon.

(2) Indiquer le nom du pays.

(3) La septième colonne doit être remplie au moment du déchargement des colis dans les locaux de l'Exposition.

N. B. — Le double de cette liste devra être adressé, trois jours avant l'envoi des objets, à M. le commissaire général du Gouvernement belge auprès de l'Exposition universelle de Liège.

CHINE**Ouverture du port de Kong-Moun.**

(7 mars 1904).

Le gérant du consulat de France à Canton signale, à la date du 7 mars dernier, l'ouverture du port de Kong-Moun, conformément aux stipulations du traité sino-anglais du 5 septembre 1902 (1).

DANEMARK**Règles de neutralité. — Décret en date du 27 avril 1904.**

Le roi de Danemark ayant accédé à la déclaration au sujet des principes du droit maritime en temps de guerre, signé à Paris le 16 avril 1856, les corsaires ne seront point admis dans les ports ni sur les rades du Royaume.

Le roi ayant ratifié la convention du 29 juillet 1899 par l'adaptation à la guerre maritime des principes de la convention de Genève du 22 août 1864, il y a lieu de relever que l'article 6 de la dite convention porte que les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais restent exposés à la capture seulement pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

1. Le roi se réserve d'interdire aux bâtiments de guerre des parties belligérantes, l'accès des eaux intérieures situées au sud de la Séelande, entre le méridien d'Omo et celui de Stege, et qui seront barrées par des défenses fixes sous-marines, ainsi que l'accès de la rade et du port de Copenhague ;

2. Le roi accorde aux bâtiments de guerre des puissances belligérantes l'entrée aux autres ports du royaume.

Toutefois, ils devront s'y conformer aux règles suivantes :

Il leur est interdit d'y faire des approvisionnements quelconques, si ce n'est en vivres, denrées et moyens de réparation nécessaires à la subsistance de l'équipage ou à la sécurité de la navigation. Quant au charbon, ils n'en pourront prendre que la quantité nécessaire pour atteindre le port national non bloqué, le plus proche ou bien, avec le consentement des autorités du roi, une destination neutre. Sans autorisation spéciale, il ne sera pas permis au même navire de prendre derechef du charbon dans un port ou rade du royaume avant trois mois à partir du dernier approvisionnement qu'il y aura fait.

Ils y pourront exécuter des réparations d'urgence ayant trait à la sécurité de la navigation, mais il leur est interdit d'y entreprendre des travaux ayant pour but d'augmenter leur puissance militaire.

Ils n'y pourront stationner que vingt-quatre heures, à moins que l'état de la mer, le manque de vivres ou les avaries du navire ne nécessitent un plus long séjour. Dans ce cas, ils devront quitter le port aussitôt que possible après la cessation du fait qui a causé le retard.

Les règlements sanitaires ou de police que les circonstances auraient

(1) *V. Arch. Dipl.*, t. 89, N° 1 (1904) p. 12.

rendu ou pourraient rendre nécessaires, devront être observés et respectés.

Il est bien entendu qu'il ne sera permis à aucun des belligérants de se livrer dans les ports ou les eaux du Royaume, à des actes d'hostilité, ni d'en faire une base de ses opérations maritimes contre l'autre, ni de s'en servir pour faciliter celles-ci ou pour augmenter ou renouveler ses forces militaires.

Il est également défendu à tout navire de guerre d'une des parties belligérantes, de quitter tout port, havre ou baie du royaume d'où est sorti un navire quelconque de l'autre partie belligérante (navire de guerre ou de commerce), avant l'expiration de 24 heures au moins depuis le départ de ce dernier navire.

3. Le roi interdit dans les ports et rades du Danemark, excepté en cas de détresse constatée, l'entrée de prises ainsi que leur condamnation ou leur vente.

4. Le roi interdit aux puissances belligérantes d'établir sur le sol danois des dépôts de charbon.

EGYPTE

Règles de Neutralité

Ministère des affaires étrangères d'Egypte.

11 février 1904 (1)

Attendu que la guerre vient d'éclater entre les Empires de Russie et du Japon ; et attendu que certaines obligations sont imposées aux neutres en temps de guerre par le droit des gens — le Conseil des ministres de Son Altesse le Khédive a décidé d'envoyer les instructions suivantes aux autorités des ports de mer égyptiens pour leur servir de guide dans leurs rapports avec les navires des belligérants, à savoir :

1. Pendant la durée des hostilités, il ne sera délivré de charbon aux navires de guerre de l'une ou de l'autre des Puissances belligérantes dans le Canal ou dans un de ses ports d'accès, sans une autorisation écrite des autorités compétentes du port qui spécifiera la quantité de charbon qui peut être fournie.

2. Avant d'accorder l'autorisation pour la fourniture de charbon à un navire de guerre quelconque des belligérants, les autorités du port devront obtenir une déclaration par écrit, signée par l'officier commandant le navire, énonçant la destination du navire et la quantité de charbon déjà à bord.

3. Il pourra être fourni à un navire de guerre d'un des belligérants la quantité de charbon nécessaire, en tenant compte de la quantité déjà à bord, pour lui permettre de se rendre au plus prochain port accessible dans lequel il puisse obtenir l'approvisionnement nécessaire pour la continuation de son voyage. Toutefois, cette règle ne devra pas avoir pour effet d'empêcher qu'il soit fourni au navire à un port quelconque du Canal

(1) *Journal officiel du Gouvernement égyptien* du 11 février 1904. (n. suppl. n° 17)

a quantité de charbon suffisante pour obvier à la nécessité d'en redemander à tout autre port d'accès du Canal.

4. Tout navire de guerre belligérant effectuera le transit du Canal de Suez dans le plus bref délai et sans s'arrêter, si ce n'est en cas de nécessité ou par ordre des autorités du Canal.

5. Le séjour de tout navire de guerre des belligérants à Port-Saïd ou dans la rade de Suez ne pourra dépasser vingt-quatre heures, à moins qu'il n'ait pas fini de prendre livraison du charbon dans ce délai ou en cas de nécessité; et tout navire qui serait ainsi obligé d'y rester plus de vingt-quatre heures, quittera le plus tôt possible.

6. Aucun navire appartenant à une des Puissances belligérantes ne quittera le canal, ou un de ses ports d'accès, moins de vingt-quatre heures après le départ du même port d'un navire de guerre appartenant à l'autre puissance belligérante.

7. Aucune puissance belligérante n'embarquera ni ne débarquera dans le Canal, ou un de ses ports d'accès, des troupes, armes, munitions de guerre, approvisionnements ou autre matériel.

Toutefois, dans le cas d'un empêchement accidentel dans le canal, tout corps de troupes n'excédant pas mille hommes à la fois, pourra être débarqué à Suez ou à Port-Saïd jusqu'à ce que la navigation soit rétablie.

8. Aux fins des présentes instructions, le mot « navire de guerre » comprend tout vaisseau armé ou non qui est employé par une Puissance belligérante comme transport ou auxiliaire d'une flotte, ou de toute autre façon en vue des hostilités sur terre ou sur mer, mais ne comprend pas un vaisseau équipé pour servir de bateau-hôpital et employé exclusivement comme tel.

Ministère des Affaires étrangères d'Égypte.

12 février 1904 (1)

Attendu que la guerre vient d'éclater entre les Empires de Russie et du Japon; et attendu que certaines obligations sont imposées aux neutres en temps de guerre par le droit des gens, — le Conseil des ministres S. A. le Khédive a décidé que pendant la durée du présent état de guerre les dispositions suivantes recevront leur exécution dans toutes eaux territoriales, rades et ports égyptiens, sauf dans le Canal de Suez et ses ports d'accès :

1° Il est défendu à tout navire de guerre de l'une ou l'autre partie belligérante d'employer comme station ou comme lieu de séjour, toutes eaux territoriales, rades ou ports égyptiens dans le but de se procurer des facilités pour son équipement militaire.

2. A partir de ce jour, il est défendu à tout navire de guerre de l'un des belligérants de quitter toutes eaux territoriales, rades ou ports égyptiens d'où est parti un navire quelconque de l'autre belligérant (que ce dernier soit un navire de guerre ou un navire marchand) avant l'expiration d'un délai de vingt-quatre heures au moins depuis que ce dernier vaisseau est sorti du domaine sur lequel s'exerce la juridiction territoriale du Gouvernement égyptien.

(3) *Journal officiel du Gouvernement égyptien* du 12 février 1904. (n. suppl. 18.)

3. Si un navire de guerre quelconque de l'un des belligérants entre dans les eaux territoriales, rades ou ports égyptiens, il devra quitter et prendre la mer dans les vingt-quatre heures qui suivront son entrée, sauf en cas de tempête ou pour prendre des vivres ou autres choses nécessaires à la subsistance de l'équipage, ou pour faire des réparations. Tout navire se trouvant dans un de ces cas, devra partir et prendre la mer aussitôt que possible après l'expiration du délai de vingt-quatre heures après son arrivée, pourvu toutefois que, par l'application de cette règle, il ne soit pas dérogé à la règle ci-dessus.

4. Il est, à partir de ce jour, défendu à tout navire de guerre de l'un des belligérants pendant son séjour dans les eaux territoriales, rades ou ports égyptiens, d'y faire des approvisionnements quelconques si ce n'est en vivres ou autres choses nécessaires pour la subsistance de l'équipage. Il ne pourra prendre également qu'une quantité de charbon suffisante pour atteindre le port le plus proche de son pays ou une autre destination neutre plus proche désignée par l'officier commandant; et il ne sera de nouveau fourni du charbon à ce navire de guerre dans le même ou dans un autre port ou rade égyptiens, ou dans les eaux territoriales égyptiennes, sans une autorisation spéciale, avant l'expiration d'un délai de trois mois à partir du moment de la dernière fourniture de charbon à ce navire de guerre effectuée dans les eaux égyptiennes comme il est dit ci-dessus.

5. Aucun navire de guerre de l'une des Puissances belligérantes ne pourra faire du charbon avant d'avoir obtenu des autorités compétentes du port une autorisation écrite spécifiant la quantité de charbon qui peut être fournie. Les autorités des ports ne donneront semblable autorisation qu'après avoir obtenu de l'officier commandant le navire une déclaration écrite renfermant l'indication de la destination du navire et de la quantité de charbon déjà à bord.

6° Aucun navire de guerre de l'un des belligérants ne conduira une prise dans les eaux territoriales, rades ou ports égyptiens.

7° Il est défendu de recruter des soldats ou des marins pour le service de l'une des Puissances belligérantes dans le domaine de la juridiction territoriale du Gouvernement égyptien.

8. Il est défendu à tout Egyptien sujet local de s'enrôler comme soldat ou comme marin au service de l'une des Puissances belligérantes.

9. Il ne sera fourni ni armes, munitions, équipement, matériel ou contrebande de guerre, à l'une des Puissances belligérantes ou à ses agents ou officiers, dans le domaine de la juridiction territoriale du Gouvernement égyptien.

10. Aucun navire ne sera construit ou armé pour un service militaire ou naval, ou transformé de façon à accroître sa puissance militaire, dans le domaine de la juridiction territoriale du Gouvernement égyptien, à moins qu'il ne soit prouvé que ce navire n'est pas destiné au service de l'un des belligérants.

Déclaration à faire par l'officier commandant un navire de guerre des belligérants demandant du charbon dans un port égyptien.

Je.....
commandant le navire de guerre..... au service de Sa Majesté

Impériale l'Empereur de déclare sur l'honneur, par la présente, que la quantité de charbon actuellement à bord du navire sous mon commandement ne dépasse pas tonnes, et je m'engage sur l'honneur que le navire sous mon commandement, après avoir quitté le port de . . .⁽¹⁾ procédera immédiatement et par la route directe vers le port de . . .⁽²⁾.

FRANCE — INDES NÉERLANDAISES

Trafic des colis postaux.

(Décret du 22 avril 1904)⁽³⁾.

Le Président de la République française,

Vu les lois des 3 mars 1881, 12 et 13 avril 1892, et 8 avril 1898, sur le service des colis postaux ;

Vu les décrets des 27 juin 1892 et 26 décembre 1898 ;

Vu la lettre par laquelle le bureau international notifie aux offices de l'union postale la participation des Indes-Orientales néerlandaises au trafic des colis postaux, de valeur déclarée, et grevés de remboursement.

Sur les rapports du ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, du ministre des Colonies et du ministre des Finances,

Décrète :

Art. 1^{er}. — A partir du 1^{er} juin 1904, les colis postaux de valeur déclarée et grevés de remboursement, jusqu'à concurrence de 500 francs, seront admis dans les relations avec les Indes-Orientales néerlandaises.

Art. 2. — Le droit additionnel d'assurance est fixé ainsi qu'il suit, par 300 francs ou fraction de 300 francs, du montant de la déclaration :

1° A 20 centimes au départ de France ;

2° A 35 centimes au départ de Corse et d'Algérie ;

3° A 45 centimes au départ des agences maritimes françaises du Maroc et de Tripoli de Barbarie, et des colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Guyane, du Sénégal et de la Guinée française ;

4° A 20 centimes, au départ des bureaux français établis en Turquie, à Shanghai, à Zanzibar et des colonies de la côte française des Somalis, de la Réunion, de Madagascar et dépendances, des Comores, de l'Inde, de l'Indo-Chine et de la Nouvelle-Calédonie.

Art. 3. — Le droit additionnel de remboursement est fixé uniformément à 20 centimes par 20 francs ou fraction de 20 francs, du montant du remboursement.

Art. 4. — Le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, le ministre des Colonies et le ministre des Finances, sont

(1) Port égyptien.

(2) Port de destination.

(3) *Journ. officiel*, 24 avril 1904, p. 2532.

chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera inséré au *Journal officiel* et au *Bulletin des Lois*.

Fait à Paris, le 22 avril 1904.

EMILE LOUBET.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes,*
GEORGES TROUILLOT.

Le Ministre des Colonies,
GASTON DOUMERGUE.

Le Ministre des Finances,
ROUVIER.

FRANCE

Instructions sur la conduite à tenir à l'occasion de la guerre survenue entre la Russie et le Japon.

CIRCULAIRE MINISTÉRIELLE

*Ministère de l'Intérieur. — Direction du Personnel et du Secrétariat. —
2^e Bureau. — Affaires politiques.*

15 février 1904 (1).

Monsieur le Préfet, le Gouvernement de la République française ayant l'intention de conserver une stricte neutralité dans la lutte engagée entre la Russie et le Japon, j'ai l'honneur de vous adresser ci-après des instructions dont vous aurez à assurer l'observation dans l'étendue de votre département. Ces instructions ne sont que la reproduction de la circulaire adressée par le Gouvernement de la République française à tous ses agents, à l'époque de la guerre hispano-américaine.

Comme conséquence de l'état de neutralité, les Français résidant en France, dans les colonies et les pays de protectorat ou à l'étranger, doivent s'abstenir de tout fait qui, commis en violation des lois françaises ou du droit des gens, pourrait être considéré comme hostile à l'une des parties ou contraire à une scrupuleuse neutralité. Il leur est interdit, notamment, de s'enrôler ou de prendre du service, soit dans l'armée de terre, soit à bord d'un navire belligérant de l'une ou de l'autre des nations, ou de contribuer à l'équipement ou à l'armement d'un de ces navires.

Il n'est permis à aucun navire belligérant d'entrer et de séjourner avec des prises dans les ports ou rades de la France, de ses colonies et des pays protégés, pendant plus de vingt-quatre heures, hors le cas de relâche forcée ou de nécessité justifiée.

Aucune vente d'objets provenant de prises ne pourra avoir lieu dans lesdits ports ou rades.

Les personnes qui contreviendraient aux défenses susmentionnées ne pourront prétendre à aucune protection du Gouvernement ou de ses

(1) *Bulletin officiel du Ministère de l'intérieur*, 63^e année, n° 3, mars 1904, p. 55.

agents, contre les actes ou mesures que, conformément au droit des gens, les belligérants pourraient exercer ou décréter, et seront poursuivis, s'il y a lieu, conformément aux lois de la République.

Je crois devoir ajouter à ces règles principales quelques observations complémentaires résumant les traditions du Gouvernement français :

1° En aucun cas, un belligérant ne peut faire usage d'un port français ou appartenant à un Etat protégé, dans un but de guerre, ou pour s'y approvisionner d'armes ou de munitions de guerre, ou pour y exécuter, sous prétexte de réparations, des travaux ayant pour but d'augmenter sa puissance militaire ;

2° La durée du séjour dans nos ports de belligérants non accompagnés d'une prise n'a été limitée par aucune disposition spéciale. Mais, pour être autorisés à y séjourner, ils sont tenus de se conformer aux conditions ordinaires de la neutralité, qui peuvent se résumer ainsi qu'il suit :

a) Les bâtiments admis au bénéfice de l'asile doivent entretenir des relations pacifiques avec tous les navires mouillés dans le même port, et, en particulier, avec les bâtiments appartenant à leurs ennemis ;

b) Lesdits navires ne peuvent, à l'aide de ressources puisées à terre, augmenter leur matériel de guerre, renforcer leurs équipages, ni faire des enrôlements volontaires, même parmi leurs nationaux ;

c) Ils doivent s'abstenir de toute enquête sur les forces, l'emplacement ou les ressources de leurs ennemis, ne pas appareiller brusquement pour poursuivre ceux qui leur seraient signalés, en un mot, s'abstenir de faire du lieu de leur résidence la base d'une opération quelconque contre l'ennemi ; de n'employer la force ni la ruse pour repousser les prises faites par l'ennemi, ou pour délivrer des prisonniers de leur nation ;

3° Il ne peut être fourni à un belligérant que les vivres, denrées, approvisionnements et moyens de réparations nécessaires à la subsistance de son équipage et à la sécurité de sa navigation ;

4° Lorsque des belligérants ou navires de commerce des deux parties belligérantes se trouveront ensemble dans un port français, il y aura un intervalle qui ne pourra être moindre de vingt-quatre heures entre le départ de tout navire de l'un des belligérants et le départ subséquent de tout bâtiment de l'autre belligérant. Ce délai sera étendu, en cas de besoin, sur l'ordre de l'autorité maritime, autant que cela pourra être nécessaire ;

5° Il est interdit aux belligérants de se livrer à aucun acte d'hostilité dans toute l'étendue des eaux territoriales. Si une violation de cette règle venait à votre connaissance, sans que vous ayez pu la prévenir, vous auriez à m'en rendre compte immédiatement, afin que le Gouvernement puisse faire entendre, auprès de qui de droit, les protestations et réclamations nécessaires. Il en sera de même si des navires de commerce portant le pavillon français ou celui d'un des Etats protégés par la France venaient à être molestés dans l'exercice du droit de visite qui appartient aux belligérants.

Des instructions, conçues en termes identiques, sont adressées par MM. les ministres des Affaires étrangères, de la Marine et des Colonies

aux fonctionnaires et agents relevant de leur autorité, et sont communiquées, pour information, aux agents de la France et à l'étranger.

Veillez bien m'accuser réception de la présente dépêche.

*Le Président du Conseil,
Ministre de l'Intérieur et des Cultes,
E. COMBES.*

Certifié conforme aux originaux :

Paris, le 3 mars 1904.

*Le Chef du bureau du Secrétariat,
G. DE PILLOT.*

GRANDE-BRETAGNE

Proclamation de la neutralité de l'Angleterre dans la guerre russo-japonaise.

(11 février 1904).

(Traduction) (1)

De par le roi,
Proclamation :

Edouard, *Rex et Imperator*.

Attendu que Nous sommes heureusement en paix avec tous les Souverains, Puissances et Etats ;

Qu'un état de guerre existe malheureusement entre Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies et Sa Majesté l'Empereur du Japon, ainsi qu'entre leurs sujets respectifs et autres personnes habitant dans leurs pays, territoires ou possessions ;

Que Nous sommes en termes amicaux et en relations cordiales avec chacune de ces Puissances, de même qu'avec leurs divers sujets et autres personnes habitant dans leurs pays, territoires ou possessions ;

Qu'un grand nombre de Nos loyaux sujets résident et se livrent au commerce, possèdent des propriétés et des établissements et jouissent de différents droits et privilèges dans les possessions de chacune desdites puissances, protégés par la foi des traités conclus entre Nous et chacune d'elles ;

Et que, désireux d'assurer à Nos sujets les bienfaits de la paix dont, par bonheur, ils jouissent maintenant, Nous sommes fermement décidés et déterminés à garder une stricte et impartiale neutralité dans la dite guerre existant malheureusement entre les dites Puissances ;

Nous avons, par suite, jugé à propos, conformément à l'avis de Notre Conseil privé, de publier cette Proclamation royale ;

Et, par les présentes, Nous ordonnons et enjoignons formellement à tous Nos fidèles sujets de régler leur conduite en conséquence, en observant une stricte neutralité dans et pendant ladite guerre, et en s'abstenant de toute infraction ou contravention soit aux Lois et statuts du

(1) V° texte original dans les *Arch. dipl.* 1904 ; t. 89, p. 209 (n° de février).

Royaume édictés à ce sujet, soit au droit des gens y relatif, d'autant qu'ils auraient à en répondre à leurs risques et périls ;

Et attendu que, dans et par un Acte législatif élaboré et adopté au cours d'une session du Parlement, tenue dans la trente-troisième et trente-quatrième année du règne de feu Sa Majesté la Reine Victoria, intitulé « Acte pour régler la conduite des sujets de Sa Majesté pendant la durée des hostilités entre les Etats étrangers avec lesquels Sa Majesté est en paix » (1), il est notamment déclaré et ordonné ce qui suit :

« Le présent acte s'étendra à toutes les possessions de Sa Majesté, y compris les eaux territoriales adjacentes : »

« Enrôlement illégal

» Tout sujet britannique qui, soit dans les limites des possessions de Sa Majesté, soit au dehors, acceptera ou conviendra d'accepter, sans l'autorisation de Sa Majesté, une commission ou un engagement quelconque dans le service militaire ou naval (2) d'un Etat étranger en guerre avec un autre Etat étranger, lequel est en paix avec Sa Majesté et désigné dans le présent acte, sous le nom d'Etat ami, tout sujet britannique ou toute autre personne qui, dans les limites des possessions de Sa Majesté, induira une autre personne à accepter ou à convenir d'accepter une commission ou un engagement quelconque dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger, ainsi qu'il vient d'être dit,

» Se rendra coupable d'une infraction au présent acte et sera passible d'amende et de prison, ou seulement de l'une ou l'autre de ces peines, à la discrétion de la Cour devant laquelle l'infraction sera établie ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» Tout sujet britannique qui, sans l'autorisation de Sa Majesté, quittera ou s'embarquera pour quitter les possessions de Sa Majesté en vue d'accepter une commission ou un engagement dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou tout sujet britannique ou toute autre personne qui, dans les limites des possessions de Sa Majesté, induira quelqu'un à quitter ou à s'embarquer pour quitter les possessions de Sa Majesté dans le même but,

» Se rendra coupable d'une infraction au présent acte et sera passible d'amende et de prison, ou seulement de l'une ou l'autre de ces peines, à la discrétion de la Cour devant laquelle l'infraction sera établie ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé ».

» Toute personne qui induira une autre personne à quitter les possessions de Sa Majesté ou à s'embarquer, dans les limites des possessions de Sa Majesté, en la trompant par des rapports inexacts ou mensongers sur le service dans lequel elle doit entrer, avec l'intention ou de telle sorte que

(1) *Annuaire de législation étrangère*, année 1872.

(2) Le mot *service militaire* comprend la télégraphie militaire et tout autre emploi quelconque se rattachant à une opération militaire.

Le mot *service naval* s'applique aux faits suivants : servir comme matelot, faire fonctions de pilote pour diriger un navire de guerre ou tout autre navire employé dans une opération militaire ou navale ; exercer une fonction quelconque à bord d'un navire de guerre, d'un navire-transport, d'un navire-magasin, d'un corsaire ou d'un navire muni de lettres de marques (art. 30).

cette personne accepte ou convienne d'accepter une commission ou un engagement dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami,

» Se rendra coupable d'une infraction au présent acte et sera passible d'amende et de prison, ou seulement de l'une ou l'autre de ces peines, à la discrétion de la Cour devant laquelle l'infraction sera établie ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» Tout capitaine ou propriétaire d'un navire ⁽¹⁾ qui aura, prendra ou conviendra de prendre à son bord sciemment, dans les limites des possessions de Sa Majesté et sans l'autorisation de Sa Majesté, quelqu'une des personnes désignées dans les articles précédents, à savoir :

» 1. Tout sujet britannique qui, soit dans les limites des possessions de Sa Majesté, soit en dehors, acceptera ou conviendra d'accepter, sans l'autorisation de Sa Majesté, une commission ou un engagement quelconque dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami.

» 2. Tout sujet britannique qui, sans l'autorisation de Sa Majesté, s'apprête de quitter les possessions de Sa Majesté en vue d'accepter une commission ou un engagement dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami.

» 3. Toute personne qui aurait été induite à s'embarquer par des rapports inexacts ou mensongers sur le service dans lequel elle doit entrer, avec l'intention ou de telle sorte que cette personne accepte ou convienne d'accepter une commission ou un engagement dans le service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami

» Ce maître ou ce propriétaire se rendra coupable d'une infraction au présent acte, et en supportera les conséquences, à savoir :

» 1. Le contrevenant sera passible d'amende et d'emprisonnement, ou seulement de l'une ou l'autre de ces peines à la discrétion de la Cour devant laquelle le contrevenant est traduit ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» 2. Le navire sera retenu jusqu'au jugement, jusqu'à la condamnation ou l'acquittalment du capitaine ou propriétaire, et jusqu'à ce que toutes les amendes prononcées contre le capitaine ou propriétaire aient été payées ou que le capitaine ou propriétaire ait donné garantie pour le paiement de ces amendes au gré de deux juges de paix ou d'un ou de plusieurs magistrats ayant l'autorité de deux juges de paix ; et

» 3. Toute personne illégalement enrôlée sera ramenée à terre, aussitôt la contravention découverte, et il ne lui sera plus permis de retourner au navire.

» *Construction de navires et expéditions illégales*

» Toute personne qui, dans les limites des possessions de Sa Majesté, aura, sans l'autorisation de Sa Majesté, commis un des actes énumérés ci-dessous, à savoir :

» 1° Construit ou convenu de construire, ou fait construire un navire avec

(1) Le mot *navire* comprend toute espèce de bateaux, vaisseaux, batteries flottantes ou embarcations flottantes, et aussi toute espèce de bateaux, vaisseaux, batteries, construits pour se mouvoir à la surface ou au-dessous de la surface de l'eau (Art. 30).

l'intention qu'il soit employé au service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou sachant, ou même ayant juste raison de croire que telle est sa destination, ou :

» 2° Dressé ou délivré une commission pour un navire avec l'intention qu'il soit employé au service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou sachant, ou même ayant juste raison de croire que telle est sa destination ; ou

» 3° Équipé un navire avec l'intention qu'il soit employé au service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou sachant, ou même ayant juste raison de croire que telle est sa destination ; ou

» 4° Expédié, fait expédier, ou permis de faire expédier un navire avec l'intention qu'il soit employé au service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou sachant, ou même ayant juste raison de croire que telle est sa destination.

» Cette personne sera censée avoir contrevenu au présent acte et en supportera les conséquences suivantes, à savoir :

» 1. Le contrevenant sera passible d'amende et d'emprisonnement, ou de l'une ou l'autre de ces peines à la discrétion de la Cour devant laquelle le contrevenant est traduit ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» 2. Le navire, corps du délit, et son équipement, seront confisqués au profit de Sa Majesté.

» Cependant les personnes qui construiraient, feraient construire ou équiper un navire dans quelqu'un des cas sus-énumérés, en exécution d'un contrat antérieur au commencement de la guerre, ne seront pas passibles des peines édictées dans le présent article, si elles satisfont aux conditions suivantes, savoir :

» 1° Si, aussitôt que Sa Majesté a proclamé sa neutralité, elles informent le secrétaire d'Etat qu'elles sont en train de construire, faire construire ou équiper un navire ainsi qu'il vient d'être dit, et si elles fournissent sur le contrat et tout ce qui s'y rattache, sur son exécution dans le passé et dans l'avenir, tels détails que le secrétaire d'Etat pourrait requérir :

» 2° Si elles donnent telles garanties, prennent et permettent de prendre telles autres mesures, s'il y a lieu, que le secrétaire d'Etat peut prescrire pour empêcher que le navire ne soit expédié, livré ou déplacé sans l'autorisation de Sa Majesté, avant la fin de la guerre ainsi qu'il vient d'être dit.

» Lorsqu'un navire sera construit sur l'ordre ou en faveur d'un Etat étranger en guerre avec un Etat ami, ou livré à ou sur l'ordre de cet Etat ou d'une personne qui, à la connaissance du constructeur, est un agent dudit Etat, ou payé par cet Etat ou par cet agent, et qu'il sera employé au service militaire ou naval de l'Etat étranger dont il s'agit, ce navire sera considéré, jusqu'à preuve contraire, comme construit en vue de cet emploi, et ce sera au constructeur à prouver qu'il ignorait que le navire fût destiné à être employé au service militaire ou naval dudit Etat étranger.

» Toute personne qui, dans les limites des possessions de Sa Majesté, sans l'autorisation de Sa Majesté,

» En augmentant le nombre des canons, ou en changeant ceux qui sont à bord avec d'autres, ou en ajoutant quelque chose à l'équipement de guerre d'un navire, accroît ou augmente, ou donne le moyen d'accroître ou d'augmenter, ou participe sciemment au fait d'accroître et d'augmenter la puissance de combat d'un navire qui, au moment où il se trouvait dans les

limites des possessions de Sa Majesté, était au service militaire ou naval d'un Etat étranger en guerre avec un Etat,

» Cette personne se rendra coupable d'une infraction au présent acte, et sera passible d'amende et d'emprisonnement, ou seulement de l'une ou l'autre de ces deux peines, à la discrétion de la Cour devant laquelle le contrevenant est traduit ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» Lorsque dans les limites des possessions de Sa Majesté et sans l'autorisation de Sa Majesté, quelqu'un :

» Prépare ou équipe une expédition navale ou militaire contre les possessions d'un Etat ami, les conséquences ci-dessous s'ensuivront :

» 1. Toute personne engagée dans lesdits préparatifs d'équipement, ou qui y prêtera assistance, ou qui sera employée à un titre quelconque dans ladite expédition, se rendra coupable de contravention à la présente loi et sera passible d'amende et d'emprisonnement, ou seulement de l'une ou l'autre de ces peines, à la discrétion de la Cour devant laquelle le contrevenant est traduit ; l'emprisonnement, s'il est prononcé, pourra être soit avec, soit sans travail forcé.

» 2. Tous navires et leur équipement, et toutes armes et munitions de guerre servant à ladite expédition ou en faisant partie, seront confisqués au profit de Sa Majesté.

» Quiconque aide à accomplir une infraction au présent acte, quiconque y provoque, le conseille ou en fournit les moyens, sera sujet à être jugé et puni comme auteur principal. »

Et attendu que cet acte dispose ensuite que les navires construits, commissionnés, équipés ou expédiés en contravention au dit acte peuvent être condamnés et confisqués par jugement de la Cour de l'Amirauté, et que, si le Secrétaire d'Etat ou l'Autorité Exécutive supérieure est convaincu qu'il existe des raisons suffisantes pour croire qu'un navire a été ou est construit, commissionné ou équipé en dedans des limites de Nos possessions, contrairement audit acte, et est sur le point d'être pris au delà de ces limites, ou qu'un navire est sur le point d'être expédié contrairement audit acte, ledit Secrétaire d'Etat ou ladite Autorité supérieure aura le pouvoir de rendre une ordonnance autorisant la saisie et la poursuite de ce navire et sa rétention jusqu'à ce qu'il ait été condamné ou acquitté suivant la procédure légale. Et comme certains pouvoirs de saisie et de rétention sont conférés par le dit acte à certaines autorités locales ;

Par suite, afin qu'aucun de Nos sujets ne s'expose par mégarde aux pénalités édictées par ledit acte, Nous ordonnons formellement, par les présentes, qu'aucune personne, quelle qu'elle soit, ne se livre à aucun agissement ou ne fasse aucune chose contraire aux dispositions dudit acte, si elle ne veut se rendre passible des diverses pénalités qu'il établit et de Notre haut mécontentement.

Et Nous invitons et exhortons tous Nos fidèles sujets, et toutes personnes quelconques ayant des titres à Notre protection, à observer, vis-à-vis de chacune des Puissances ci-dessus indiquées, leurs sujets et leurs territoires, et vis-à-vis de tous belligérants avec lesquels Nous sommes en paix, les devoirs de la neutralité, et de respecter, en chacun d'eux, l'exercice des droits des belligérants.

Et Nous avertissons, en outre, tous Nos fidèles sujets et toutes personnes quelconques ayant des titres à Notre protection, pour le cas où quelques-uns d'entre eux s'aviseraient, au mépris de Notre proclamation royale

et de Notre haut mécontentement, de se livrer à des actes contraires à leur devoir comme sujets d'une puissance neutre dans une guerre entre d'autres Puissances, ou aux prescriptions du droit des gens à ce sujet, plus spécialement en forçant ou essayant de forcer un blocus régulièrement et effectivement établi par une desdites Puissances, ou bien en transportant des officiers, soldats, dépêches, armes, munitions, vivres ou approvisionnements militaires, ou des objets quelconques considérés et réputés comme contrebande de guerre, suivant le droit des gens et les usages internationaux modernes, pour les besoins ou le service de l'une desdites puissances, que toutes les personnes coupables de ces actes, ainsi que leurs navires et marchandises, encourraient légalement et s'exposeraient justement à être capturés par les armes et se rendraient, en outre, passibles des pénalités établies par le droit des gens à ce sujet.

Et Nous faisons savoir, par les présentes, que tous Nos sujets et toutes personnes ayant des titres à Notre protection qui pourront se rendre coupables des actes dont il s'agit, le feront à leurs risques et périls et sous leur entière responsabilité, et qu'ils n'obtiendront de Nous aucune protection contre lesdites capture et pénalité, mais, au contraire, encourront Notre haut mécontentement par leur conduite répréhensible.

Donné en Notre Cour, au Palais de Buckingham, ce onzième jour de février, en l'an mil neuf cent quatre de Notre-Seigneur et en la quatrième année de notre règne.

Dieu protège le Roi.

**Le Très Honorable Marquis de Lansdowne aux Lords
Commissaires de l'Amirauté (1).**

Ministère des Affaires étrangères, le 10 Février 1904.

Messeigneurs,

Sa Majesté étant fermement déterminée à observer les devoirs de la neutralité pendant la guerre existant entre la Russie et le Japon, étant, en outre, résolue à empêcher, dans la mesure du possible, que les ports, rades et côtes des possessions de Sa Majesté, ainsi que les eaux placées sous sa juridiction territoriale, puissent servir aux opérations de l'un ou l'autre des belligérants, m'a ordonné de communiquer à Vos Seigneuries, pour que vous y conformiez votre conduite, les règles suivantes, qui doivent être respectées et exécutées comme ordres et instructions de Sa Majesté.

RÈGLE 1. — Pendant la durée de la présente guerre, il est interdit à tous vaisseaux de guerre de l'un ou l'autre belligérant de faire usage d'un port ou d'une rade quelconque dans le Royaume-Uni, l'île de Man ou les îles de la Manche, ou dans quelque une des colonies ou possessions de Sa Majesté ou de leurs dépendances, non plus que des eaux soumises à la juridiction territoriale de la Couronne britannique, comme station ou lieu de refuge en vue d'opérations de guerre ou dans le but d'obtenir des facilités pour leur ravitaillement ; et aucun navire de guerre de l'un des belligérants ne devra désormais être autorisé à quitter un desdits ports, une

(1) Semblable lettre a été adressée aux Ministère des Finances, de l'Intérieur, des Colonies, de la Guerre, de l'Inde, de l'Ecosse et du Commerce.

desdites rades ou lesdites eaux dont un navire de l'autre belligérant (qu'il s'agisse d'un navire de guerre ou d'un navire du commerce) sera parti précédemment, si ce n'est après l'expiration d'un délai d'au moins vingt-quatre heures depuis que ce dernier sera sorti des limites de la juridiction territoriale de Sa Majesté.

RÈGLE 2. — S'il y a actuellement, dans un desdits ports ou une des dites rades ou dans les eaux soumises à la juridiction territoriale de la Couronne britannique, quelque vaisseau de guerre de l'un ou l'autre des belligérants, celui-ci devra quitter le port, la rade ou les eaux dans un délai d'au moins vingt-quatre heures, qui sera fixé raisonnablement en ayant égard aux conditions dans lesquelles se trouve ce navire au point de vue des réparations, des vivres et des choses nécessaires à la subsistance de l'équipage. Si, ultérieurement, quelque navire de guerre de l'un ou l'autre des belligérants entre dans un desdits ports ou une desdites rades ou dans les eaux soumises à la juridiction territoriale de la Couronne britannique, ce navire devra repartir et reprendre la mer dans un délai de vingt-quatre heures après son arrivée, excepté dans le cas de gros temps, ou bien s'il avait besoin de vivres ou de choses indispensables à la subsistance de l'équipage, ou de réparations ; dans chacun de ces cas, les autorités du port ou du port le plus voisin (suivant le cas) lui enjoindront de reprendre la mer le plus tôt possible après l'expiration dudit délai de vingt-quatre heures, sans lui permettre de prendre plus d'approvisionnements que ce qui peut lui falloir pour son usage immédiat ; et aucun navire de ce genre, qui pourra être autorisé à demeurer dans les eaux britanniques en vue de réparations à effectuer, ne devra continuer à séjourner dans ces eaux plus de vingt-quatre heures après l'achèvement des réparations nécessaires. Il est entendu, néanmoins, que, dans tous les cas où plusieurs navires (soit de guerre, soit de commerce) appartenant aux deux parties belligérantes se trouveront ensemble dans le même port, la même rade ou les mêmes eaux sous la juridiction territoriale de Sa Majesté, il y aura un intervalle d'au moins vingt-quatre heures entre le départ d'un des navires (soit de guerre, soit de commerce) de l'un des belligérants et le départ suivant d'un navire de guerre de l'autre belligérant ; et le délai ici fixé pour le départ respectif de ces navires de guerre devra toujours, en cas de nécessité, être prorogé autant qu'il pourra être nécessaire pour que cette disposition produise son effet, mais non dans d'autres circonstances.

RÈGLE 3. — Aucun navire de guerre de l'un ou l'autre belligérant ne devra désormais être autorisé, tandis qu'il sera dans un port, une rade ou des eaux sous la juridiction territoriale de Sa Majesté, à embarquer des approvisionnements, excepté des vivres et telles autres choses qui pourront être indispensables pour la nourriture de l'équipage, et excepté aussi du charbon, mais seulement en quantité suffisante pour permettre au navire de se rendre dans le port de son propre pays le plus voisin ou dans quelque place neutre plus proche et désignée d'avance, et l'on ne devra plus fournir de charbon à ce navire de guerre dans le même port, la même rade ou les mêmes eaux, ou dans un autre port, une autre rade ou d'autres eaux sous la juridiction territoriale de Sa Majesté, sans permission spéciale, sauf après l'expiration d'un délai de trois mois à compter du jour où du charbon lui a été livré pour la dernière fois dans les eaux britanniques.

RÈGLE 4. — Il est interdit aux vaisseaux armés de l'un ou l'autre belligérant de transporter les prises faites par eux dans les ports, havres, rades ou eaux du Royaume-Uni, de l'île de Man, des îles de la Manche, ou des colonies ou possessions quelconques de Sa Majesté.

Le Gouverneur ou autre autorité supérieure de chacun des territoires ou chacune des possessions de Sa Majesté au delà des mers devra immédiatement notifier et publier les règles ci-dessus.

Je suis, etc...

LANSDOWNE.

GRANDE-BRETAGNE

Possessions anglaises d'Asie. — Inde. — Voyageurs dans l'Inde. — Facilités douanières.

(11 février 1904).

La *Gazette* du Gouvernement de Bombay du 11 février 1904 a publié un certain nombre de règlements établis par le Gouvernement de l'Inde et concernant les bagages des voyageurs, soit ceux qu'ils amènent avec eux, soit ceux qui ont pu les précéder ou les suivre à un mois de distance et qui sont, *bona fide*, partie intégrante de leur équipement de voyage.

Jusqu'à ce jour, les receveurs des douanes avaient complète liberté, après examen des bagages, d'appliquer des droits à tous les articles qu'ils en jugeaient susceptibles. Il n'en sera plus ainsi à l'avenir. Dorénavant, les bagages des passagers seront exempts de tous droits, sauf les quatre exceptions suivantes :

1° Les armes et les munitions taxés 10 p. 100 *ad valorem* ;

2° Les liqueurs alcooliques, au delà de deux quarts, et les eaux de toilette et parfums au delà d'un quart ; le champagne, la bière, le sel, l'opium et le poisson salé, taxés au tarif courant ;

3° 50 cigares, 100 cigarettes, 1 livre de tabac sont autorisés. Les quantités dépassant ces chiffres sont taxées au tarif ;

4° Le pétrole.

Il est recommandé aux receveurs d'accorder aux voyageurs le traitement le plus libéral. Une simple déclaration touchant les quatre points ci-dessus sera suffisante (*Communication du consul de France à Bombay*).

RUSSIE

Avis de la direction générale des Postes et Télégraphes, Mandats postaux internationaux (1).

A partir du 2 (15) avril a. c., seront mis en pratique les envois d'argent par mandat postal de Russie en Autriche, en Hongrie, en Allemagne, en France et en Suisse, et *vice versa*.

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 7 (20) mars, 1904, partie officielle.

Les opérations de ce genre seront faites conformément aux règles des envois d'argent à l'intérieur de l'Empire et se feront par l'intermédiaire des bureaux du ressort de la direction des postes et des télégraphes, en observant les règles supplémentaires qui suivent :

1) Les envois d'argent par mandats télégraphiques ne sont pas autorisés.

2) Les envois se font sur des formulaires spéciaux, délivrés gratis aux expéditeurs.

3) La somme de l'envoi doit être indiquée sur le formulaire par l'expéditeur, en monnaie du pays de destination, à savoir : en couronnes et hellers pour l'Autriche ; en couronnes et fillers pour la Hongrie ; en marcs et pfennigs pour l'Allemagne ; en francs et centimes pour la France et la Suisse.

4) Les noms et prénoms de l'expéditeur et du destinataire ainsi que l'adresse de ce dernier (ville ou localité) ainsi que le nom du pays doivent être écrits par l'expéditeur sur le formulaire du transfert non seulement en langue russe, mais dans une langue étrangère (en caractères latins).

5) Il est défendu d'ajouter des remarques par écrit sur les formulaires de transferts, vu que ces derniers ne seront pas envoyés dans les pays suivants : Autriche-Hongrie, Allemagne, France et Suisse ; l'administration russe des postes et télégraphes fera parvenir aux administrations postales des pays ci-dessus des listes contenant l'indication des expéditeurs et destinataires, la localité où le paiement doit s'effectuer, et la somme à payer.

6) Les plus grandes sommes qu'il soit permis de transférer sont :

254 couronnes en Autriche et en Hongrie.

216 marcs en Allemagne.

266 francs en France et en Suisse.

Dans la désignation des sommes à transférer, il n'est pas permis d'indiquer des fractions de hellers, de fillers et des montants inférieurs à 5 centimes.

7) La réception de l'argent par mandat-postal se fera d'après les cours suivants :

1 couronne (Autriche-Hongrie) = 39.377 cop.

1 marc (Allemagne) = 46.293 cop.

1 franc = 37.5 cop.

8) Une taxe de 10 cop. pour chaque somme de 10 r. et fractions de 10 r. sera prélevée sur les mandats-postaux à destination des pays sus indiqués ; cette taxe sera établie de la manière suivante :

Jusqu'à 10 r.....	10 cop.
De 10 à 20 r.....	20 cop., etc.

9) Les mandats postaux peuvent être présentés avec un avis de paiement, moyennant l'observation des règles édictées à ce sujet.

10) Après la livraison du mandat à la poste, mais seulement dans les 6 mois qui suivront la remise et en observant les règles à cet effet, l'expéditeur aura le droit de demander à recevoir un avis de paiement, ainsi

que de changer l'adresse du mandat postal (nom et résidence du destinataire) ou d'en exiger le remboursement.

Les demandes de remboursement ou de changement d'adresse des mandats postaux, ne sont pas admises par télégraphe.

11) En cas de perte par la poste d'un mandat postal, l'expéditeur a le droit de demander le remboursement du mandat ou l'envoi d'un duplicata et cela dans le courant d'une année à partir du jour de la remise du mandat-postal au bureau.

RUSSIE

Direction générale des Postes et des Télégraphes. — Convention avec la France, relative à l'échange de transfert d'argent par la poste.

Avis (1)

L'administration des postes de France ayant fait savoir que le Gouvernement français n'a pas encore ratifié la convention relative à l'échange de transferts d'argent par la poste avec la Russie, l'échange desdits transferts entre la Russie et la France, fixé au 2 (15) avril (v. le N° 59 du *Messenger officiel*, du 6 mars 1904) est remis jusqu'à nouvel ordre.

(Messenger officiel.)

RUSSIE

Documents relatifs à la guerre russo-japonaise.

Télégramme circulaire du Ministre des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger.

Saint-Petersbourg, 24 janvier (6 février) 1904 (2)

Le ministre du Japon accrédité près la cour impériale a été chargé par son Gouvernement de remettre une note portant à la connaissance du Gouvernement impérial la décision du Japon, de cesser toute négociation ultérieure et de rappeler de Saint-Petersbourg son ministre et tout le personnel de la légation.

En conséquence, S. M. l'Empereur a daigné ordonner que le ministre de Russie à Tokio, avec tout le personnel de la légation impériale, quitte sans retard la capitale du Japon.

La manière d'agir du Gouvernement de Tokio, qui n'a même pas attendu la remise de la réponse du Gouvernement impérial expédiée ces jours-ci, fait retomber sur le Japon toute la responsabilité des conséquences que pourra avoir la rupture des relations diplomatiques entre les deux Empires.

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 2 (15) avril, n° 88, partie officielle.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 26 janvier (8 février 1904), n° 24, partie officielle.

Communiqué officiel ⁽¹⁾.

Dans le courant de l'année écoulée, le cabinet de Tokio avait adressé au Gouvernement impérial la proposition de reviser les traités existants au sujet des affaires de Corée, dans le but d'établir, sur les bords de l'océan Pacifique, l'équilibre et un état de choses plus stable.

D'ordre de Sa Majesté l'Empereur et vu la création vers cette époque du poste de lieutenant en Extrême-Orient, l'aide de camp général Alexeiew fut chargé d'élaborer le projet d'une entente nouvelle avec le concours du ministre de Russie à Tokio, appelé à négocier avec le Gouvernement japonais.

Bien que depuis le mois d'août l'échange de communications avec le cabinet de Tokio ait conservé un caractère amical, les cercles politiques au Japon, ainsi que la presse japonaise et certains organes de la presse étrangère, firent tous leurs efforts pour provoquer l'explosion de sentiments belliqueux parmi les Japonais et pousser leur Gouvernement à des hostilités contre la Russie.

Sous l'influence de ces dispositions, le cabinet de Tokio témoigna des prétentions toujours croissantes dans les négociations en cours, tout en prenant les mesures les plus étendues pour préparer le pays à une guerre.

Ces circonstances ne pouvaient certainement pas troubler le calme de la Russie, mais elles la déterminèrent à prendre aussi de son côté les mesures indiquées par rapport à ses forces de terre et de mer. Cependant la Russie, animée d'un désir sincère de conserver la paix en Extrême-Orient, autant que ses droits indiscutables et ses intérêts le permettraient, accueillit les déclarations du Gouvernement de Tokio avec toute l'attention qu'elles méritaient et se montra disposée à reconnaître, aux termes de la convention projetée, la prépondérance économique et commerciale du Japon dans la presqu'île de Corée, ainsi que le droit de protéger ses intérêts par la force militaire dans le cas où des troubles viendraient à éclater dans ce pays.

D'autre part, la Russie, maintenant rigoureusement le principe essentiel de sa politique en Corée et considérant que les conventions précédentes avec le Japon, ainsi que les traités conclus par d'autres puissances, avaient constamment garanti l'indépendance et l'intégrité de la Corée, dut nécessairement insister sur :

- 1° Une garantie réciproque et absolue de ce principe essentiel ;
- 2° L'engagement de n'affecter aucune partie du territoire coréen à des buts stratégiques quelconques, vu que toute action de ce genre de la part d'un Etat étranger dérogerait directement au principe de l'indépendance de la Corée, et enfin
- 3° La garantie de la liberté absolue de la navigation dans le détroit de Corée.

Le projet d'entente élaboré dans ce sens ne satisfit cependant pas le Gouvernement japonais, lequel, dans ses dernières notes, non seulement déclina l'acceptation des conditions destinées à garantir l'indépendance de la Corée, mais encore insista sur l'insertion de stipulations relatives à la Mandchourie.

(1) *Messenger du Gouvernement*, 9 février. *Journal de Saint-Petersbourg*, 28 janvier (10 février) 1904, n° 26, partie officielle.

De pareilles prétentions du Japon étaient évidemment inadmissibles.

La question de la position de la Russie en Mandchourie concerne avant tout la Chine elle-même et ensuite toutes les autres puissances qui ont des intérêts commerciaux dans le Céleste-Empire. Par suite de ces considérations, le Gouvernement impérial ne pouvait admettre qu'il y eût lieu d'insérer des clauses concernant l'occupation russe en Mandchourie dans un traité avec le Japon spécialement relatif aux affaires de Corée.

Le Gouvernement impérial ne refuse pas d'ailleurs de reconnaître, durant l'occupation militaire de la Mandchourie, la souveraineté de l'empereur de Chine sur cette province, de même que les avantages stipulés en faveur des puissances qui ont conclu à ce sujet des traités avec la Chine, ainsi qu'il a été communiqué précédemment aux cabinets étrangers.

En vertu de ce qui précède, le Gouvernement impérial, ayant chargé son représentant à Tokio de faire parvenir sa réponse aux dernières propositions japonaises, était en droit de s'attendre à ce que le cabinet de Tokio attacherait de l'importance aux considérations susdites et apprécierait le désir témoigné par la Russie d'arriver à une entente pacifique avec le Japon.

Or, le Gouvernement japonais a pris la décision de rompre les négociations diplomatiques sans même avoir attendu que la réponse de la Russie lui fût parvenue.

En conséquence, reportant sur le Japon toute la responsabilité pour les suites qui peuvent découler de sa manière d'agir, le Gouvernement impérial attendra la marche ultérieure des événements, se réservant de prendre, à la première urgence, les mesures les plus décisives pour la défense de ses droits et de ses intérêts dans l'Extrême-Orient.

Télégramme reçu par S. M. l'Empereur du lieutenant impérial en Extrême-Orient (1).

J'informe très respectueusement Votre Majesté Impériale de ce que vers minuit, dans la nuit du 26 au 27 janvier (1), les torpilleurs japonais ont attaqué à l'improviste l'escadre stationnée dans la rade extérieure de la forteresse de Port-Arthur. Les cuirassés *Retvisan*, *Césarévitch* et le croiseur *Pallas* ont eu des avaries, dont on examine actuellement le degré de gravité. Je transmettrai les détails à Votre Majesté Impériale à titre d'information supplémentaire.

(*Messenger officiel.*) (2)

Manifeste Impérial relatif à l'ouverture des hostilités contre le Japon.

27 janvier (v. s.), 9 février 1904.

Voir *Archives Diplomatiques*, 1904, tome 89, p. 320

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 28 janvier (10 février 1904) partie non officielle.

(2) 8/9 février, nouv. st.

Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant.

Ayant reconnu nécessaire de mettre sur le pied de guerre les troupes de la circonscription militaire de Sibérie et de compléter de même sur le pied de guerre les troupes de seconde ligne de la lieutenance, Nous avons ordonné à la présente date, par oukase au ministre de la guerre, de prendre immédiatement, d'après Nos indications, les mesures nécessaires à cet effet.

Nous ordonnons en même temps :

1. D'appeler au service actif conformément au tableau de mobilisation qui est appliqué actuellement, les sous-officiers et soldats de la réserve de l'armée et de la marine de tous les territoires et de toutes les provinces de la circonscription militaire de Sibérie, et de même l'effectif qui sera nécessaire des districts de la circonscription militaire de Kazan : province de Viatka — district de Kotelniki, et province de Perm — district de Verkhotourié, d'Irbit, de Kamyschl et de Schadrine.

2. D'appeler au service actif tous les officiers de la réserve domiciliés dans les limites de l'Empire, qui, conformément aux répartitions actuellement appliquées, sont nominalement désignés pour remplir les cadres des troupes de la circonscription militaire de Sibérie, et

3. D'acheter le nombre de chevaux nécessaire, conformément aux calculs qui seront effectués à cet effet sur place.

Le sénat dirigeant prendra les mesures voulues pour l'exécution des présentes.

NICOLAS.

Saint-Petersbourg, 28 janvier 1904 (1).

(*Messenger officiel*).

Télégramme du ministre de Russie à Pékin.

En réponse à ma demande officielle, le gouvernement chinois m'a assuré par écrit que le port de Weï-Haï-Weï continue à se trouver dans la situation de port cédé à bail aux Anglais.

D'un autre côté, le cabinet de Londres a communiqué officiellement au Gouvernement impérial que les autorités anglaises de Weï-Haï-Weï l'ont informé d'une manière catégorique, qu'elles ne savaient rien des mouvements de l'escadre japonaise, les vaisseaux qui la composent n'ayant pas du tout été vus près du port cédé aux Anglais.

Les renseignements ci-dessus démentent les bruits répandus par la presse concernant la remise de Weï-Haï-Weï au Japon (2).

Note parue au « Messenger officiel » (3).

I. — Une semaine s'est écoulée depuis que la Russie entière s'est émue d'une profonde indignation à l'égard d'un ennemi qui a inopinément

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 1 (14) février 1904, N° 30, partie officielle.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 4/17 février 1904, n° 33, partie non officielle.

(3) *Journal de Saint-Petersbourg*, 5 (18) février 1904 (N° 34), partie non officielle.

rompu les négociations en cours et a tenté par un coup frappé à la dérobée, de remporter un succès facile, dans une guerre qu'il désirait depuis longtemps. Toute la société russe, saisie d'une impatience naturelle, désire une prompte revanche et attend fiévreusement les nouvelles d'Extrême-Orient.

L'union et la puissance de la nation russe ne permettent guère à personne au monde de douter que le Japon ne doive subir un châtiment mérité pour sa félonie et pour avoir rompu la paix, dont le maintien à l'égard de tous les peuples a toujours été le désir de notre bien-aimé Monarque. Cependant les conditions mêmes de la guerre nous obligent à attendre patiemment les nouvelles relatives au succès de nos armes, lesquelles ne peuvent venir avant le commencement des opérations décisives de l'armée russe.

L'attaque de la partie la plus éloignée de notre territoire, à plusieurs milliers de verstes du centre de l'Empire, et le désir sincère de notre gouvernement de maintenir la paix, ayant empêché de préparer préalablement la guerre, nous sommes obligés d'employer un temps considérable pour arriver à porter au Japon des coups dignes de la puissance de la Russie, afin d'infliger, tout en épargnant le précieux sang russe, un châtiment mérité à la nation qui a eu l'audace de nous défier à la lutte.

Que la société russe attende donc patiemment les événements à venir, dans la certitude que notre armée fera payer au centuple le défi qui nous a été jeté.

Les opérations sérieuses sur terre ne commenceront pas de sitôt et nous ne devons et ne pouvons pas attendre de prompts nouvelles au sujet de nos opérations sur le théâtre de la guerre. Le sacrifice gratuit du sang russe pour le châtiment immédiat de nos ennemis serait indigne de la grandeur et de la force de la Russie.

Notre pays a témoigné ces jours d'une telle union et d'un tel désir de sacrifier tout son avoir pour le bien de notre patrie bien-aimée, que la moindre nouvelle certaine venant du théâtre de la guerre sera, sans nul doute, communiquée immédiatement à toute la nation russe.

Communiqué publié au « *Messenger officiel* » (1).

La presse étrangère a publié, d'après des informations de source japonaise, des comptes rendus des événements qui ont immédiatement précédé la rupture des relations diplomatiques et l'ouverture des hostilités entre la Russie et le Japon. Comme il fallait s'y attendre, on a volontairement dénaturé les faits, dans ces comptes rendus, dans le but de justifier la manière d'agir du Gouvernement japonais, lequel, en violant les règles les plus élémentaires des rapports internationaux, a révolté partout la conscience publique.

Voici la véritable marche des événements :

3/16 janvier. — Après avoir reçu du lieutenant impérial en Extrême-Orient la communication télégraphique des dernières propositions du Japon relativement au projet d'entente, le Gouvernement impérial les a immédiatement examinées avec soin.

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, des 7 et 8 (20 et 21) février (N° 36) 1904, partie non officielle.

12/25 janvier. — En réponse à la question posée par le ministre du Japon à Saint-Pétersbourg, à quelle date approximativement il fallait attendre la réponse du Gouvernement russe, M. Kourino a été informé que Sa Majesté l'Empereur avait daigné nommer, pour que cette réponse fût étudiée à tous les points de vue, après s'être entendue avec les administrations compétentes et avec le lieutenant impérial, un conseil spécial qui se réunirait le 15/28 janvier et que, selon toutes probabilités, la décision impériale ne serait pas prise avant le 20 janvier /2 février.

20 janvier /2 février. — Sa Majesté l'Empereur a daigné ordonner de rédiger, aux termes des conclusions du conseil spécial, des instructions définitives pour le ministre de Russie à Tokio.

21 janvier /3 février. — En vertu de l'ordre impérial précité, il a été expédié en Extrême-Orient au lieutenant impérial trois télégrammes contenant le texte complet du projet d'entente avec le Japon, ainsi que tous les arguments et toutes les considérations qui avaient guidé le Gouvernement impérial, en introduisant quelques changements dans les dernières propositions du Japon, et enfin les indications générales que le lieutenant impérial était chargé de transmettre au ministre de Russie à Tokio, pour la remise de la réponse au Gouvernement japonais.

Pour gagner du temps, tous les télégrammes en question ont été expédiés le même jour directement au baron Rosen.

22 janvier /4 février. — En conséquence, 48 heures avant d'avoir reçu du Gouvernement de Tokio la notification de la rupture des relations diplomatiques, le ministre des affaires étrangères, dans une lettre adressée au ministre du Japon à Saint-Pétersbourg lui a communiqué que les propositions constituant la réponse de la Russie avaient été transmises au baron Rosen.

23 janvier /5 février. — Réception d'un avis du lieutenant impérial annonçant la transmission immédiate à Tokio de tous les télégrammes contenant les propositions responsives de la Russie.

Le samedi 24 janvier /6 février, à 4 heures de l'après-midi, le ministre du Japon à Saint-Pétersbourg a fait remettre d'une manière tout à fait inattendue, au ministre des affaires étrangères, deux notes, dont la première annonçait que le Gouvernement de Tokio avait suspendu toute espèce de négociations, sous le prétexte, — inventé, comme on le voit par ce qui précède, — que la Russie évitait de répondre aux propositions du Japon, et dont la seconde déclarait que les relations diplomatiques entre les deux Gouvernements étaient rompues et que tout le personnel de la légation du Japon à Saint-Pétersbourg quitterait cette ville le 28 janvier.

Les deux notes en question étaient accompagnées d'une lettre, ayant un caractère privé, du ministre du Japon au ministre des affaires étrangères, par laquelle M. Kourino exprimait l'espoir que la rupture des relations diplomatiques ne serait que de la plus courte durée possible.

A la même date du 24 janvier /6 février, le lieutenant impérial en Extrême-Orient, les ministres à Tokio, à Pékin et à Séoul, ainsi que tous les représentants de la Russie près les grandes puissances, étaient informés par des télégrammes urgents de la rupture des relations avec le Japon et de l'ordre donné par Sa Majesté l'Empereur au baron Rosen de quitter Tokio avec tout le personnel de la légation. Il était constaté en outre dans

cette dépêche circulaire que la manière d'agir du Gouvernement de Tokio, qui n'avait pas même attendu la réponse du Gouvernement impérial, faisait retomber sur le Japon la responsabilité des conséquences que pourrait avoir la rupture des relations diplomatiques entre les deux Empires.

Le lieutenant impérial a fait savoir par un télégramme expédié à Saint-Pétersbourg dans la journée du 25 janvier qu'il avait reçu la circulaire relative à la rupture des relations avec le Japon.

Quoique la rupture des relations diplomatiques ne signifie pas du tout l'ouverture des hostilités, le Gouvernement japonais a commis déjà dans la nuit du 27 et dans le courant des journées du 27 et du 28 janvier toute une série d'attaques révoltantes contre les navires de guerre et de commerce russes, en dépit des lois généralement adoptées du droit international.

Le Manifeste de l'Empereur du Japon annonçant la déclaration de la guerre à la Russie n'a paru que le 29 janvier / 11 février.

Circulaire du Ministre des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger, en date du 9 (22) février 1904 (1).

A partir du moment de la rupture survenue entre la Russie et le Japon, le Gouvernement de Tokio a prouvé par sa manière d'agir un mépris évident et absolu de tous les usages et règlements qui déterminent les rapports entre les Etats civilisés.

Sans entrer actuellement dans l'examen détaillé de toutes les infractions faites par le Japon à ces règlements, le Gouvernement impérial croit devoir attirer l'attention la plus sérieuse des puissances sur les mesures arbitraires auxquelles le Gouvernement japonais a eu recours à l'égard de la Corée.

La souveraineté et l'intégrité de la Corée, comme d'un Etat parfaitement indépendant, ont été reconnues par toutes les puissances. La stabilité de ces principes fondamentaux a été confirmée par l'article 1^{er} du traité de Simonoséki, par le traité conclu spécialement dans ce but entre l'Angleterre et le Japon lui-même le 17 (30) janvier 1902, ainsi que par la déclaration franco-russe du 3 (16) mars de la même année.

Prévoyant le danger éventuel d'un conflit entre la Russie et le Japon, l'empereur de Corée a adressé à toutes les puissances, dès le commencement du mois de janvier de l'année courante, un télégramme-circulaire notifiant la décision qu'il avait prise d'observer la plus stricte neutralité. La majorité des puissances, y compris la Russie, avaient pris acte de cette déclaration et l'avaient accueillie favorablement.

D'après les renseignements communiqués par le ministre de Russie en Corée, — le Gouvernement britannique, qui avait signé avec le Japon le susdit traité du 17 (30) janvier 1902, avait chargé son représentant à Séoul de transmettre par une note officielle à l'empereur de Corée les remerciements du cabinet de Saint-James d'avoir déclaré que la Corée resterait strictement neutre en cas de rupture entre la Russie et le Japon.

Malgré toutes ces circonstances, au mépris de tous les traités, de ses propres engagements et contrairement aux lois fondamentales du droit des gens, ainsi que le prouvent actuellement les données exactes et indéniablement vérifiées :

(1) *Journal de Saint-Pétersbourg*, 11 (24) février 1904, partie officielle.

1° Le Gouvernement japonais a procédé avant même l'ouverture des hostilités contre la Russie, au débarquement de ses troupes sur le territoire de l'Etat indépendant de Corée qui avait proclamé sa neutralité.

2° Un détachement de l'escadre japonaise a soudainement attaqué, le 26 janvier, c'est-à-dire trois jours avant la déclaration de la guerre, deux bâtiments russes qui se trouvaient dans le port neutre de Tchemoulpo. Les Japonais ayant interrompu, avec préméditation, la transmission des télégrammes russes par le câble appartenant à la Société danoise et ayant rompu les fils télégraphiques de l'Etat coréen, les commandants de ces deux bâtiments de guerre russes ne pouvaient pas être instruits de la rupture des relations diplomatiques entre les deux Empires.

Les télégrammes officiels du ministre de Russie à Séoul livrés à la publicité contiennent les détails de cette agression révoltante contre les bâtiments russes (1).

3° Contrairement aux règles du droit des gens à ce sujet et quelque temps avant l'ouverture des hostilités, le Japon a capturé comme butin de guerre les navires de commerce russes qui se trouvaient dans les ports neutres de la Corée.

4° Le Gouvernement japonais a chargé le ministre du Japon à Séoul de déclarer à l'empereur de Corée que dorénavant cet Etat serait administré par le Japon et de prévenir Sa Majesté qu'en cas de résistance les troupes japonaises occuperaient le palais.

5° Par l'entremise du ministre de France, le Japon a invité le représentant de la Russie auprès de l'empereur de Corée à quitter le pays, avec tout le personnel de la légation et des consulats.

Estimant que les faits énumérés constituent une infraction éclatante aux préceptes universellement reconnus du droit international, le Gouvernement impérial croit devoir protester auprès de toutes les puissances contre les procédés du Gouvernement japonais, dans la ferme conviction que tous les Etats qui attachent du prix aux principes garantissant leurs relations réciproques, partageront la manière de voir de la Russie.

Le Gouvernement impérial trouve en même temps nécessaire de déclarer que, vu l'usurpation du pouvoir en Corée par le Japon, la Russie considère comme nulles et non avenues toutes les dispositions et déclarations qui pourraient émaner au nom du Gouvernement coréen.

Veuillez communiquer ce qui précède au Gouvernement auprès duquel vous êtes accrédité.

Etat de siège.

Par trois rapports, en date du 9 février, le ministre de l'intérieur informe le sénat dirigeant, pour qu'il porte à la connaissance générale, savoir :

1° Le lieutenant impérial en Extrême-Orient a informé le ministre de la guerre, qu'en exécution de l'ordre qui lui a été donné par Sa Majesté l'Empereur le 24 janvier 1904, les forteresses de Port-Arthur et de Vladivostok, ainsi que la région dont le chemin de fer de l'Est chinois a la jouissance, sont déclarées en état de siège.

(1) Voir *Archives Diplomatiques*, ci-dessus, 2^e partie, p. 541 et suiv.

2° Le gouverneur général de l'Amour a informé le ministre de l'intérieur qu'en vertu du droit qui lui a été accordé par le lieutenant impérial en Extrême-Orient, la ville de Blagovestchensk, dans le territoire de l'Amour a été déclarée le 1^{er} février en état de siège.

3° Le lieutenant impérial en Extrême-Orient a informé le ministre de l'intérieur, que par suite des événements de guerre actuels, le territoire du Transbaïkal est déclaré en état de siège depuis le 6 février.

(*Bulletin des lois* N° 24.) (1)

Règles de neutralité

14/27 février 1904 (1)

Voir *Archives Diplomatiques* 1904, t. 89 N° 3) p. 320 et t. 90 (N° 4) p. 527.

Ordre du jour dans le ressort de la marine (2).

Du 28 février/13 mars 1904.

Conformément aux règlements sur les prises maritimes, approuvés par Sa Majesté l'Empereur, le 27 mars 1895, j'ordonne de créer des tribunaux de prises dans le port de Sévastopol, dans le port Empereur Alexandre III, à Port-Arthur et à Vladivostok.

Du 28 février/13 mars 1904.

En portant à la connaissance de la flotte : « Les règles que le Gouvernement Impérial appliquera durant la guerre avec le Japon », j'ordonne de prendre en considération dans le ressort du ministère de la marine l'instruction supplémentaire aux commandants de navires de guerre, élaborée après entente commune préalable par le gérant du ministère de la marine et le ministre des affaires étrangères.

(Signé) : grand-amiral ALEXIS.

Instruction aux commandants de navires de guerre, élaborée après entente commune préalable par le Gérant du Ministère de la marine et le Ministre des Affaires étrangères (2).

1° L'art. VI des règles approuvées par Sa Majesté l'Empereur le 14 février 1904, que le Gouvernement Impérial appliquera durant la guerre avec le Japon, contient l'énumération des objets de contrebande de guerre qui doivent être confisqués conformément aux art. 6-14 des règlements sur les prises maritimes de 1895.

2° Sous le nom de denrées alimentaires, dont il est fait mention au 10° alinéa de cet article, il faut comprendre avant tout, au nombre des divers objets qui peuvent servir de denrées alimentaires ou de fourrages pour l'armée japonaise, — le blé de toute espèce, le poisson et les différents produits de poisson, les haricots, l'huile de haricots.

3° Au nombre des objets, destinés aux besoins de la guerre sur terre, comme sur mer, doivent figurer aussi les machines et les pièces de machines destinées à la fabrication de canons, de fusils et de projectiles.

(*Messenger officiel*).

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 18 février (2 mars) 1904.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 6 (19) mars, 1904, N° 63, partie officielle.

Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant ⁽¹⁾.

1. Ayant reconnu nécessaire de garantir d'une manière sûre la fourniture du nombre de chevaux nécessaire aux troupes, soit par le paiement de la redevance par la population, soit de toute autre manière, Nous ordonnons à titre de mesure temporaire et jusqu'à nouvel ordre de défendre l'exportation de chevaux hors de la frontière de l'Empire de Russie, à l'exception des cas exclusifs et isolés de chevaux de race supérieure pour lesquels il est exigé chaque fois une autorisation spéciale du directeur général des haras de l'Empire.

Le Sénat dirigeant prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce qui précède.

NICOLAS.

Saint-Petersbourg, 20 février 1904.

Ordre du jour à l'armée, du 24 février 1904, N° 79 ⁽²⁾.

S. M. l'Empereur a ordonné le 23 février, savoir :

1. De créer des fonctions de chef du service sanitaire de l'armée de Mandchourie, en allégeant de ces fonctions le général de service de la même armée.

2. Le nouveau chef du service sanitaire est directement soumis au commandant de l'armée et il jouit des droits et des émoluments de chef de section principale de la direction de campagne. Il aura le grade de lieutenant-général, mais ses fonctions peuvent être remplies par un général-major.

3. On créera près le chef du service sanitaire une direction, dont les cadres seront à peu près les mêmes que ceux de la chancellerie du général de service pour la partie sanitaire de l'armée, en y ajoutant un chef de section, un adjoint de chef de section, deux médecins pour missions, et 4 employés subalternes.

Les membres du personnel de cette direction jouiront des droits accordés aux titulaires de fonctions analogues à celles qu'ils occupent et les fonctions de chef de la section médicale, ainsi que celles de son adjoint, devront être occupées par des médecins.

4. Les statuts, annexés ci-dessous ⁽³⁾, seront appliqués dès à présent et l'activité du chef du service sanitaire de l'armée de Mandchourie commencera aussitôt.

5. Le délégué général de la Société générale de la Croix-Rouge, attaché à chaque corps d'armée, sera placé sous les ordres du chef de l'état-major de chaque corps.

(Invalide russe) ⁽⁴⁾.

Croix-Rouge russe.

Le *Messenger officiel* publie ⁽⁴⁾ l'aperçu suivant de l'activité de la Société russe de la Croix-Rouge à l'occasion de la guerre :

La direction générale a choisi plusieurs de ses membres pour former

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 27 février (11) mars 1904.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 12 (25) mars 1904, N° 69, partie officielle.

(3) Voir l'*Invalide russe*, N° 56.

(4) 4 février. *Journal de Saint-Petersbourg*, 5 (18 février) 1904, N° 34, partie non officielle.

une commission exécutive, placée sous la présidence de M. Koudrine, adjoint du président de la direction générale. Cette commission est chargée d'organiser et d'expédier les détachements sanitaires en Extrême-Orient et c'est à elle que revient la tâche d'organiser en général le service médical pour les militaires blessés et malades. Cette commission a terminé actuellement tous les préparatifs pour l'envoi du personnel sanitaire et des objets destinés à l'hôpital flottant que l'aide de camp général Alexéiew a reconnu nécessaire d'installer sur le vapeur *Mongolia*, à Port-Arthur.

Ce détachement se compose de cinq médecins, d'un pharmacien, de neuf étudiants du 4^e cours de l'académie militaire de médecine, de quatre aides-chirurgiens et de dix sœurs de charité de la communauté de Saint-Georges. Huit infirmiers sont attachés au détachement, qui est parti de Saint-Pétersbourg, le 31 janvier.

La commission et ensuite la direction générale ont organisé immédiatement dix détachements sanitaires disposant chacun de 200 lits. Le personnel de chaque détachement sera de cinq médecins, quinze sœurs de charité, un pharmacien, un chef du service économique et trente personnes de service. La direction générale a décidé de procéder à l'organisation des détachements et des ambulances avec le concours des six communautés de Saint-Pétersbourg, du comité des ambulances des dames de Saint-Pétersbourg, des deux communautés de Moscou et de celle de Kiew. Ce projet est déjà en voie d'exécution et la direction générale disposera sous peu d'un personnel qui pourra être envoyé sur le théâtre de la guerre et disposera de 2.000 lits pour les blessés et les malades.

La commission est entrée en outre en rapport, par télégraphe, avec plusieurs autres communautés de province afin qu'elles préparent le matériel nécessaire pour des ambulances et des détachements sanitaires. Il a été proposé aux communautés de Varsovie, Kazan, Odessa, Samara, Saratow, Tambow, Kharkow, Tomsk et Irkoutsk d'organiser des ambulances de 200 lits et aux communautés de Blagovestchensk, de Voronège et de Tchernigow des ambulances de 100 lits.

Il ne manque certainement pas de personnes désireuses de partir pour l'Extrême-Orient et l'organisation de ces ambulances n'offre, sous ce rapport, aucune difficulté. A Saint-Pétersbourg même leur nombre est très grand. Et pourtant la direction générale, en prévision de la nécessité de renforcer encore son personnel sanitaire, a jugé nécessaire d'abord d'organiser près les communautés des cours préparatoires pour les femmes ayant reçu de l'instruction et qui sont désireuses de partir en qualité de volontaires, puis de confier au comité de la Croix-Rouge pour les premiers secours en cas d'accidents, le soin d'ouvrir des cours préparatoires pour les infirmiers près les hôpitaux et autres établissements de l'administration militaire et navale de la municipalité et l'administration des institutions de l'Impératrice Marie.

Ayant pris les mesures nécessaires pour la création immédiate d'ambulances avec 4.100 lits, et pour l'instruction préparatoire du personnel sanitaire qu'exigeront ces ambulances dans l'avenir, la commission s'est préoccupée de la question de décider dans quels rayons doit se déployer l'activité de la Croix Rouge et en quoi elle doit consister dans chaque rayon. Par l'essence même de l'œuvre à accomplir, l'Extrême-Orient doit être divisé en deux rayons : rayon des opérations militaires et rayon des derrières de l'armée. Il faut organiser dans le premier des hôpitaux, des

détachements volants, des ambulances d'étapes, des dépôts d'approvisionnement pour les hôpitaux et une réserve du personnel sanitaire. Dans le deuxième rayon doivent être organisés le service de transport, les trains sanitaires, les points d'évacuation et les dépôts, qui devront au fur et à mesure transmettre aux établissements du premier rayon le matériel nécessaire aux hôpitaux.

Les autres parties de la Sibérie et la Russie d'Europe devront jouer le rôle de troisième rayon, servant à l'approvisionnement des deux premiers. C'est là que devront s'établir les grands dépôts d'objets nécessaires à l'œuvre de la Croix-Rouge. On se propose d'installer des dépôts de ce genre à Kiew, Kharkow, Samara, Omsk et Irkoutsk. Quant aux dépôts du deuxième rayon, ils seront établis à Lao-Lian, à Kharbine et à Khabarovsk.

On dispose déjà des services de 40 étudiants du IV^e cours de l'académie militaire de médecine pour les détachements volants ; pour l'installation des dépôts en Mandchourie on y a envoyé un agent, M. Stépanow, qui connaît parfaitement le pays et qui a organisé pendant la dernière campagne de Chine un hôpital à Lao-Lian et des dépôts alimentaires sur les bords du Peï-Ho.

La commission a soulevé en outre la question du meilleur mode de transport des colis en Sibérie et celle de l'évacuation des blessés et des malades. Pour ce qui est des colis, elle a adopté pour règle qu'ils seront expédiés en même temps que le personnel sanitaire, de sorte que le personnel pourra ainsi inaugurer immédiatement son activité, tandis que quand les colis sont expédiés avant le départ des détachements, il peut arriver qu'ils prennent une fausse direction.

Relativement à l'évacuation des blessés et des malades, la première question qui se pose c'est l'organisation sur certains points de locaux où les militaires grièvement blessés ou gravement malades pourront être laissés, dans les cas d'impossibilité pour eux de continuer le voyage et où l'on pourra trouver tout ce dont ils auront besoin. De pareilles installations seront surtout nécessaires sur les bords du lac Baïkal, où l'évacuation subira forcément des retards, vu que le transport par le Baïkal ne sera pas aussi facile que par le chemin de fer et que parfois même toute communication par le lac doit être suspendue plusieurs jours consécutifs. La commission est entrée, à ce sujet, en rapport avec l'administration locale à Irkoutsk et lui a demandé d'organiser sur la rive du Baïkal plusieurs hôpitaux-baragues.

Par rapport à la voie ferrée proprement dite, le ministère de l'intérieur est venu à l'aide de la Croix-Rouge en lui proposant de disposer des refuges organisés pour les émigrants dans le voisinage de plusieurs des stations de la ligne magistrale du chemin de fer de Sibérie. Cette proposition simplifie naturellement beaucoup le problème.

Toute une série de mesures ont été prises en outre par la commission en vue de l'approvisionnement du matériel. Elle a cherché avant tout un local pour y établir un dépôt central. On en a trouvé un disponible et approprié au but dans les casernes de la sotnia des cosaques de l'Oural, près du siège de la direction générale. La Commission a jugé nécessaire, en outre, d'organiser un atelier central de couture, où les personnes disposées à travailler à titre gratuit, ainsi que les femmes pauvres désireuses de recevoir de l'ouvrage, pourront s'installer. Cet atelier se trouve, à la Ligovka, N° 3, dont le propriétaire a offert à titre gratuit un vaste appartement meublé, avec le chauffage et l'éclairage.

Circulaire de la commission exécutive de la direction générale de la de la Société russe de la Croix-Rouge pour les secours aux malades et blessés en Extrême-Orient aux directions de circonscriptions et aux directions locales, ainsi qu'aux communautés des sœurs de charité.

10 février 1904 (N° 3) (1).

En vertu d'un rescrit impérial à la direction générale de la Société de la Croix-Rouge, Sa Majesté l'Impératrice Marie Féodorovna, auguste protectrice de la Société, a daigné confier à la direction générale et à toutes les institutions de la Croix-Rouge, l'exécution de l'œuvre sainte d'alléger les souffrances des blessés au cours de la guerre russo-japonaise qui vient de commencer. Sa Majesté l'Impératrice a exprimé en même temps la ferme conviction que sous le drapeau de la Croix-Rouge, ce symbole de l'union de l'assistance volontaire, se réuniront les efforts de tous les Russes qui désirent, dans la mesure de leurs moyens et autant que possible, concourir à l'allègement des souffrances des militaires blessés.

La volonté suprême de notre auguste Protectrice trace deux devoirs à toutes les institutions de la Croix-Rouge : 1° celui de devenir dans son rayon d'activité, le centre de l'assistance volontaire, en recueillant les dons en espèces et en nature ; et 2° de prendre une part active à l'organisation générale des secours dans la mesure et la forme qui leur seront indiquées par la commission exécutive de la direction générale de la Société, seule et unique de par la volonté de Sa Majesté l'Impératrice Marie Féodorovna.

En exécution des ordres de l'Auguste Protectrice de la Société, la commission exécutive propose à toutes les institutions de la Société, de prendre en considération ce qui suit :

1. Organiser immédiatement sur les bases les plus larges, une collecte de dons en espèces et en nature, en publiant à cet effet des avis dans les journaux locaux, en installant des tronc et en multipliant le nombre de leurs organes — soit des comités chargés de faire des collectes dans toutes les villes. A cet effet, les directions de souscription et les directions locales sont invitées à instituer des comités dans les villes de district.

La commission propose à cet effet de ne pas délivrer de feuilles de souscription, ce mode de collecte n'étant pas désirable. Il n'y a qu'à augmenter le nombre des caisses pour la réception des dons, à créer toute une série de nouvelles institutions de la Société et à annoncer partout le but des offrandes et où elles seront reçues.

2. Il est nécessaire d'informer *chaque semaine* la commission exécutive de la quantité des dons de toute espèce reçus par chaque institution. Ces informations seront données sur les listes *ad hoc* et grâce à ces informations la commission exécutive disposera *toujours* de renseignements complets et exacts sur l'endroit où se trouvent des ressources disponibles qu'elle pourra envoyer à destination, en temps utile.

3. On aura besoin pour l'entretien pendant toute la durée de la guerre, de toute une série d'ambulances de la Croix-Rouge déjà formées ou à former, de détachements volants, etc., de très grandes ressources pécuniaires, et il faut que toutes les institutions de la Croix-Rouge consacrent

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 13 (26) février, N° 41, partie non officielle.

la plus grande attention aux moyens d'assurer l'afflux de ces ressources, et de réduire leurs propres dépenses. Les ressources dont dispose actuellement la Société de la Croix-Rouge — son capital de réserve en cas de guerre — suffiront à peine pour l'entretien pendant les premiers temps des détachements de la Croix-Rouge déjà formés ou en voie de formation.

En conséquence, la commission exécutive a l'honneur de prier les institutions de la Société de ne dépenser ni leurs capitaux de réserve, ni les dons en argent qu'elles auront reçus et même, s'il est possible, les sommes de dépenses courantes, sans qu'il leur soit donné des ordres spéciaux à cet effet par la commission exécutive à laquelle devra s'adresser chaque institution de la Société si elle projette l'organisation d'un service quelconque en vue de participer à l'œuvre des secours aux blessés.

4. Pour l'indication des objets les plus nécessaires, on envoie des catalogues de l'équipement des ambulances et des détachements volants. Pour le moment, on a surtout besoin de produits alimentaires — conserves de toute espèce, les conserves de légumes avant tout, lait stérilisé et condensé, café, thé, sucre, cacao, chocolat, gruaux, etc. Quand on aura réuni ces denrées en quantité suffisante pour être expédiées en wagons entiers, on enverra des récépissés spéciaux pour leur transport et ces objets, en exécution des ordres qui seront donnés par la commission exécutive, seront dirigés sur un des dépôts qu'elle indiquera, pour y être assortis et dirigés ensuite sur le théâtre de la guerre.

5. L'organisation d'ateliers de travail volontaire pour la confection du linge, des objets de pansement, etc..., avec le matériel reçu en offrande, est très désirable.

6. Quand il sera procédé, avec l'autorisation de la commission exécutive, à la formation d'ambulances de la Croix-Rouge, de détachements volants, de trains sanitaires, etc., il faudra les organiser le plus économiquement possible, en ménageant chaque copek dont il a été fait don à la Croix-Rouge et en établissant à cet effet la comptabilité la plus sévère et rigoureuse de toutes les dépenses. Dans les cas où certains objets seraient très chers ou introuvables sur place, la commission exécutive devra en être immédiatement informée pour qu'elle puisse les envoyer en les prenant dans les réserves de ses propres dépôts.

7. Pour ce qui est du personnel des détachements, de leur entretien, etc..., il faut s'en tenir strictement à la circulaire (n° 2) de la commission exécutive.

8. Les institutions de la Société sur le théâtre de la guerre, ainsi que celles qui sont établies sur les derrières de l'armée, sont soumises sous tous les rapports, dès le moment de l'arrivée sur les lieux des délégués généraux de la Société, à leurs ordres et leur prêtent dans la mesure du possible, leur concours pour qu'ils puissent remplir leur mission difficile.

La comptabilité la plus sévère doit être tenue par toutes les institutions de la Société. Cette comptabilité doit comprendre non seulement les sommes d'argent, mais tous les objets et le matériel reçus et dépensés ou employés. Il sera procédé, pour la vérification de cette comptabilité, à l'élection, par des assemblées extraordinaires convoquées à cet effet, de commissions de revision qui vérifieront les sommes et les comptes au moins une fois par mois, pendant toute la durée de la campagne et qui procéderont, quand elle aura pris fin, à la vérification générale de toutes

les dépenses effectuées pendant la guerre, pour que ces comptes rendus puissent être approuvés par les assemblées générales qui les communiqueront à la direction générale de la Société. On devra faire participer à ces commissions, les donateurs des plus fortes sommes d'argent ou de fortes quantités de matériel.

Il est nécessaire d'inspirer à la Société la ferme conviction que les sommes dont elle fait don si largement pour l'œuvre des secours, seront consacrées à leur destination et de lui fournir la pleine possibilité de participer au contrôle du juste emploi de ces sommes.

*Le président de la commission exécutive,
Comte VORONTSOW-DASCHKOW,
Aide de camp général.*

Dons pour les besoins de la guerre. — Circulaire du Ministre de l'intérieur aux Gouverneurs des provinces de l'empire, aux chefs de territoires, aux préfets et aux grands-maîtres de police (').

Depuis l'époque de l'ouverture des hostilités en Extrême-Orient, des dons sont faits en abondance pour les divers besoins de la guerre. L'ordre de réception et d'attribution de ces dons est fixé dès à présent. Les sommes destinées au renforcement de la flotte sont mises à la disposition du comité spécial institué d'ordre suprême ; celles qui sont données en faveur des militaires blessés et malades, seront remises à la direction générale de la Société de la Croix-Rouge et les dons destinés aux familles des militaires blessés ou tués à la guerre sont mis à la disposition du comité Alexandre pour les blessés.

A part les dons précités, il y en a beaucoup d'autres qui n'ont pas de destination spécialement indiquée et qui sont faits pour les besoins de la guerre en général ou dans un but spécial ne correspondant pas aux précédents. Jusqu'à présent, on ne possédait aucune indication exacte sur la direction à imprimer à ces sommes et cette circonstance plaçait dans une position difficile les autorités provinciales et les donateurs eux-mêmes qui s'adressaient sans cesse au ministère de l'intérieur pour lui demander des explications.

Ces faits ayant été l'objet d'un rapport soumis à Sa Majesté l'Empereur, Sa Majesté a daigné ordonner que cette question soit étudiée dans un conseil spécial présidé par l'aide de camp général comte Vorontzow-Daschkow et se composant du ministre de l'intérieur et des gérants des ministères des finances, de la guerre et de la marine.

En exécution de la volonté impériale, ce conseil spécial a préconisé les mesures suivantes :

1. Les sommes données pour les besoins militaires et cela sans but spécial et celles qui sont données à la fois pour les besoins de l'armée et de la flotte seront envoyées à la Banque de l'Empire où elles seront portées au compte spécial du département du Trésor de l'Empire, avec cette condition que 50 o/o de ces sommes soient immédiatement mis à la disposition de la Société de la Croix-Rouge.

Pour ce qui est des autres sommes, quand le chiffre en sera connu, le

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 25 mars/7 avril 1904, N° 82, partie officielle.

gérant du ministère des finances, après s'être entendu avec les institutions compétentes, demandera dans chaque cas, des indications spéciales à Sa Majesté l'Empereur.

2. Les dons en argent destinés aux familles des sous-officiers et soldats partis pour la guerre, ainsi qu'à celles des sous-officiers et soldats de la réserve appelés dans les rangs, seront mis à la disposition de la curatelle des militaires appelés en Extrême-Orient, qui se trouve sous l'auguste protection de Sa Majesté l'Impératrice Marie Féodorowna.

On fera exception pour les dons faits avec indication précise de la localité à laquelle ils doivent être consacrés. Ces derniers dons seront envoyés aux institutions des zemstvos, des municipalités et des villages qui seront tenues de par la loi, de prendre soin des familles des sous-officiers et soldats précités.

3. Les sommes qui sont destinées aux malades et aux blessés, à l'organisation d'hôpitaux et de lazarets, sans indication de l'institution à laquelle elles sont destinées, seront mises à la disposition de la Société de la Croix-Rouge.

4. Pour ce qui est des dons en argent faits pour divers besoins et dont le but est nettement indiqué, les ministres et les directeurs généraux auxquels ils sont adressés, se chargeront de leur donner l'emploi voulu par leurs donateurs après s'être entendus, en cas de besoin, avec qui de droit.

Les mesures précitées ont été ratifiées par Sa Majesté l'Empereur, le 14 mars 1904.

J'ai l'honneur, Monsieur, de vous communiquer ce qui précède pour que vous agissiez conformément à ces indications.

(Messager officiel).

Télégraphe sans fil (1).

Le lieutenant-impérial en Extrême-Orient a fait publier, avec l'autorisation suprême, l'avis suivant :

« Dans les cas où l'on arrêtera, à proximité du rivage du Kouantoun ou dans le rayon d'action des forces maritimes russes, des vapeurs neutres ayant à leur bord des correspondants munis d'appareils perfectionnés, non prévus par les conventions existantes, et au moyen desquels ils transmettent des renseignements à l'ennemi, ces correspondants seront considérés comme des espions et les vapeurs munis de télégraphe sans fil pourront être arrêtés et seront considérés comme prises de guerre. »

Cet avis a été communiqué sous forme de circulaire aux représentants de la Russie à l'étranger et ils ont été invités à porter cet avis à la connaissance des Gouvernements auprès desquels ils sont accrédités.

(Messager officiel.)

Réquisition de chevaux. — Oukase de S. M. l'Empereur au Sénat dirigeant (2).

I. Ayant reconnu nécessaire d'assurer la fourniture régulière, par les

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 12 (25) avril 1904, N° 98.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 14 (27) avril 1904, N° 100, partie officielle.

provinces de la circonscription militaire de Sibérie, de la quantité de chevaux nécessaire aux besoins de l'armée active, Nous ordonnons : d'appliquer temporairement aux provinces de Tobolsk, de Tomsk, de Yenisseïsk et d'Irkoutsk les règlements relatifs à la fourniture de chevaux pour l'armée quand elle est mise sur le pied de guerre (règlement sur les redevances territoriales, articles 745-798, édition de 1899 et annexe de 1902), en autorisant les ministres de la guerre et de l'intérieur à s'entendre : 1° pour définir le rayon des susdites provinces auquel cette mesure sera appliquée, 2° pour permettre, en faveur d'une certaine partie de la population, quelques exemptions dans la perception de cette redevance, 3° pour arrêter, conformément aux conditions particulières des localités, les changements qu'il y aurait lieu d'introduire dans les règles existantes pour la fourniture des chevaux, 4° pour fixer le chiffre des chevaux à fournir et, 5° pour indiquer le prix à payer pour les chevaux fournis par la population, en prenant pour base d'estimation les prix existant en temps de paix dans chaque district et en y ajoutant 10 pour cent.

Le Sénat dirigeant prendra les mesures nécessaires pour l'exécution de ce qui précède.

Saint-Petersbourg, 7 avril 1904.

NICOLAS.

Ordonnance Impériale déclarant le coton contrebande de guerre.

8/21 avril 1904 ⁽¹⁾.

(Traduction)

S. M. l'Empereur a ordonné le 8 avril d'introduire le coton au nombre des objets déclarés comme contrebande de guerre dans le règlement ratifié par S. M. l'Empereur le 14 février 1904 ⁽²⁾.

Circulaire du Ministère des Affaires étrangères aux représentants de la Russie à l'étranger ⁽³⁾

Saint-Petersbourg, 14 avril 1904.

Depuis quelque temps, la presse étrangère répand avec insistance des bruits qui attribuent à certains Gouvernements européens l'intention d'intervenir pacifiquement pour mettre fin le plus tôt possible au conflit russo-japonais. Des télégrammes affirment même que des propositions auraient déjà été faites dans ce sens au Gouvernement Impérial.

Vous êtes autorisé à démentir cette information de la manière la plus catégorique.

La Russie ne voulait pas la guerre ; elle a fait, dans la mesure du possible, tout ce qu'il fallait pour que les complications en Extrême-Orient fussent résolues d'une manière pacifique. Mais après l'attaque perfide du Japon, qui a forcé la Russie à prendre les armes, il est évident qu'une médiation pacifique ne peut avoir aucun succès.

Le Gouvernement Impérial n'admettra également l'intervention d'au-

(1) *Bulletin des Lois*, 23 avril/6 mai 1904, section I, N° 65, art. 744, p. 929.

(2) *V° Arch. dipl.*, 1904, t. 89, N° 3, p. 320, et t. 90, N° 4, p. 527.

(3) *Journal de Saint-Petersbourg*, 17 (30) avril, 1904.

cune puissance, dans les négociations directes qui auront lieu entre la Russie et le Japon à la fin des hostilités dans le but de définir les conditions de la paix.

Ce qui précède vous est communiqué à titre d'information et pour votre gouverne.

(*Messenger officiel.*)

Volontaires étrangers. — Non-admission.

Avis (1)

La guerre qui a éclaté en Extrême-Orient a réveillé dans le cœur de nombreux peuples, et tout particulièrement dans les terres slaves, la sympathie la plus vive pour la Russie. De plusieurs pays, des particuliers demandent à être admis à titre de volontaires dans les rangs de l'armée russe pour lutter contre le Japon.

Ces manifestations de sympathie si pleines d'abnégation ont profondément touché le chef suprême du peuple russe. Expriment sa reconnaissance la plus vive pour les sentiments ainsi exprimés, mais se rappelant en même temps, que les forces et la vie de chacun sont nécessaires à sa propre patrie, S. M. l'Empereur considère qu'il est impossible de consentir aux demandes faites pour l'admission de volontaires dans les rangs de l'armée russe.

(*Messenger officiel.*)

Protection des Chemins de fer. — Oukase de S. M. l'Empereur au Ministère de la guerre (2).

Afin de garantir la complète sécurité des chemins de fer de Samara-Zlatoust et de Sibérie contre les tentatives de gens mal intentionnés, Nous avons reconnu nécessaire, savoir :

1. Proclamer sous le régime de l'état de siège les lignes en question dans la zone de leur expropriation.

2. Charger les commandants des troupes des circonscriptions militaires de Kazan et de Sibérie, chacun dans les limites de leur commandement, de la garantie de l'ordre public et de la direction générale des mesures et des moyens de protection, en accordant aux commandants des troupes desdites circonscriptions militaires les droits de commandants d'armée.

3. Renforcer la garde des chemins de fer déjà existante par l'envoi des troupes prises parmi celles de circonscriptions militaires de Kazan et de Sibérie.

4. Soumettre aux commandants des troupes des circonscriptions précitées les directions de gendarmerie de police des mêmes lignes.

5. Toutes les mesures de protection, prises par les autorités militaires, doivent avoir pour base la non-intervention complète dans les dispositions prises pour le service de la ligne et dans les actes de l'administration des

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 18 avril (1^{er} mai) 1904, N° 104, partie officielle.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 15 (28) février, 1904, N° 43, partie officielle.

chemins de fer. Mais dans les cas où il deviendrait nécessaire, d'entrer en rapport avec lesdites autorités par l'entremise des officiers dirigeant sur place les transports de troupes.

NICOLAS.

Saint-Petersbourg, 7 février 1904.

(*Messenger officiel.*)

Postes et Télégraphes.

Avis ⁽¹⁾

Un avis de l'administration générale des postes et télégraphes, annonce qu'il sera accepté dorénavant dans les institutions postales et télégraphiques de l'Empire, pour être expédiés à l'armée, ainsi que dans les comptoirs postaux de campagne :

- a) Des envois officiels ordinaires, avec documents et argent ;
- b) Des envois privés ordinaires (fermés, ne dépassant pas le poids d'une livre, et ouverts), des envois ouverts d'argent et de valeurs ;
- c) Des sacs de monnaie officiels et privés ;
- d) Des envois sous bande ordinaires.

On acceptera, en outre, pour être envoyés à l'armée : a) les journaux, expédiés en payant la taxe en vigueur pour les journaux et b) les colis privés sans indication de valeur et exclusivement destinés aux officiers, aux soldats et au personnel des institutions attachées à l'armée, si ces colis ne dépassent pas le poids de six livres.

Sont transmises à titre gratuit les lettres fermées ordinaires ne dépassant pas deux grammes, les lettres ouvertes et les cartes postales : a) des institutions postales et télégraphiques de l'Empire, quand elles sont adressées aux officiers et soldats de l'armée ou au personnel des institutions attachées à l'armée et b) des comptoirs postaux de campagne quand, étant expédiées par les officiers et soldats ou par le personnel des administrations attachées à l'armée, elles sont remises auxdits comptoirs par des délégués spéciaux des corps d'armée.

Les colis privés expédiés à l'armée ne sont acceptés qu'ouverts pour que l'on puisse en examiner le contenu et l'on ne peut envoyer par cette voie que le thé, le tabac et les produits du tabac, les médicaments (secs), les instruments d'optique, de mathématiques et de chirurgie, tout ce qu'il faut pour écrire ou pour dresser des plans, le linge, les vêtements, les chaussures, les objets d'équipement et les armes. Les colis contenant des uniformes, des objets d'habillement, des vêtements imperméables ou avec fourrure sont acceptés, même quand ils pèsent plus de six livres, mais à la condition que chaque paquet ne contienne qu'un seul des objets précités.

(*Messenger officiel.*)

Avis ⁽²⁾

La direction générale des postes et des télégraphes publie un avis par lequel elle répond aux demandes qui lui sont adressées, au sujet des

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 15 (28) février 1904, N° 43, partie non officielle.

(2) *Journal de Saint-Petersbourg*, 13 (26) mars 1904, N° 70, partie officielle.

adresses qu'il faut mettre sur les lettres envoyées sur le théâtre de la guerre.

Il suffit de mettre sur l'enveloppe des lettres ou sur les cartes postales le nom et prénom du destinataire, son grade ou son rang et la dénomination du corps de troupes ou de l'institution militaire dont il fait partie — sans aucune indication de l'endroit où il se trouve.

La direction générale rappelle en même temps que les lettres et cartes postales, ne dépassant pas le poids de 2 grammes sont envoyées, sans aucun paiement, à l'armée sur le théâtre de la guerre.

Pour ce qui est de la correspondance postale adressée sur le théâtre de la guerre à des personnes privées, marchands, correspondants et autres, elle paie les taxes ayant cours dans tout l'Empire.

(*Messenger officiel.*)

Déclarations de neutralité

Allemagne

13 février 1904 ⁽¹⁾.

L'ambassadeur d'Allemagne a porté à la connaissance du Gouvernement impérial que le chancelier de l'Empire a fait paraître le 31 janvier (13 février) 1904 ⁽²⁾ à l'occasion de la guerre entre la Russie et le Japon, un avis par lequel il est enjoint à toutes les personnes résidant dans l'empire ou dans les territoires de protectorat allemand ainsi qu'aux sujets allemands se trouvant à l'étranger, de s'abstenir de tout acte pouvant être en contradiction avec la neutralité de l'Allemagne.

Autriche-Hongrie.

4/17 février 1904 ⁽³⁾.

L'ambassade impériale de Russie à Vienne a porté à la connaissance du ministère des affaires étrangères qu'il a été publié dans l'organe officiel autrichien, la *Wiener Zeitung*, du 4 (17) février, une déclaration de l'observation de la neutralité ⁽⁴⁾ par la monarchie austro-hongroise pendant la

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 5 (18 février) 1904, N° 34, partie officielle.

(2) Déclaration de neutralité du 13 février 1904, à l'occasion de la guerre russo-japonaise (*Reichsanzeiger*, du 13 février 1904) :

« D'après les notifications officielles effectuées ici par le gouvernement impérial russe et le gouvernement impérial japonais, l'état de guerre existe actuellement entre la Russie et le Japon. Il en résulte par suite l'obligation pour tous, dans le territoire de l'Empire, dans les pays de protectorat allemand ainsi que pour les Allemands résidant à l'étranger, de s'abstenir de tout acte de nature à contrevenir à la neutralité allemande. » (Traduction de la *Revue générale de droit international*, n° 2.)

(3) *Journal de Saint-Petersbourg*, 12 (25) février 1904, partie officielle.

(4) Déclaration de neutralité du 17 février 1904 à l'occasion de la guerre russo-japonaise (*Wiener Zeitung*, du 17 février 1904) :

« Les gouvernements impériaux russe et japonais ont officiellement communiqué au ministère impérial et royal des affaires étrangères que leurs Etats respectifs étaient en guerre l'un avec l'autre. La monarchie austro-hongroise est entrée, de ce fait, vis-à-vis des deux parties belligérantes, dans un rapport de neutralité et elle observera strictement l'attitude que prescrit le droit des gens en ces circonstances. Il en résulte, pour les ressortissants autrichiens qu'ils ont à éviter soigneusement tout ce qui serait inconciliable avec la neutralité de la monarchie. »

Quant aux ressortissants hongrois, leurs obligations découlent d'une Note identique parue dans le *Budapesti Közlöny*, journal officiel hongrois.

(*Revue générale de droit international*, 1904, N° 2.)

guerre actuelle entre la Russie et le Japon, avec une prescription ordonnant aux sujets austro-hongrois d'éviter tout acte de nature à porter atteinte à la neutralité.

(*Messenger officiel*)

Danemark. — Grande-Bretagne.

11 février 1904 ⁽¹⁾.

Le Gouvernement impérial a reçu le texte de la déclaration du gouvernement britannique, en date du 11 février 1904 ⁽²⁾, et la note du ministère danois, portant la même date, par lesquels la Grande-Bretagne et le Danemark déclarent leur intention d'observer la plus stricte neutralité pendant la guerre actuelle entre la Russie et le Japon.

Espagne.

(11 février 1904).

L'ambassade impériale de Russie à Madrid a porté à la connaissance du ministère des affaires étrangères que la *Gazette officielle de Madrid* du 11 février ⁽³⁾ contient le texte d'un décret du gouvernement exhortant les sujets espagnols, tant dans le royaume qu'à l'étranger, à observer la plus stricte neutralité pendant la guerre actuelle entre la Russie et le Japon ⁽⁴⁾.

Siam.

(12 février).

Le gouvernement impérial a reçu le texte de la déclaration du gouvernement siamois, en date du 12 février, aux termes de laquelle il est ordonné, au nom du roi, aux sujets siamois, d'observer la neutralité la plus stricte pendant la guerre actuelle entre la Russie et la Japon ⁽⁵⁾.

(*Messenger officiel*).

Suède et Norvège.

(9 février 1904).

Le ministre de Suède et de Norvège a porté à la connaissance du gouvernement impérial que, par décret royal, en date du 27 janvier (9 février), le gouvernement des Royaumes-Unis de Suède et de Norvège observera une stricte neutralité pendant toute la durée de la guerre actuelle entre la Russie et le Japon ⁽⁶⁾.

(1) *Journal de Saint-Petersbourg*, 5 (18) février 1904, N° 34, partie officielle.

(2) V° *Archives diplomatiques* ci-dessus p. 596 et suivantes.

(3) *Archives diplomatiques*, t. 89 (1904), p. 317.

(4) *Journal de Saint-Petersbourg*, 7 et 8 (20 et 21) février 1904, partie officielle.

(5) *Journal de Saint-Petersbourg*, 28 mars (10 avril) N° 84., partie officielle.

(6) *Journal de Saint-Petersbourg*, 4 (17) février 1904, N° 33, partie officielle.

SUÈDE ET NORVÈGE**Règles de neutralité, arrêtées par ordonnance Royale
du 30 avril 1904.***Texte original (1)*

Le Roi de Suède et de Norvège ayant accédé à la déclaration au sujet des principes du droit maritime en temps de guerre, signée à Paris le 16 avril 1856, les corsaires ne seront point admis dans les ports, ni sur les rades, des deux Royaumes.

Le Roi ayant ratifié la Convention du 29 juillet 1899 pour l'adaptation à la guerre maritime des principes de la Convention de Genève du 22 août 1864, il y a lieu de relever que l'article 6 de la dite Convention porte que les bâtiments de commerce, yachts ou embarcations neutres, portant ou recueillant des blessés, des malades ou des naufragés des belligérants, ne peuvent être capturés pour le fait de ce transport, mais restent exposés à la capture seulement pour les violations de neutralité qu'ils pourraient avoir commises.

Le Roi a décidé.

1° D'interdire aux bâtiments de guerre des parties belligérantes l'accès des eaux territoriales, en deçà des défenses fixes sous-marines, ainsi que l'accès des ports suivants :

A. En Suède :

Stockholm, comprenant les eaux en deçà d'une ligne partant de Spillersboda sur le continent suédois et passant par Furusund, Sandhamn et Fiversätraö jusqu'à Dalorö et d'une autre ligne : Herrhamra—Landsort—Ledskär :

Karlskrona en deçà des défenses fixes sous-marines ;

Färösund, l'entrée du nord, comprenant les eaux en deçà d'une ligne reliant Vialmsudde avec Hällegrundsudde, et l'entrée du sud, comprenant les eaux en deçà d'une ligne : Ryssnäs—marque de Bungeör—Bungenäs ; et

Slite, comprenant les eaux en deçà des lignes nord vrai et ouest vrai, reliant la marque de Magö avec la terre ferme de l'île de Gottland.

B. En Norvège :

Le port de *Fredrikshald* ;

Le fjord de *Kristiania* en deçà de Bastö ;

Le fjord de *Tönsberg* en deçà de Natholmen et des phares d'Östre Vakerholmen, de Mogerötangen et de Vallö ;

Le port de *Kristianssand* avec les eaux en deçà de Fredriksholm et des phares d'Oxö, de Grønningen et de Torsö ;

Le port de *Bergen* avec ses entrées ;

(1) *Norsk lovtitende* 1904, n° 19, p. 195-197.

a) Byfjorden en deçà de Hjelteskjær—Stangen ;

b) L'entrée du Nord en deçà de Herlö—Agnö—Bognö ;

Le fjord de *Trondhjem* en deçà des fortifications d'Agdenes, et

Le port de *Var dō*.

2° D'accorder aux bâtiments de guerre des puissances belligérantes l'entrée des autres ports de Suède et de Norvège.

Toutefois ils devront se conformer aux règles suivantes :

Il leur est interdit d'y faire des approvisionnements quelconques si ce n'est en vivres, denrées et moyens de réparations, nécessaires à la subsistance de l'équipage ou à la sécurité de la navigation. Quant au charbon, ils n'en pourront prendre que la quantité nécessaire pour atteindre le port national non bloqué le plus proche ou bien, avec le consentement des autorités du Roi, une destination neutre. Sans autorisation spéciale, il ne sera pas permis au même navire de prendre derechef du charbon dans un port ou rade de Suède ou de Norvège avant trois mois, à partir du dernier approvisionnement qu'il y aura fait.

Ils y pourront exécuter des réparations d'urgence ayant trait à la sécurité de la navigation, mais il leur est interdit d'y entreprendre des travaux ayant pour but d'augmenter leur puissance militaire.

Ils n'y pourront stationner que vingt-quatre heures à moins que l'état de la mer, le manque de vivres ou les avaries du navire ne nécessitent un plus long séjour. Dans ce cas ils devront quitter le port aussitôt que possible après la cessation du fait qui a causé le retard.

Les règlements sanitaires et de police que les circonstances auraient rendu ou pourraient rendre nécessaires, devront être observés et respectés.

Il est bien entendu, qu'il ne sera permis à aucun des belligérants de se livrer, dans les ports ou les eaux de Suède et de Norvège, à des actes d'hostilité ni d'en faire une base de ses opérations maritimes contre l'autre, ni de s'en servir pour faciliter celles-ci ou pour augmenter ou renouveler ses forces militaires.

Il est également défendu à tout navire de guerre d'une des parties belligérantes de quitter tout port, havre ou baie de Suède ou de Norvège, d'où est sorti un navire quelconque de l'autre partie belligérante (navire de guerre ou de commerce), avant l'expiration de 24 heures au moins depuis le départ de ce dernier navire.

3° D'interdire dans les ports et rades de Suède et de Norvège, excepté en cas de détresse constaté, l'entrée des prises, ainsi que leur condamnation ou leur vente.

4° D'interdire aux puissances belligérantes d'établir sur le sol suédois ou norvégien des dépôts de charbon.

SUÈDE**Déclaration du Gouvernement suédois, sur le commerce et la navigation suédoise durant la guerre entre des pays étrangers.**

(30 avril 1904.)

§ 1. Tout bâtiment de commerce suédois désirant jouir des droits et privilèges accordés aux navires de commerce des pays neutres, doit être muni d'un certificat de nationalité et d'enregistrement (ou, le cas échéant, d'un certificat de naturalisation temporaire), et d'une liste de son équipage. Ces documents doivent toujours se trouver à bord du bâtiment pendant toute la durée de sa navigation.

§ 2. Il est défendu au capitaine d'avoir des documents de bord ou des connaissements faux ou faits en double. Il lui est également défendu d'arborer un pavillon étranger dans n'importe quelle circonstance que ce soit et sous n'importe quel prétexte.

§ 3. Dans les cas où il serait nécessaire d'engager à bord d'un bâtiment suédois, pendant son séjour à l'étranger, des matelots de nationalité étrangère, on doit donner la préférence aux sujets des Etats neutres.

Tout changement dans le personnel de l'équipage, ainsi que les causes qui l'auraient déterminé, doivent être ajoutés en note par le capitaine sur la liste de l'équipage, et la régularité de cette annotation doit être certifiée par le Consul de Suède du lieu, ou s'il n'y a pas de consulat dans la localité respective, par un employé du tribunal local, par un notaire ou par toute autre personne ayant le droit de délivrer des certificats, selon la coutume du pays.

§ 4. Tout bâtiment suédois, en qualité de navire neutre, peut être dirigé sur les ports des pays belligérants, ainsi que sur tout point des côtes de leurs territoires. Il est toutefois défendu au capitaine de tenter de pénétrer dans un port bloqué.

Est considéré comme bloqué, tout port fermé par une force suffisante pour empêcher de fait l'accès de ce port.

§ 5. Peuvent être transportées à bord d'un bâtiment suédois, considéré comme navire neutre, des marchandises de toute sorte, même appartenant à des sujets d'une des puissances belligérantes, excepté la contrebande de guerre, et cela en comprenant sous cette dénomination :

Les armes, les projectiles et les munitions de guerre, comme objets spécialement affectés à des destinations militaires, du moment que ces objets appartiennent à l'une des puissances belligérantes ou sont destinés à l'une ou l'autre de ces puissances ou à leurs sujets, en faisant toutefois une exception lorsque de tels objets se trouveront en quantité nécessaire à l'équipage du bâtiment lui-même.

Il est défendu aux bâtiments suédois de fournir de la houille aux partis belligérants.

§ 6. Il est défendu au capitaine d'un navire suédois de se mettre personnellement, ou de mettre le bâtiment qu'il commande à la disposition d'une des puissances belligérantes, pour le transport de troupes ou de dépêches.

§ 7. Il est défendu d'expédier directement des chargements de houille, des ports suédois dans les ports des puissances belligérantes.

§ 8. Les navires des puissances belligérantes sont autorisés à importer dans les ports suédois et à en exporter toutes les marchandises dont l'importation ou l'exportation ne sont pas défendues en général, à l'exception de celles qui sont considérées comme contrebande de guerre.

§ 9. Il est défendu, dans les limites du territoire suédois : de construire et d'armer des bâtiments pour la flotte de guerre d'une des puissances belligérantes ; il est également défendu aux sujets suédois de s'engager sur des navires qui sont compris dans l'effectif de cette flotte.

§ 10. Il est défendu aux sujets suédois d'armer des vaisseaux destinés à servir de corsaires contre l'une ou l'autre des puissances belligérantes, contre ses sujets ou contre sa propriété, et même de prendre part à l'armement de vaisseaux de ce genre. Il est également défendu aux sujets suédois de s'enrôler à bord de corsaires.

Il est défendu aux sujets suédois d'acheter aux corsaires des marchandises capturées, de quelque nature qu'elles soient.

§ 11. Lorsqu'un bâtiment suédois naviguant sans escorte armée sera arrêté par un navire armé d'une des puissances belligérantes qui a le droit de vérifier les documents du bord, il est défendu au capitaine de se soustraire à cette vérification ; il est tenu d'exhiber loyalement et sans fraude les documents de bord qu'il possède ; en même temps, il est tenu de veiller à ce qu'aucun document ayant trait au bâtiment ou à son chargement, ne soit annulé, soustrait ou jeté par dessus bord ni avant, ni pendant la visite.

§ 12. D'autre part, quand un bâtiment suédois marche sous escorte d'un navire de guerre, le capitaine est tenu de se conformer aux prescriptions qui existent à cet effet.

§ 13. Dans le cas où un bâtiment suédois serait capturé, le capitaine doit remettre au consul de Suède, s'il y en a un dans le port où le bâtiment est amené, ou au consul le plus proche, un rapport circonstancié et pourvu d'attestations en forme sur tous les faits qui ont accompagné la capture.

§ 14. La présente déclaration abroge les déclarations sur le même sujet, en date du 8 avril 1854, du 13 septembre 1855 et du 29 juillet 1870.

La présente déclaration entre en vigueur à partir de ce jour.

SUISSE

Extrait du rapport présenté à l'assemblée fédérale par le Conseil fédéral Suisse sur sa gestion de 1903 ⁽¹⁾

Suite ⁽¹⁾

Propriété intellectuelle. — Bureau fédéral de la propriété intellectuelle. — Généralités. — Conventions internationales.

L'acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la Convention du

(1) V° *Arch. dipl.* 1904, t. 90, N° 4, p. 462 et suiv.

20 mars 1863 pour la protection de la propriété industrielle, ainsi que le protocole de clôture y annexé, d'une part, et l'acte additionnel du 14 décembre 1900 à l'arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, d'autre part, ont été ratifiés par l'Espagne le 22 janvier et par le Brésil le 8 avril. Le 21 mars, l'Empire allemand a déclaré adhérer à partir du 1^{er} mai 1903 à la convention du 20 mars 1883 et au protocole de clôture y annexé, au protocole concernant la dotation du bureau international pour la protection de la propriété industrielle du 15 avril 1891 et à l'acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la convention du 20 mars 1883, ainsi que le protocole de clôture y annexé. Le 22 juin, la Belgique a notifié l'adhésion des Etats-Unis du Mexique à la convention du 20 mars 1883, modifiée par l'acte additionnel du 14 décembre 1900.

Le 13 juin, le Danemark a déclaré adhérer à partir du 1^{er} juillet 1903 à la convention du 9 septembre 1886, créant une Union pour la protection des œuvres littéraires et artistiques, ainsi qu'à l'acte additionnel et à la déclaration interprétative du 4 mai 1896. Cette adhésion comprend le royaume du Danemark et les îles Féroë, à l'exclusion de l'Islande, du Groenland et des Antilles.

. A la fin de l'année 1903 faisaient partie :

I. De l'Union pour la protection de la propriété industrielle, créée par la convention du 20 mars 1883 :

Allemagne, Belgique, Brésil, Danemark et îles Féroë, Dominicaine (Rép.), Espagne, Etats-Unis d'Amérique, France avec Algérie et colonies, Grande-Bretagne, Nouvelle-Zélande et Queensland, Italie, Japon, Mexique, Norvège, Pays-Bas, Indes néerlandaises, Surinam et Curaçao, Portugal avec les Açores et Madère, Serbie, Suède, Suisse et Tunisie.

Tous les Etats unionistes, à la seule exception de la République Dominicaine de la Serbie, ont adhéré à l'acte additionnel du 14 décembre 1900, modifiant la Convention du 20 mars 1883.

II. De l'Arrangement du 14 avril 1891, concernant l'enregistrement international des marques de fabrique ou de commerce, modifié par l'acte additionnel du 14 décembre 1900 :

Belgique, Brésil, Espagne, France, Italie, Pays-Bas, Portugal, Suisse et Tunisie.

III. De l'Arrangement du 14 avril 1891, concernant la répression des fausses indications de provenance sur les marchandises :

Brésil, Espagne, France, Grande-Bretagne, Portugal, Suisse et Tunisie.

IV. De l'Union internationale pour la protection des œuvres littéraires et artistiques :

Allemagne, Belgique, Danemark et îles Féroë, Espagne et colonies, France avec Algérie et colonies, Grande-Bretagne avec ses colonies et possessions, Haïti, Italie, Japon, Luxembourg, Monaco, Norvège, Suisse et Tunisie.

L'arrangement conclu le 26 mai 1902 et modifiant la Convention concernant la protection réciproque des brevets, dessins, modèles et marques, conclue le 13 avril 1892 entre la Suisse et l'Empire allemand, a été ratifié par les deux Etats contractants ; il est entré en vigueur le 1^{er} mai.

1. Protection des inventions.

ARRÊTÉ DU 30 JANVIER MODIFIANT LE RÈGLEMENT D'EXÉCUTION DE LA LOI SUR LES BREVETS.

Par arrêté du 30 janvier, le Conseil fédéral a introduit dans le règlement d'exécution pour la loi sur les brevets d'invention un nouvel article 30 bis, d'après lequel le solliciteur d'un brevet dont la demande a été rejetée pour cause de non-régularisation en temps utile, pourra obtenir le retrait du rejet, si, dans l'intervalle d'un mois à partir du rejet, il paye au bureau une taxe de 300 francs et présente de nouveau sa demande, régularisée conformément à la notification dont elle a été l'objet.

MESSAGE DU CONSEIL FÉDÉRAL DU 13 NOVEMBRE 1903, PORTANT PROPOSITION DE MODIFIER LE 4^e ALINEA DE LA 1^{re} PARTIE DE L'ART. 64 DE LA CONSTITUTION FÉDÉRALE.

Par son message du 13 novembre 1903, le Conseil fédéral a soumis à l'Assemblée fédérale la proposition de modifier le 4^e alinéa de la première partie de l'article 64 de la constitution fédérale, dont la teneur actuelle est la suivante :

« Sur la protection des dessins et modèles nouveaux, ainsi que des inventions représentées par des modèles et applicables à l'industrie »,

Par la suppression des mots « représentées par des modèles et ».

L'adoption de ce changement dans le texte constitutionnel donnerait à la Confédération la compétence d'étendre la protection légale aux inventions non représentables par des modèles.

Il a été interjeté 8 recours auprès du Département. Un a été admis, 6 ont été rejetés, tandis que le huitième a été retiré par le recourant.

Des recours qui, à la suite de rejet de la part du Département ont été portés devant le Conseil fédéral, l'un est devenu sans objet par l'introduction susmentionnée de l'article 30 bis dans le règlement d'exécution pour la loi sur les brevets ; les deux autres ont été reconnus non fondés.

Statistique

A. — Renseignements généraux

	1903	1902
Demandes déposées.....	2.923	2.749
dont :		
Pour brevets provisoires.....	2.209	2.060
— définitifs.....	645	626
— additionnels.....	66	61
— protection aux expositions.....	3	2
Demandes retirées.....	265	302
Demandes rejetées.....	235	180

	1903	1902
Recours à la suite du rejet de demandes, etc.....	8	1
Notifications relatives à des demandes à l'examen.....	5.052	3.922
dont :		
1 ^{res} notifications.....	3167	2695
2 ^{es} —	1419	931
3 ^{es} —	428	264
autres —	38	32
Prolongations de délai.....	193	119
Avis secrets.....	34	31
Brevets principaux enregistrés.....	2905	2291
Brevets additionnels enregistrés.....	46	36
Protection aux expositions, enregistrement.....	2	2
Rappels de transformation.....	801	819
Preuves du modèle présentées au Bureau.....	1653	1505
dont :		
pour la confrontation au Bureau.....	1165	1052
» » » en dehors du Bureau.....	105	96
modèles à dépôt permanent.....	116	111
photographies à dépôt permanent.....	267	246
Preuves du modèle refusées par le Bureau.....	144	145
Preuves du modèle présentées au Département.....	18	22
Rappels de taxes annuelles.....	3864	3426
Sursis pour le paiement des 3 premières taxes annuelles.	20	20
Taxes annuelles payées.....	8486	7888
dont :		
1 ^{res} taxes annuelles.....	2381	2210
2 ^{es} » »	1959	1971
3 ^{es} » »	1252	1190
4 ^{es} » »	692	764
5 ^{es} » »	583	529
6 ^{es} » »	428	405
7 ^{es} » »	316	271
8 ^{es} » »	217	196
9 ^{es} » »	160	160
10 ^{es} » »	126	134
11 ^{es} » »	109	142
12 ^{es} » »	111	77
13 ^{es} » »	61	60
14 ^{es} » »	48	63
15 ^{es} » »	43	16
Cessions enregistrées.....	267	238
Licences enregistrées.....	34	31
Nantissements enregistrés.....	19	5
Inscriptions complémentaires.....	5	5
Radiations.....	2176	2105
Annulations.....	1	2
Mandataires, mutations.....	281	244

B. — Répartition par pays des brevets principaux délivrés pendant les années 1902 et 1903.

	1903	1902
Suisse.....	1017 = 35 o/o .	759 = 33 o/o
Etranger.....	1888 = 65 o/o .	1532 = 67 o/o
	<u>2905</u>	<u>2291</u>

RÉPARTITION POUR L'ÉTRANGER

Europe

	1903	1902
Allemagne.....	897	686
Autriche.....	85	81
Hongrie.....	29	23
Belgique.....	31	15
Danemark et colonies.....	20	8
Espagne.....	5	4
France et colonies.....	334	281
Grande-Bretagne et colonies.....	164	119
Italie.....	40	36
Luxembourg.....	2	1
Monaco.....	—	1
Norvège (pour 1902, v. ci-après sous la rubrique « Suède »).....	8	—
Pays-Bas et colonies.....	4	8
Roumanie.....	1	—
Russie.....	16	18
Suède (inclusivement Norvège pour 1902).....	22	19
Turquie.....	1	1

Autres continents

Afrique.....	1	4
Amérique :		
Amérique du Sud.....	5	5
Canada.....	5	4
Etats-Unis d'Amérique.....	198	204
Mexique.....	—	—
Asie.....	2	2
Australie.....	18	12
	<u>1888</u>	<u>1532</u>

2. Dessins et modèles industriels

Les propriétaires de 441 dépôts ont été avisés de l'échéance de la période de protection en cours.

Neuf demandes de dépôt comprenant 21 objets ont été rejetées et six demandes comprenant 427 objets ont été retirées.

STATISTIQUE

A. Tableau pour les 3 périodes de la protection

Périodes	Dépôts		Objets	
	1903	1902	1903	1902
I ^{re} période.....	1158 ¹	848 ²	226,485	149,861
(dont cachetés).....	521	382	192,861	129,753
II ^e période.....	104	84	416	292
III ^e période.....	21	24	125	207
Cessions.....	41	44	19,718	9,240
Radiations (dépôts entiers).....	290	144	5,610	878
Radiations (parties de dépôts).....	32	19	612	86

B. Répartition par pays

Pays	1 ^{re} période			
	Dépôts		Objets	
	1903	1902	1903	1902
Suisse.....	1101	813	225,824	149,335
Etranger.....	57	35	661	526
Total.....	1158	848	226,485	149,861

Répartition pour l'étranger :

Allemagne.....	31	15	579	161
Autriche.....	3	1	3	1
Belgique.....	1	—	1	—
Etats-Unis d'Amérique.....	1	1	1	1
France.....	17	18	27	363
Grande-Bretagne.....	3	—	5	—
Italie.....	1	—	45	—
Total.....	57	35	661	526

3. — Marques de fabrique et de commerce

STATISTIQUE

A. — Renseignements généraux

	1903	1902
Marques présentées à l'enregistrement.....	1418	1195
Marques avec demandes irrégulières ou incomplètes.....	361	307
Marques enregistrées au Bureau fédéral.....	1365	1198
Marques enregistrées au Bureau international.....	577	435
Marques internationales faisant l'objet d'un refus de protection.....	4	1
Marques retirées ou projetées.....	36	23
Recours.....	—	1
Marques ayant donné lieu à un avis confidentiel.....	83	27
Marques avec changement de domicile, etc.....	16	65
Marques transférées.....	163	104
Marques radiées à la demande des propriétaires ou à la suite de jugement.....	34	31
Marques radiées à la suite de non-renouvellement.....	156	145
Marques dont le dépôt a été renouvelé.....	27	50
Rappels de renouvellement (art. 8 de la loi).....	150	169

B. — Répartition par classes de marchandises des marques enregistrées.

Classes de marchandises	Enregistrement national			Enregistrement international		
	1903	1902	1893/1903	1903	1902	1893/1903
1. Aliments, etc.....	148	202	2198	71	69	691
2. Boissons, etc.....	53	43	1038	61	54	500
3. Tabacs, etc.....	130	70	1390	48	13	187
4. Médicaments, etc.....	155	118	1694	111	91	725
5. Couleurs, savons, etc....	163	129	1701	81	61	580
6. Produits textiles, etc....	94	72	1718	45	52	366
7. Papier, etc.....	34	35	375	29	12	86
8. Chauffage, éclairage, etc.	42	26	379	43	16	184
9. Matériaux de construction, etc.....	20	11	182	13	10	66
10. Meubles, etc.....	20	17	186	12	15	56
11. Métaux, machines, etc...	59	84	996	25	14	142
12. Horlogerie, etc.....	441	382	4833	35	18	165
13. Divers.....	6	9	41	3	10	24
Total.....	1365	1198	16731	577	435	3772

C. — Répartition par pays des marques enregistrées

<i>Pays :</i>	Enregistrement national			Enregistrement international		
	1903	1902	1865/1903	1903	1902	1893/1903
Suisse.....	1107	922	12092	87	76	821
Allemagne.....	153	128	1723	—	—	—
Autriche.....	12	23	231	—	—	—
Hongrie.....	3	1	6	—	—	—
Belgique.....	1	8	85	32	33	217
Cuba.....	—	—	2	—	—	—
Danemark.....	1	1	3	—	—	—
Egypte.....	—	—	7	—	—	—
Espagne.....	—	—	9	12	2	56
Etats-Unis d'Amérique..	30	38	196	—	—	—
Etats-Unis du Brésil....	—	—	1	—	—	—
France.....	12	24	1408	381	252	2007
Grande-Bretagne.....	39	45	870	—	—	—
Italie.....	2	—	24	15	5	74
Pays-Bas.....	—	—	19	48	59	583
Portugal.....	—	—	—	2	3	8
Queensland.....	—	1	1	—	—	—
Roumanie.....	—	—	1	—	—	—
Russie.....	1	3	5	—	—	—
Suède.....	4	4	48	—	—	—
Tunisie.....	—	—	—	—	5	6
Total...	1365	1198	16731	577	435	3772

4. Protection de la propriété littéraire et artistique

Il a été procédé à 276 inscriptions dans le registre des inscriptions obligatoires et à 57 inscriptions dans le registre des inscriptions facultatives.

QUATRIÈME PARTIE

CHRONIQUE

SAINT-SIÈGE

La Note Pontificale

L'Humanité, dans le n° du 17 mai (n° 30) a publié la note ci-dessous adressée par le Vatican aux chefs d'Etats catholiques représentés près le Saint-Siège :

DES CHAMBRES DU VATICAN

28 avril 1904

La venue à Rome en forme officielle, de M. Loubet, président de la République française, pour rendre visite à Victor-Emmanuel III a été un événement de si exceptionnelle gravité que le Saint-Siège ne peut le laisser passer sans appeler sur lui la plus sérieuse attention du Gouvernement que Votre Excellence représente.

Il est à peine nécessaire de rappeler que les Chefs d'Etats catholiques, liés comme tels par des liens spéciaux au Pasteur Suprême de l'Eglise, ont le devoir d'user vis-à-vis de Lui des plus grands égards, comparativement aux Souverains des Etats non catholiques, en ce qui concerne sa dignité, son indépendance et ses droits imprescriptibles. Ce devoir, reconnu jusqu'ici et observé par tous, nonobstant les plus grandes raisons de politique, d'alliance ou de parenté, incombait d'autant plus au premier Magistrat de la République française, qui, sans avoir aucun de ces motifs spéciaux, préside en revanche une nation qui est unie par les rapports traditionnels les plus étroits avec le Pontificat Romain, jouit, en vertu d'un pacte bilatéral avec le Saint-Siège, de privilèges signalés, a une large représentation dans le Sacré-Collège des Cardinaux, et par suite dans le Gouvernement de l'Eglise universelle, et possède par singulière faveur le protectorat des intérêts catholiques en Orient. Par suite, si quelque Chef de Nation catholique infligeait une grave offense au Souverain Pontife en venant prêter hommage à Rome, c'est-à-dire au lieu même du Siège Pontifical et dans le même palais apostolique, à celui qui contre tout droit détient sa souveraineté civile et en entrave la liberté nécessaire et l'indépendance, cette offense a été d'autant plus grande de la part de Monsieur Loubet ; et si, malgré cela, Le Nonce Pontifical est resté à Paris, cela est dû uniquement à de très graves motifs d'ordre et de nature en tout point spéciaux. La déclaration faite par M. Delcassé au Parlement français ne peut en changer ni le caractère ni la portée, — déclaration

suivant laquelle le fait de rendre cette visite n'impliquait aucune intention hostile au Saint-Siège ; car l'offense est intrinsèque à l'acte d'autant plus que le Saint-Siège n'avait pas manqué de prévenir ce même Gouvernement.

Et l'opinion publique, tant en France qu'en Italie, n'a pas manqué d'apercevoir le caractère offensif de cette visite, recherchée intentionnellement par le Gouvernement italien dans le but d'obtenir par là l'affaiblissement des droits du Saint-Siège et l'offense faite à sa dignité, droits et dignité que celui-ci tient pour son devoir principal de protéger et de défendre dans l'intérêt même des catholiques du monde entier.

Afin qu'un fait aussi douloureux ne puisse constituer un précédent quelconque, le Saint-Siège s'est vu obligé d'émettre contre lui les protestations les plus formelles et les plus explicites, et le soussigné Cardinal Secrétaire d'État, par ordre de Sa Sainteté, en informe par la présente Votre Excellence, en vous priant de vouloir porter le contenu de la présente Note à la connaissance du Gouvernement de...

Il saisit en même temps cette occasion de confirmer à Votre Excellence les assurances... etc...

Cardinal MERRY DEL VAL.

CORÉE

Extrait du rapport sur la situation économique de la Corée de M. F. Berteaux, vice-consul, chargé de la Chancellerie de la Légation de France à Séoul.

(Suite) (1)

1° VALEUR TOTALE DU COMMERCE GÉNÉRAL

Années.	Total des importations.	Total des exportations.	Total général.
	(En yens.)		
1900. .	19.839.026	19.413.106	39.272.142
1901. .	25.398.153	20.127.855	45.526.008
1902. .	26.917.668	23.157.317.	50.074.984
Différence en faveur de 1902 sur 1901, 4.548.976.			
— sur 1900, 10.802.842.			

La première constatation que nous ayons donc à faire est une augmentation de 4.548.976 yens soit 11.827.337 fr. 60 pour un commerce dont le chiffre total n'est que de 50.074.984 yens soit 130.194.958 fr. 40. En elle-même, cette avance n'est pas une quantité négligeable pour un petit pays comme la Corée qui n'en est encore qu'à ses débuts, et ne l'oublions pas, à des débuts pénibles ; mais cette progression prend une signification plus importante si l'on remarque qu'elle n'est pas un accident for-

(1) Voir *Archives Diplomatiques*, numéros précédents, *Chronique*.

tuit, mais la continuation, malgré des influences contraires, d'une avance qui en 1901, se traduisait déjà par 6.253.866 yens soit 16.260.051 fr. 60. Ce qui fait, au total, que sur l'année normale de 1900, l'année 1902 est en progrès de 10.802.842 yens soit 28.087.389 fr. 20.

Le même tableau, qui marque une progression suivie, tant dans les importations que dans les exportations, examiné de plus près, nous permet de constater que la diminution relative des exportations par rapport aux importations, constatée pour 1901, fait place, en 1902, à une proportion inverse. Ce sont les exportations qui ont avancé de 3.029.462 yens soit 7.876.601 fr. 20, tandis que les importations ne faisaient que gagner 1.519.514 yens soit 3.950.736 fr. 40.

Il semble donc que l'équivalence approchée qui existait en 1900 entre les importations et les exportations, ait été rompue en 1902 comme en 1901.

Cette remarque n'est pas absolument exacte. Pour nous rendre compte de ce qu'elle contient d'erroné, nous n'avons qu'à examiner les chiffres du commerce général, défalcation faite des réexportations.

2° VALEUR TOTALE NETTE DU COMMERCE GÉNÉRAL, EN YENS

(Métaux précieux et numéraire compris, mais défalcation faite des réexportations).

Années.	Valeur totale des impor- tations.	Réex- porta- tions à défalquer.	Valeur nette des impor- tations.	Valeur totale des expor- tations.	Total général net.
			(En yens.)		
1900....	19 859.036	2.107.208	17.731.828	19.413.106	37.164.934
1901....	23.398.153	2.147.668	23.250.485	20.127.853	43.378.340
1902....	26.917.667	2.141.348	24.774.319	23.156.317	47.930.636

Différence en faveur de 1902 sur 1901, 4.560.296.

— sur 1900, 10.765.702.

Le tableau ci-dessus prouve qu'en fait, le progrès marqué dans la valeur du commerce général par l'année 1902 sur les années 1900 et 1901 est le même, en fin de compte, que l'on déduise ou non les réexportations.

Mais le même tableau a, en outre, l'avantage de nous montrer que les importations (nettes) qui, en 1901, dépassaient les exportations de 3.122.630 yens, soit 8.118.838 fr., ne les dépassent plus, en 1902, que de 1.618.002 yens, soit 4.206.805 fr. 20.

A ne s'en tenir qu'aux chiffres, la balance du commerce général est donc déjà moins défavorable à la Corée en 1902 qu'elle ne l'était en 1901. Elle l'est encore bien moins si l'on se borne à l'examen des chiffres du commerce extérieur. Sur ce point, le secrétaire général des Douanes co-

réennes déclare que l'on peut considérer, sans crainte de se tromper, que la balance a été égale en 1902 entre les importations et les exportations. En effet, si des importations de l'étranger, qui s'élevèrent au chiffre de 13.692.842 yens, on déduit les réexportations à destination de l'étranger, valant 151.433 yens, on obtient un total de 13.541.409 yens qui n'est plus supérieur que de 160.233 yens au total des exportations à destination de l'étranger, marchandises et or (8.317.070 + 5.064.106), soit 13.381.176 yens. M. Chalmers va plus loin, il fait remarquer, à très juste titre, que cette balance de 160.000 yens, débitrice quand l'on se borne à l'examen des chiffres, deviendrait créditrice si l'on voulait bien tenir compte du fait que le matériel de chemin de fer, importé en 1902 pour une valeur de 450.000 yens, a été entièrement payé par des capitaux étrangers.

Nous ne voudrions d'ailleurs pas attacher une trop grande importance à cette équivalence approchée que la douane coréenne semble rechercher entre les importations et les exportations.

Les économistes les plus justement célèbres ont démontré depuis longtemps que l'excédent des exportations sur les importations n'est pas pour un pays une condition essentielle de sa prospérité commerciale ; et que, d'autre part, il ne faut pas voir dans l'excédent des importations sur les exportations une raison absolue d'appauvrissement économique. Il est évident, en effet, à ne prendre que l'exemple de la Corée, pays neuf au point de vue industriel et commercial, que les importations de matériel pour l'établissement de ses voies ferrées et pour la mise en exploitation de ses mines, sont pour elle autant d'acquisitions fécondes pour l'avenir et que, si importants que soient leur prix d'achat et l'excédent qu'il détermine dans la valeur des importations, il n'en représente pas moins pour l'importateur une source productive de richesse.

Le seul fait qui puisse justifier le désir apparent de la Douane de voir les exportations égaler les importations est la pauvreté financière du Gouvernement. La Corée, riche du sol arable de ses vallées et des pêcheries abondantes de ses côtes, riche surtout de son sous-sol minier, est dénuée de tous capitaux par le fait, précisément, que rien, ou à peu près, n'a encore été convenablement exploité ou mis en valeur. Si donc nous pouvons constater que les acquisitions de la Péninsule sont de nature à développer sa richesse en mettant en œuvre sa puissance productrice, on peut très bien concevoir, d'autre part, que la crainte de voir le pays recourir à des emprunts onéreux fasse souhaiter, pour le moment du moins, quelque équilibre entre les importations et les exportations.

Nous nous hâterons d'ajouter que cet équilibre existait en 1900 et que s'il a été violemment rompu en 1901, il a montré, en 1902, une vigoureuse tendance à se rétablir.

Les trois tableaux ci-dessous nous le prouveront :

BALANCE DU COMMERCE GÉNÉRAL ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1900 (en yens).

Indication du commerce visé.	Importations.	Exportations.	Balances favorables.	Balances défavorables.
Valeur totale du commerce général.	19.859.036	19.413.106	»	445.930
Valeur nette du commerce général (c'est-à-dire moins les réexportations).	17.751.828	19.413.106	1.661.278	»
Valeur nette du commerce extérieur (exportations d'or comprises)	10.940.400	13.072.917	2.132.457	»

BALANCE DU COMMERCE GÉNÉRAL ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1901

Indication du commerce visé.	Importations.	Exportations.	Balances favorables.	Balances défavorables.
Valeur totale du commerce général.	25.398.153	20.127.855	»	5.270.298
Valeur nette du commerce général (c'est-à-dire, moins les réexportations)	23.250.485	20.127.855	»	3.122.630
Valeur nette du commerce extérieur (exportations d'or comprises)	14.696.470	13.455.300	»	1.241.170

BALANCE DU COMMERCE GÉNÉRAL ET DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN 1902

Indication du commerce visé.	Importations.	Exportations.	Balances favorables.	Balances défavorables.
Valeur du commerce général.	26.917.667	23.157.317	»	3.760.350
Valeur nette du commerce général (c'est-à-dire moins les réexportations).	24.774.319	23.156.317	»	1.618.002
Valeur nette du commerce extérieur (exportations d'or comprises)	13.541.409	13.381.176	»	160.233

Ces tableaux nous permettent de constater, en outre, que la balance entre les importations et les exportations est surtout défavorable lorsqu'il s'agit du commerce général, tandis qu'elle a toujours une tendance marquée à redevenir sensiblement égale lorsque l'on revient aux chiffres du commerce extérieur.

Cette constatation faite, nous reprendrons, avant d'aborder le commerce extérieur, l'examen des différents aspects sous lesquels se présente le commerce général.

Nous avons vu déjà que la valeur nette du commerce général, métaux précieux et numéraire compris, mais déduction faite des réexportations, donnait en faveur de 1902 une avance de 4.560.296 yens, soit 11.856.769 fr. 60, sur 1901 et 10.765.702 yens, soit 27.990.825 fr. 20, sur 1900.

Le tableau ci-dessous nous fera constater que la déduction du numéraire et des métaux précieux laisse la valeur nette du commerce général de 1902, en avance sur 1901 comme sur 1900 :

4° VALEUR NETTE DU COMMERCE GÉNÉRAL EN YENS, DÉDUCTION FAITE NON SEULEMENT DES RÉEXPORTATIONS, MAIS DES MÉTAUX PRÉCIEUX, NUMÉRAIRE, ETC.

Années.	Valeur comprenant les métaux précieux, etc.	Valeur des métaux précieux, etc.		Valeur totale à défalquer.	Valeur nette.
		Importés.	Exportés.		
1900. .	37.164.934	4.323.421	7.458.333	17.781.754	25.383.180
1901. .	43.378.340	5.403.663	8.671.044	14.074.707	29.303.633
1902. .	47.930.636	7.466.021	11.100.703	18.566.724	29.363.912
Différence en faveur de 1902 sur 1901,				60,279.	
—				sur 1900, 3,980,732.	

Il résulte de ces chiffres en faveur de 1902 une avance de 60.279 yens, soit 156.725 fr., sur 1901 et de 3.980.932 yens, soit 10.349.903 fr. 20 sur 1900.

Nous étions donc fondé à déclarer qu'en aucun cas le commerce général de 1902 ne s'est trouvé en infériorité devant celui de 1901.

Nous n'aurons à constater son recul que lorsque nous en déduirons les chiffres du commerce de port en port, de façon à trouver la valeur du commerce extérieur.

5° VALEUR NETTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR EN YENS,
MÉTAUX PRÉCIEUX ET NUMÉRAIRE COMPRIS.

Années.	Importations de l'étranger, métaux précieux et numéraire compris.		Exportations pour l'étranger, métaux pré- cieux et nu- méraire compris.		Total
	Valeur totale.	Réexporta- tions pour l'étranger à défalquer.	Valeur nette		
1900. .	13.177.262	128.901	13.049.361	15.039.463	28.088.824
1901. .	17.223.248	80.764	17.142.484	14.541.457	31.683.941
1902. .	15.994.727	151.423	15.843.304	14.821.505	30.664.809
Différence contre 1902 sur 1901,			1.019.132		
— en faveur de 1902 sur 1901,			2.575.985		

Il résulte de ce tableau que l'année 1902 se trouve en recul de 1.019.132 yens, soit 2.649.743 fr. 20 sur 1901, tout en conservant sur 1900 une avance de 2.375.985 yens, soit 6.967.561 francs.

Toutefois, nous aurions tort de ne pas chercher à nous rendre un compte plus exact du commerce proprement dit avec l'étranger.

Les chiffres du tableau qui précède comprennent des éléments tels que les réexportations pour des ports de la péninsule, le numéraire et une petite quantité de métaux autres que l'or, qui devraient en être extraits si l'on veut en dégager la valeur des opérations commerciales proprement dites avec l'extérieur. Nous avons procédé à cette élimination dans le tableau suivant :

6° VALEUR NETTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, EN YENS, MOINS LE NUMÉRAIRE ET LES MÉTAUX PRÉCIEUX AUTRES QUE L'OR.

Importations de l'étranger.				Exportations pour l'étranger.					
Années.	Valeur, moins les rexporthations pour l'étranger.	Numéraire et métaux précieux autres que l'or, à déduire.		Valeur nette.	Valeur totale.	Numéraire et métaux précieux autres que l'or, à déduire.		Valeur nette.	Valeur totale nette
		à déduire.				à déduire.			
1900 . . .	13.049.361	1.889.181	11.160.180	15.039.463	1.966.546	13.072.917	24.233.097		
1901 . . .	17.142.484	2.443.424	14.699.060	14.541.457	1.086.157	13.455.300	28.154.360		
1902 . . .	15.843.304	2.301.885	13.541.419	14.821.505	1.440.329	13.381.176	26.922.595		
Différence contre 1902 sur 1901,				31.765.					
— en faveur de 1902 sur 1900, 2.689.498.									

Il résulte du tableau qui précède que le commerce extérieur, or compris, ne se trouve plus en retard, en 1902 sur 1901, que de 31.765 yens, soit 82.589 fr., ce qui est insignifiant, tandis qu'il dépasse encore de 2.689.498 yens, soit 6.992.694 fr. 80.

Si, au contraire, nous retranchons de la valeur nette du commerce extérieur, non plus le numéraire et les métaux précieux autres que l'or, mais ce dernier métal seul, nous obtenons les résultats suivants :

Années.	Importations de l'étranger.			Exportations pour l'étranger.			Valeur nette totale
	Or compris.	Or à retrancher.	Valeur nette.	Or compris.	Or à retrancher.	Valeur nette.	
	—	—	—	—	—	—	—
				(Yens.)			
1900.	13.049.361	218.820	12.830.541	15.039.463	3.633.050	11.406.413	24.236.954
1901.	17.142.484	2.590	17.139.894	14.541.457	4.993.351	9.548.106	26.688.000
1902.	15.843.304	»	15.843.304	14.821.505	5.064.106	9.757.399	25.600.700

Différence contre 1902 sur 1901, 1.087.297.
 — en faveur de 1902 sur 1900, 1.363.749.

Ce qui fait en somme, pour 1902, une perte de 1.087.297 yens, soit 2.826.972 fr. 20 sur 1901, mais un progrès de 1.363.749 yen, soit 3.545.747 fr. 40 sur 1900.

Si, enfin, nous retranchons de la valeur nette du commerce extérieur, non plus la valeur de l'or seul ou du numéraire et des métaux précieux seuls, mais la valeur totale de ces différents éléments, nous obtenons le tableau suivant :

8° VALEUR NETTE DU COMMERCE EXTÉRIEUR, EN YENS, NUMÉRAIRE, MÉTAUX PRÉCIEUX ET OR NON COMPRIS

Valeur des importations.				Valeur des exportations.			
Années.	Numéraire et métaux précieux		Valeur nette	Numéraire et métaux précieux		Valeur nette	Valeur nette totale.
	compris.	à retrancher		compris.	à retrancher.		
1900. . .	13.048.361	2.107.901	10.940.460	15.039.463	5.599.596	9.439.867	20.380.327
1901. . .	17.142.484	2.446.014	14.696.470	14.541.457	6.079.508	8.461.949	22.158.419
1902. . .	15.843.304	2.301.885	13.541.409	14.821.505	6.504.435	8.317.070	21.858.479

Différence contre 1902 sur 1900, 1.299.940.

— en faveur de 1902 sur 1900, 1.478.152.

Soit une moins-value de 1.299.940 yens ou 3.379.844 fr. pour 1902 par rapport à 1901, mais une plus-value de 1.478.152 yens, soit 3.843.195 fr. 20.

Enfin, comme dernier élément du commerce de la Péninsule, nous rechercherons la valeur nette du commerce de port ouvert à port ouvert :

1° Métaux précieux et numéraire compris :

2° Métaux précieux et numéraire non compris.

9° VALEUR NETTE DU COMMERCE DE PORT OUVERT A PORT OUVERT,
EN YENS, NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX COMPRIS.

Importations.					
—					
Réexportations					
Années.	Valeur de port à port totale.	Valeur à déduire.	Valeur nette	Exportations.	Valeur nette totale.
—	—	—	—	—	—
1900 .	6.681.774	1.978.307	4.703.467	4.373.643	9.077.110
1901 .	8.174.905	2.066.904	6.108.001	5.586.398	11.694.399
1902 .	10.922.940	1.989.925	8.933.015	8.335.802	17.268.817

Différence en faveur de 1902 sur 1901, 5.574.418.

— sur 1900, 8.191.707.

Le tableau ci-dessus confirme la remarque que nous avons précédemment faite, à savoir que dans le commerce général de la Péninsule en 1902, seul le commerce direct avec l'étranger a présenté quelque moins-value par rapport à 1901.

Le commerce de port à port, au contraire, y compris le numéraire et les métaux précieux, donne pour 1902 une avance de 5.574.418 fr., soit 14.493.486 fr. 80 sur 1901, et de 8.191.707 yens, soit 21.298.438 fr. 20 sur 1900.

Bien que moins considérables en elles-mêmes, puisqu'elles portent sur des quantités réduites à peu près de moitié, les mêmes différences subsistent en faveur de 1902 si nous extrayons de la valeur des importations et des exportations le montant du numéraire et des métaux précieux :

10° VALEUR NETTE DU COMMERCE DE PORT OUVERT A PORT OUVERT, EN YENS, MOINS LE NUMÉRAIRE ET LES MÉTAUX

PRÉCIEUX (EN YENS).

Années.	Importations.			Exportation.		
	Valeur moins les réexportations de port à port.	— Numéraire et métaux précieux à déduire		Valeur totale, à déduire.	— Numéraire et métaux précieux à déduire.	
		Valeur nette.	Valeur nette.	Valeur totale,	Valeur nette	Valeur nette totale.
1900 . . .	4.703.467	2.215.520	2.487.947	4.373.643	1.858.737	2.514.906
1901 . . .	6.108.001	2.957 649	3.150.352	5.586.398	2.591.536	2.994.862
1902 . . .	8.933.015	5.164.136	3.768.879	8.335.802	4.596.268	3.739.534
						7.508.413

Différence en faveur de 1902 sur 1901, 1.363.199.

— sur 1900, 2.505.560.

C'est donc encore, en faveur de 1902, une avance de 1.363.199 yens, soit 3.544.317 fr. 40 sur 1901, et de 2.505.560 yens, soit 6.514.456 fr. sur 1900.

Pour résumer ces données générales, il pourra paraître ici de quelque intérêt de réunir en un seul tableau les chiffres du commerce général décomposé en commerce extérieur et en commerce de port à port :

1° Numéraire et métaux précieux compris ;

2° Numéraire et métaux précieux non compris.

11° VALEUR NETTE DU COMMERCE DE LA CORÉE EN YENS
NUMÉRAIRE ET MÉTAUX PRÉCIEUX COMPRIS.

Années.	Valeur nette du commerce extérieur.	Valeur nette du commerce de port à port	Valeur totale nette du commerce général.
1900.	28.088.824	9.077.110	37.165.934
1901.	31.683.941	11.694.399	43.378.340
1902.	30.664.809	17.268.817	47.933.626

Différence en faveur de 1902 sur 1901, 4.555.286 ;

— — — 1900, 10.767.692.

Cette progression, nous avons eu déjà l'occasion de la constater au début de ce rapport et nous la retrouverons, en des chiffres moindres puisque la comparaison porte sur de moins grosses valeurs, dans le tableau ci-dessous, d'où le numéraire et les métaux précieux sont extraits :

12° VALEUR NETTE DU COMMERCE GÉNÉRAL DE LA CORÉE, EN YENS
MOINS LE NUMÉRAIRE ET LES MÉTAUX PRÉCIEUX.

Années.	Valeur nette du commerce extérieur.	Valeur nette du commerce de port à port.	Valeur totale nette du commerce général.
1900.	20.381.327	5.002.853	25.384.180
1901.	23.158.419	6.145.214	29.303.633
1902.	21.858.489	7.508.413	29.366.902

Différence en faveur de 1902 sur 1901, 63.269 ;

— — — 1900, 3.982.722.

Ce qui fait encore pour 1902 une plus-value de 63,269 yens, soit 164.499 fr. 40 sur 1901 et de 3.982.722 yens, soit 10.355.077 fr. 20 sur 1900.

VALEUR DU COMMERCE

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DES MARCHANDISES. — RÉEXPORTATIONS. —

NOMBRE ET TONNAGE DES NAVIRES EXPÉDIÉS. —

Valeur du commerce

Années	Importations		Exportations		Total des	Réexportations	
	de l'étranger	des ports ouverts	pour l'étranger	pour les ports ouverts	importations et exportations	pour l'étran- ger	pour les ports ouverts
1900.....	11.069.361	4.466.254	9.439.867	2.514.906	27.490.388	128.901	1.978.30
1901.....	14.777.234	5.217.256	8.461.949	2.994.862	31.451.301	80.764	2.066.90
1902.....	13.692.842	5.758.804	8.317.070	3.739.534	31.508.250	151.423	1.989.92

Différences en plus ou en moins pour 1902 par rapport à :

1901. — 1.084.392 + 541.548 + 144.879 + 744.672 + 56.949 + 70.659 — 76.97
1900. + 2.623.481 + 1.292.550 — 1.122.797 + 1.224.628 + 4.017.862 + 22.522 + 11.61

DE LA CORÉE (en yens).

IMPORTATIONS ET EXPORTATIONS DE NUMÉRAIRE ET DE MÉTAUX PRÉCIEUX

REVENU TOTAL NET DES DOUANES DE 1900 A 1902.

Numéraire et métaux précieux					Navigation			
Total	Importés		Exportés		Navires expédiés		Revenu total net	
	de l'étranger	des ports ouverts	à l'étranger	aux ports ouverts	Nombre	Tonnage		
—	—	—	—	—	—	—	—	—
2.107.208	2.107.901	2.215.520	5.599.596	1.858.737	4.408	847.605	1.097.217	43
2.147.668	2.446.014	2.957.649	6.079.508	2.591.536	4.958	983.818	1.325.414	11
2.141.348	2.301.885	5.164.136	6.504.435	4.596.268	5.455	1.238.935	1.204.776	38

— 6.320 — 144.129 + 2.206.487 + 424.927 + 2.004.732 + 497 + 255.117 — 120.637 73
+ 34.140 + 193.984 + 2.948.616 + 904.839 + 2.737.531 + 1.047 + 391.330 + 107.558 95

REVENU DES DOUANES

Le produit total des droits perçus par les Douanes maritimes de l'Empire de Corée ne s'est élevé, en 1902, qu'à la somme de 1.204.776 yens 38 soit 3.132.418 fr. 59, marquant ainsi une perte de 120.637 yens 73, soit 313.658 fr. 10 sur 1901, mais n'en conservant pas moins une avance de 107.568 yens 95, soit 279.653 fr. 27 sur 1900.

La Douane fait remarquer que les droits d'importation et d'exportation ont contribué, chacun pour une part proportionnelle, à la diminution constatée, tandis que les droits de tonnage ont fait un remarquable progrès.

Et, de fait, les droits d'importation sont tombés de 912.276 yens 73 à 813.620 yens 76, perdant ainsi 98.655 yens 97, soit 256,505 fr. 52, et les droits d'exportation sont tombés de 387.181 yens 63 à 354.969 yens 87, perdant ainsi 32.211 yens 76, soit 83.750 fr. 58.

Les pertes éprouvées dans ces deux catégories de perceptions sont donc proportionnelles à leurs importances respectives, puisque les chiffres des droits d'importation sont, tant pour leur total que pour la perte subie, environ trois fois plus forts que ceux des droits d'exportation.

Il y a lieu, toutefois, de remarquer que, tandis que les droits d'importation restaient en 1902 supérieurs à ceux de 1900 par 124.814 yens 83, soit 324.516 fr. 48, les droits d'exportation, en 1902, ont été inférieurs même à ceux de 1900 par 29.555 yens 44, soit 76.844 fr. 14.

Les droits de tonnage, au contraire, sont supérieurs non seulement à ceux de 1900 par 42.300 yens 36, soit 31.980 fr. 94, mais encore à ceux de 1901 par 10.230 yens, soit 26.598 fr., atteignant ainsi le chiffre de 36.185 yens 75, soit 94.082 fr. 95.

Cet accroissement notable des droits de tonnage est une preuve incontestable de l'activité commerciale qui a régné dans les ports.

D'autre part, la diminution signalée dans les droits d'importation et d'exportation ne saurait surprendre, puisque nous avons constaté que c'était le commerce avec l'étranger qui seul avait fléchi en 1902, sous l'influence des différentes causes pernicieuses que nous avons exposées.

La remarque enregistrée l'an dernier au sujet des nombreuses exemptions qui font subir au revenu des Douanes un préjudice considérable, est toujours aussi exacte et elle a eu, en 1902, une portée plus étendue que jamais. Indépendamment, en effet, du privilège de franchise accordé aux Légations, dont le nombre et le personnel s'est accru d'année en année, les exemptions en question portent sur des articles qui jamais n'étaient entrés en Corée en aussi grande quantité; nous voulons parler des approvisionnements des mines et des chemins de fer qui bénéficient de remises de droits totales ou partielles en vertu des contrats passés par le Gouvernement coréen avec les concessionnaires.

A côté des exemptions, il importe aussi de remarquer le préjudice porté au revenu des Douanes par le système des déclarations de valeur. La plupart des droits perçus étant des droits *ad valorem* et la Douane se

contentant des déclarations que l'on veut bien lui faire, on comprend l'intérêt des commerçants à déprécier leur marchandise en douane et la perte qui en résulte pour elle.

Nous pourrions donner de nombreux exemples des conséquences de ce système. Nous nous bornerons ici à un seul :

En 1902, les porcelaines et faïences ne figurent à l'importation en Corée que pour un total de 79.465 yens, alors que dans les statistiques du Japon où les déclarations en douane sont autrement exactes, l'exportation des mêmes articles à destination de Corée se monte à 220.466 yens, soit une fraude de 141.000 yens dans les déclarations de valeur faites en Corée pour un seul genre d'article qui paie 7 1/2 et 10 0/0 *ad valorem* suivant les qualités.

Il ne conviendrait donc pas de s'étonner de la moins-value des recettes de la Douane: elle dépend, dans une large mesure, du bon plaisir des importateurs et des exportateurs.

Nous résumerons dans le tableau ci-dessous les données qui précèdent :

1° REVENU GÉNÉRAL DES DOUANES CORÉENNES DE 1900 A 1902 (en yens)

Années.	Droits d'importation.	Droits d'exportation.	Droits de tonnage.	Total.
1900	688.806 73	384.525 31	23.885 39	1.097.217 43
1901	912.276 73	387.181 63	25.955 75	1.325.414 11
1902	813.620 76	354.969 87	36.185 75	1.204.776 38

Différences

en plus

ou en moins

pour 1902

par rapport à :

1901. . . .	— 98.655 97	— 32.211 76	+ 10.230 »	— 120.637 73
1900. . . .	+ 124.814 03	— 29 555 44	+ 12.300 36	+ 106.558 95

REVENU NET DES DOUANES DE 1886 A 1900 (en yens).

Années.	Droits d'importation.	Droits d'exportation.	Droits de tonnage.	Total
1886 . .	132.757 12	24.812 11	2.708 75	160.277 98
1887 . .	203.271 68	40.384 52	3.045 12	246.701 32
1888 . .	219.759 81	43.330 62	4.124 55	267.214 98
1889 . .	213.457 49	61.835 23	4.707 04	279.999 75
1890 . .	327.460 11	178.552 14	8.587 90	514.600 15
1891 . .	372.022 07	168.096 36	8.940 26	549.058 69
1892 . .	308.954 15	123.212 24	6.247 05	438.413 42
1893 . .	262.679 28	85.720 22	5.718 16	354.116 66
1894 . .	357.828 34	115.779 33	7.398 64	481.006 31
1895 . .	601.588 06	124.261 22	15.448 20	741.297 48
1896 . .	448.137 16	226.342 45	17.304 75	691.784 36
1897 . .	673.187 90	420.292 09	19.688 75	1.113.168 74
1898 . .	740.421 38	237.732 68	22.295 95	1.000.450 01
1899 . .	654.978 51	227.457 79	20.519 47	902.955 77
1900 . .	688.806 73	384.525 31	23.885 39	1.097.217 43
1901 . .	912.276 73	387.181 63	25.955 75	1.325.414 11
1902 . .	813.620 76	354.909 87	36.185 75	1.204.776 38

Comme on le voit, la progression de 400.000 yens qui s'est produite en 1897 ne s'est pas renouvelée depuis. Le million a toutefois été atteint (sauf en 1899) et reste dépassé même dans les années considérées comme mauvaises de 1901 et 1902.

C'est là, en fin de compte, un indice de plus de la résistance du commerce de la Péninsule. Mais il ne faudrait pas oublier qu'au point de vue financier proprement dit, et non plus au seul point de vue économique, le rendement des Douanes se trouve, comme nous avons déjà été appelé à le constater, gravement atteint dans son développement par les exemptions que le Gouvernement accorde, dans ses contrats, aux Compagnies concessionnaires, soit de chemins de fer, soit de mines, et qu'il y a là un sérieux obstacle à la progression normale de ses perceptions. Sans doute, l'exploitation minière et le trafic des voies ferrées pourront d'ici peu apporter leur contribution au développement des transactions et par suite à l'accroissement du revenu des douanes mais, jusqu'à présent, ce résultat n'a pas été atteint.

Si enfin l'on se place au point de vue de l'affectation de ce revenu et de sa disponibilité éventuelle, il convient de ne pas oublier que déjà les ressources de cette administration sont absorbées non seulement par ses propres frais et par les versements qu'elle doit effectuer au Trésor impérial, mais, comme nous le verrons en étudiant le budget, par quantité de services qui ne devraient relever que du ministère des finances ou de la Tré-

sorerie impériale. Il importe aussi de prévoir qu'en dehors de l'installation des phares dont la douane s'occupe actuellement sur les côtes de la Péninsule, le développement du commerce l'obligera, sans doute avant peu, à exécuter des travaux considérables et très coûteux dans les ports ouverts, où rien ou presque rien n'a encore été fait pour faciliter les opérations des navires rendues difficiles par la hauteur des marées.

La possibilité d'une affectation éventuelle du revenu des Douanes coréennes à une garantie quelconque nous paraît donc devoir rester problématique longtemps encore, et alors même que le Gouvernement impérial serait disposé à la consentir : il le voudrait qu'il ne le pourrait pas.

(A suivre)

Le Propriétaire-Gérant : Alfred LEQUEUX.

Châteauroux. — Typ. et Lith. P. LANGLOIS ET C^{ie}

